

SOUS LA DIRECTION DE
SUZANNE C.

Hors-série - Avril 2023

Hors-série - 2023



**LA MENACE
D'ULTRADROITE
EN FRANCE, EN EUROPE ET
AUX ÉTATS-UNIS**

Jean-Claude BEAUJOUR

•

Olivier GINOLIN

Thomas H.

•

Nicolas LEBOURG

Matthieu MENANT

•

Alexandre RODDE

Aurélien T.

•

Suzanne C.

AVERTISSEMENT

La menace d'ultradroite en France, en Europe et aux États-Unis

Les propos exprimés par chaque contributeur n'engagent ni l'Institut d'études de géopolitique appliquée, ni les rédacteurs entre eux, ni le comité de relecture.

Aucune personne physique ou morale citée dans le texte d'un contributeur n'a pour objectif d'identifier l'Institut d'études de géopolitique appliquée ou les autres contributeurs.

© Tous droits réservés, Paris, Institut d'études de géopolitique appliquée, Avril 2023

Toute reproduction et distribution, sauf mention écrite contraire de la part de l'Iega est strictement interdite.

Comment citer cette publication :

La menace d'ultradroite en France, en Europe et aux États-Unis, (dir. Suzanne C.), *Institut d'études de géopolitique appliquée, Revue diplomatique*, Hors-série, Paris, avril 2023.

ISSN : 2739-2341

Institut d'études de géopolitique appliquée
121 rue du Vieux Pont de Sèvres 92100 Boulogne-Billancourt
Courriel : contact@institut-ega.org
Site internet : www.institut-ega.org



AVANT-PROPOS

La menace d'ultradroite en France, en Europe et aux États-Unis

Depuis 2012 et plus encore depuis 2015, la menace terroriste islamiste a été mise au premier plan des principales menaces sécuritaires en France. Menace majeure pour un grand nombre d'États membre de l'Union européenne, notamment la France ou encore en Allemagne, elle concentre la plus grande attention de la part des services de renseignement. La menace liée à l'ultradroite est réelle et ne cesse de prendre de l'ampleur au sein de l'espace européen. Les services de renseignement estiment le risque de passage à l'acte fort probable.

En France, déjà en 2016, Patrick Calvar, directeur de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), avait affirmé devant la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement créée par la loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement, que les attentats islamistes déclencheraient une action terroriste d'ultradroite dans une sorte de spirale de la violence. En outre, les attentats islamistes mobiliseraient l'ultradroite qui répondrait par une escalade de violence, entraînant une forme de guerre civile à sous-bassement ethnico-religieux.

Selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur communiqués en avril 2023, 51 projets d'attentats ont été déjoués depuis 2017, dont 41 projets d'attentats islamistes, 9 projets d'attentats de l'ultradroite et 1 projet d'attentat de l'ultragauche. Selon le renseignement intérieur, le risque d'attentat lié à l'extrême droite radicale en France est de plus en plus élevé. Entre 1 500 et 2 000 individus, qu'ils soient nationalistes, « accélérationnistes » (concept qui vise à provoquer une guerre civile) ou néonazis, sont considérés comme potentiellement violents¹. Le parquet national antiterroriste évoquait quant à lui, en janvier 2023, que 13 enquêtes liées à l'ultradroite ont été ouvertes depuis 2017. Précisément, trois affaires ont été jugées, trois affaires sont en passe de l'être et cinq dossiers étaient, à cette date, en cours d'instruction dont 46 personnes mises en examen².

Plusieurs facteurs expliquent la résurgence de ces groupuscules identitaires. Selon le sociologue Armin Nassehi, il n'y a pas de crise identitaire généralisée mais une forme de repli. Ceci signifie qu'il existe une peur généralisée de voir disparaître une culture au profit d'une autre. Par exemple, ne plus avoir le droit d'afficher des signes religieux ou encore de ne plus servir de porc dans les cantines peut donner le sentiment qu'une culture est en train de disparaître au détriment d'un égalitarisme religieux qui désavouerait l'ostentation du religieux lui-même.

Aussi, le développement de la théorisation du « Grand remplacement » a encouragé la radicalité de ces groupuscules et leur volonté de passage à l'acte. Ce concept théorisé en 2011 par Renaud Camus dresse comme postulat un changement d'une population donnée par le remplacement d'une autre civilisation, notamment la communauté musulmane au détriment de la communauté judéo-chrétienne. Cette idée a fait écho au sein de cette mouvance d'ultradroite qui a commencé à s'organiser pour se prémunir de ce qu'ils estiment être une menace. Il sera précisé que Renaud Camus a été condamné en 2014 pour provocation à la haine contre les musulmans.

Cette recrudescence de l'ultradroite est par ailleurs accentuée par internet et les réseaux sociaux qui permettent la mise en relation de noyaux d'individus partageant la même idéologie voire de projets d'action violente. Certains de ces membres sont très organisés et fonctionnent par messagerie cryptée pour planifier leurs attaques.

Ces individus d'ultradroite ont des profils très éparses. Ils sont informaticiens, anciens gendarmes, militaires ou encore enseignants. Il n'y a aucun profil type puisqu'ils sont très divers et hétéroclites. S'agissant de l'âge, les individus sont des adolescents, de jeunes professionnels voire des individus beaucoup plus âgés ayant parfois atteint l'âge de la retraite. Ils craignent que la France devienne « une terre d'islam » et adhèrent à la théorie du « grand remplacement » qui assure que les populations européennes seront remplacées par une population à dominance maghrébine. Amateurs d'armes et de stages de survie, les recrues de l'ultradroite se voient et s'arrogent le titre de résistants face à un envahisseur qui serait selon eux en quête de dépossession de leur terre ancestrale.

¹ « Extrême droite radicale : la crainte du passage à l'acte », France Culture, 19 février 2022. Lien URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/l-enquete-des-matins-du-samedi/extreme-droite-radicale-la-crainte-du-passage-a-l-acte>

² Chiffres du parquet national antiterroriste, janvier 2023.

AVANT-PROPOS

La menace d'ultradroite en France, en Europe et aux États-Unis

Ce terrorisme d'ultradroite prend toutefois des formes spécifiques d'un pays à l'autre. En Europe il se fonde principalement sur le nazisme alors qu'aux États-Unis il se fonde sur le passé esclavagiste³.

Pour comprendre cette menace, ses caractéristiques, ses spécificités et son évolution dans le temps, il est indispensable d'analyser l'évolution du terrorisme en France pour comprendre de quoi se nourrit la menace d'ultradroite et quelle est sa capacité de nuisance de cette menace aujourd'hui.

³ Entretien avec Jean-Yves Camus, spécialiste de l'extrême droite.

SOMMAIRE

La menace d'ultradroite en France, en Europe et aux États-Unis

Aurélien T. - L'évolution du terrorisme d'ultradroite en France depuis les attentats d'Oslo et d'Utoya en 2011 **P. 1**

Suzanne C. – Les évolutions du terrorisme d'ultradroite : cibles, projets, tentatives et attentats **P. 4**

Thomas H. – Les références idéologiques de l'ultradroite **P. 14**

Olivier GINOLIN – Soubassements, résurgence et évolution de l'antimaçonnisme d'extrême droite : un panorama français (2012-2022) **P. 25**

Matthieu MENANT – Le terrorisme d'ultradroite en Europe : focus sur l'Allemagne **P. 33**

Alexandre RODDE – Tuerie de masse en direct : l'attentat de Buffalo comme modèle d'action violente de l'ultradroite américaine **P. 40**

Entretien avec Nicolas LEBOURG – Perspectives sur l'ultradroite en France **P. 47**

Entretien avec Jean-Claude BEAUJOUR – Perspectives sur l'ultradroite aux États-Unis **P. 50**

L'évolution du terrorisme d'ultradroite en France depuis les attentats d'Oslo et d'Utoya en 2011

Aurélien T.

Rappel historique et usage sémantique du mot « terrorisme » dans l'histoire contemporaine française

En France, depuis la guerre d'Algérie, le terme « terroriste » renvoie notamment aux méthodes utilisées, évoquant des actes perpétrés par un groupe d'individus dépourvus d'humanité. En réponse à ces actes, les autorités françaises avaient déclaré que la loi sur l'état d'urgence ne concernait la lutte contre les terroristes. Pour autant, ni le FLN ni l'OAS n'utilisaient ce terme pour revendiquer leurs actes. Les expressions « guerriers de la résistance » ou « combattants » leur étaient préférées.

À la suite d'une tentative de coup d'État manquée de quatre généraux français, dont deux anciens commandants en chef algériens en avril 1961, les rangs de l'OAS étaient remplis d'un certain nombre de déserteurs de l'armée et de civils. Les seuls moyens envisagés alors par les membres de l'OAS pour forcer le maintien de l'Algérie française étaient la force et la peur. Comme le FLN, l'OAS s'attaque d'abord aux signes et symboles détestés de l'État français. Le 31 mai 1961, le commissaire central d'Alger, Roger Gavory, est abattu. Le général de Gaulle lui-même est la cible des attentats du 8 septembre 1961. Après la signature de l'armistice le 18 mars 1962, les soldats français deviennent les cibles de l'organisation. L'OAS élimine aussi les personnes ou les personnalités qui ne partagent pas ses vues. Le choix des victimes semble guidé par l'impact que peut avoir l'annonce médiatique de leur assassinat. C'est ainsi que, le 25 janvier 1961, Maître Popie, avocat libéral d'Algérie, est la victime d'un « commando delta », chargé de ces exécutions, ainsi que six inspecteurs de l'éducation nationale, et un écrivain kabyle, qui sont devant la direction des centres sociaux éducatifs, lieu éminemment symbolique du pouvoir français.

Le FLN et l'OAS ont recours à une terreur au spectre beaucoup plus large en perpétrant des attentats visant les Européens s'agissant du FLN et les Algériens s'agissant de l'OAS. Dans les deux cas, ces attentats visent à consolider, voire à créer une opposition infranchissable entre Algériens et Français.

Depuis, les thèmes de la loyauté et de la trahison à son camp ont prévalu et ont servi de motifs pour infliger des violences à ceux qui ne savaient pas ou ne voulaient pas prendre position. Au-delà de l'impact concret des attaques dites « aveugles », la violence terroriste oblige les acteurs sociaux à se retrancher dans une logique communautaire.

Par la suite, le développement d'un processus de justification pour expliquer la violence de son camp est devenu une nécessité. C'est ainsi que les deux camps se sont mis à copier des tracts, produire des programmes radio piratés, publier des communiqués de presse, etc.

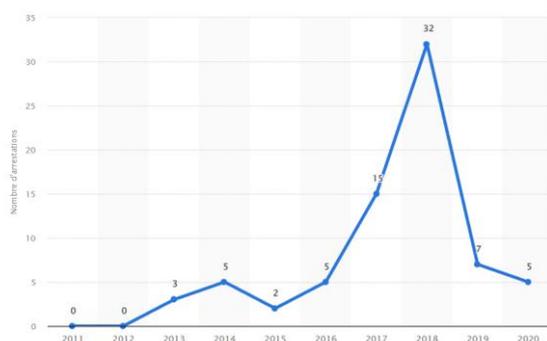
Le rappel des actions de l'OAS est d'autant plus pertinent dans une analyse moderne de la droite radicale, que Logan Nisin avait créé, en novembre 2016, un genre de milice au nom évocateur : OAS, pour Organisation des armées sociales – en référence à l'Organisation armée secrète, qui a fait plus de 2 200 morts en Algérie et 71 morts en France en 1961 et 1962.

Évolution moderne

Selon un le rapport Europol publié en 2011 portant sur le terrorisme en Europe (*EU Terrorism situation and trend report*) l'agence ne signale ni attaques ni arrestations concernant l'ultradroite, mais signale des « affrontements » physiques lors de rassemblements et de concerts, des saisies de « listes d'ennemis », d'explosifs, de matériel de

propagande et de données informatiques. Les institutions européennes ont toutefois noté que ces groupes se « professionnalisent » avec une utilisation intensive d'Internet et des réseaux sociaux : « *Bien que l'extrémisme de droite semble être en déclin et que le nombre de crimes commis par des extrémistes de droite soit relativement faible, (...) ils restent une menace dans les États membres de l'Union européenne.* » L'agence anticipe également les conséquences du « Printemps arabe » en annonçant que « *si les troubles dans le monde arabe conduisent à un afflux massif d'immigrants en Europe, l'extrémisme de droite et le terrorisme trouveront un regain d'énergie en secouant les craintes du public concernant l'immigration dans les pays musulmans européens.* » Le risque lié au terrorisme d'ultradroite inquiète de plus en plus les services de renseignement français. Si dans les années 1980, les individus les plus radicaux étaient notamment concentrés au sein d'un parti, à savoir le Front national, ils s'organisent désormais en dehors des partis et forment de multiples réseaux. En France, cette somme de réseaux fédère 3 000 personnes, dont 500 militants selon des rapports parlementaires.

Selon le blog¹ Radical Hypothèses le nombre de militants de l'ultradroite serait en déclin entre 2004 et 2020. Ce déclin semble confirmé par le Statista Research Department dans une publication² de 2021, dont les chiffres du nombre d'arrestations recensées en lien avec l'extrême droite donnent le graphique suivant :



¹ Blog créé pour accompagner l'école thématique CNRS "Processus et trajectoires de radicalisation" (septembre 2016). Cette école thématique a répondu à une demande sociale et scientifique de formation

Violence et terrorisme de l'ultradroite

Au sein du courant de l'ultradroite, la violence est considérée comme un acte légitime et nécessaire. Les adeptes du nationalisme racial, tels que les néonazis, les fascistes et les suprématistes blancs figurent en bonne place parmi les auteurs de violences d'extrême droite.

Le terme « violence d'ultradroite » couvre un éventail d'attaques plus large que celui de « terrorisme d'ultradroite ». Dans le premier cas il s'agit de toutes les attaques violentes dont la sélection de la cible est basée sur des convictions extrêmes et ses catégories d'ennemis correspondants : immigrés, minorités, opposants politiques ou gouvernements. Cela peut également inclure le vandalisme et la violence spontanée. Dans le second cas, un attentat doit être prémédité et destiné à instiller la peur dans une population plus large dans un but politique.

Puisque ces termes sont souvent définis de manière ambiguë et utilisés de manière interchangeable, il peut être difficile de savoir de quel type de violence il est question et les statistiques sont souvent sources d'erreur. Dans le rapport annuel d'Europol sur la situation et les tendances du terrorisme (TESAT), le terrorisme d'ultradroite apparaît comme un problème peu identifié. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que certains pays européens enregistrent ces événements comme « crime de haine », « crime d'extrême droite », ou simplement comme de la violence ordinaire de droit commun, et pas comme du terrorisme.

Évolution et comparaison de la violence de l'extrême droite en France avec ses voisins

Les gangs skinheads ont commis de nombreux meurtres au cours des années 1990. La violence contre les immigrés ou les opposants politiques faisait partie intégrante de leur culture et de leur style de vie. En Europe occidentale, la sous-culture skinhead s'est affaïssée ou a disparu après le

sur les questions de radicalisations contemporaines, à la suite des attentats de 2015 à Paris

² Source : <https://fr.statista.com/statistiques/1273275/terrorism-e-extreme-droite-france-arrestation/>

tourant de l'an 2000, entraînant également une réduction de la violence de ces gangs. Dans de nombreux pays, la présence de l'ultradroite au sein de la jeunesse a diminué, tout comme l'importance de la culture skinhead. Il y a désormais peu d'attraits sociaux ou de codes culturels qui peuvent attirer les jeunes dans des mouvements d'extrême droite ou racistes car la présence de groupes de rock identitaires sur scène musicale, très importante dans les années 1990, a diminué ou disparu dans de nombreux pays européens.

En Norvège, par exemple, les derniers groupes de musique militant à l'extrême droite se composent principalement d'adultes et de personnes âgées et pas d'adolescents. Il existe cependant des viviers de jeunesse importants dans plusieurs pays européens. Par exemple, l'ex groupe aujourd'hui dissout Génération Identitaire était solidement ancré dans des pays comme la France, l'Allemagne et l'Autriche. Ces mouvements de jeunesse tendent à être moins orientés vers la violence et préfèrent recruter moins de jeunes marginalisés que les groupes de skinheads.

Il y a aussi des mouvements nationalistes et fascistes avec un potentiel plus violent dans plusieurs pays européens pays comme l'Italie, l'Allemagne, la Grèce et la Pologne. Ces groupes sont parfois impliqués dans des crimes racistes et des affrontements violents avec des opposants, mais rarement des attentats terroristes.

Un autre facteur important qui a également eu un impact sur le niveau de violence réside dans l'évolution de la société : les vecteurs de l'activisme extrémiste ont dans une large mesure dû s'adapter à la modernité, en passant des réunions physiques et de l'activisme de rue à Internet et à divers types de réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, YouTube, Telegram, VKontakte, ou Discord. Il existe moins de possibilités d'affrontements physiques entre ces militants et leurs opposants idéologiques. Dans le passé, de tels affrontements avaient souvent un effet radicalisant, conduisant à des spirales de violence et parfois à des attentats terroristes.

Désormais, l'un des principaux dangers en lien avec l'ultradroite en Europe de l'Ouest provient d'acteurs isolés et de petites cellules autonomes. Dans le passé, les terroristes solitaires avaient généralement une capacité violente très limitée. Désormais, les passages à l'acte violents sont beaucoup plus meurtriers, comme le démontrent plusieurs tueries récentes. Brenton Tarrant a tué 51 musulmans et en a blessé beaucoup d'autres avec son arme lors d'une attaque contre deux mosquées en Nouvelle-Zélande. Il a été inspiré par Anders Behring Breivik, qui a tué 77 personnes et des centaines de blessés lors de son massacre contre un camp de jeunesse politique. Il semble y avoir un processus de *copycat* en cours, car une poignée d'acteurs solitaires imitent ces modèles. Ainsi, six semaines après les attentats en Nouvelle-Zélande, une personne se disant directement inspirée par Tarrant a tué un citoyen juif et en a blessé trois autres lors d'une fusillade contre une synagogue à Poway, en Californie. L'attaque aurait pu faire beaucoup plus de victimes si l'arme de l'agresseur n'avait pas été enrayée. Une autre attaque a eu lieu dans un magasin Walmart à El Paso le 3 août 2019, tuant 22 personnes et en blessant 24. Puis, sept jours plus tard, une personne a projeté de commettre une fusillade dans une mosquée de Bærum à l'extérieur de la capitale norvégienne.

Le point commun de ces attaques est que leurs auteurs semblent s'être autoradicalisés au sein d'une sous-culture en ligne particulière, issue de forums en ligne non modérés tels que 4chan et 8chan³. Ces dernières années, ces forums sont devenus un vivier mondial pour les extrémistes d'extrême droite. Ayant commencé comme un terrain de jeu contre-culturel pour les jeunes étrangers intéressés par les mangas japonais, les jeux en ligne, l'anarchisme et l'antifascisme à la traîne, ils se sont ensuite élargis pour inclure un large éventail de sujets, y compris des fils de discussion incorrects mélangeant des idées et des thèmes issus de la mouvance « Incel »⁴, une sous-culture mêlant misogynie et éléments de l'univers propres à l'ultradroite.

³ En 2019, il est l'objet de multiples critiques : plusieurs terroristes d'extrême droite fréquentent le

site et y ont posté des manifestes avant leur passage à l'acte.

⁴ Célibat involontaire.

Les évolutions du terrorisme d'ultradroite : cibles, projets, tentatives et attentats

Suzanne C.

Page | 4

À fin d'appréhender le terrorisme lié à l'ultradroite, il convient d'effectuer d'analyser chronologiquement l'évolution du terrorisme en France. La menace liée à l'ultradroite a fait son apparition dès les années 30 avec notamment l'organisation politique et militaire la Cagoule, l'un des groupes majeurs de l'ultradroite de l'entre-deux guerres prévoyant de renverser la république dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937. Le groupe est également l'auteur de l'attentat contre les frères Osseli, deux automobilistes italiens assassinés à Bagnoles de l'Orne en France. Durant les années 60 et 70, l'Europe a connu un terrorisme d'extrême droite et d'extrême gauche étant toutefois essentiellement l'œuvre des organisations séparatistes et nationalistes qui s'en prenaient aux autorités et aux citoyens. Dans les années 60 et dans le contexte de la guerre d'Algérie, la France est la cible d'attentats en provenance de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS). Le terrorisme d'ultragauche est également important avec notamment le groupe Action Directe qui est à l'origine de nombreux attentats et qui a poursuivi ses actions jusqu'aux années 1980. Les années 80-86 sont quant à elles marquées par de nombreux attentats perpétrés par différents groupes tels que le groupe Abou Nidal, l'ASALA, le FPLP de Selim Abou Salem ou encore le Hezbollah sous l'appellation de CSSPA. Après 1986 et jusqu'en 1994, la France sera davantage épargnée. Dès 1996, elle va subir une nouvelle vague d'attentats avec notamment le groupe terroriste algérien (GIA). En 1995 et 1996, des attentats majeurs ont lieu sur le sol français avec les attaques dans les stations parisiennes de métro et le RER Saint Michel.

La violence d'ultradroite a quant à elle considérablement diminué en Europe dans les années 1990. Elle représentait par la suite une violence résiduelle, les principales violences provenant de la mouvance skinhead⁵. Ces

différentes menaces ont quelque peu été atténuées et c'est le terrorisme djihadiste qui apparaît dès lors comme la principale menace terroriste en France. Si l'on observe les menaces terroristes auxquelles la France a été confrontée depuis les années 80, le terrorisme d'ultradroite apparaît comme résiduel et sporadique. Très peu de projets d'attentats ou tentatives sont identifiables dans les années 2000. Cette menace demeurait marginale bien que la France ne soit pas totalement exempte d'attaques imputables à la mouvance d'ultradroite. En 2002, un projet d'attentat visant le président français Jacques Chirac est évité. Maxime Brunerie, un militant de 25 ans issu du mouvement Unité Radicale (UR) qui, après avoir été interdit, renaîtra en tant que « Jeunesses identitaires », avait pour projet d'assassiner le président le 14 juillet.

C'est un attentat commis en 2011 en Norvège qui va concentrer toute l'attention et qui va apparaître comme le point de référence de cette nouvelle forme de terrorisme d'ultradroite. Le 22 juillet 2011, un suprémaciste blanc, du nom d'Anders Behring Breivik, commet un double attentat contre un rassemblement de jeunes du Parti travailliste norvégien et contre un immeuble gouvernemental au cœur d'Oslo. 77 personnes sont tuées et 151 sont blessées. Anders Behring Breivik avait justifié ces attaques par la diffusion d'une « déclaration d'indépendance européenne »⁶, une Europe prétendument en danger face à des envahisseurs étrangers. Quelques heures avant de passer à l'acte, Anders Breivik avait envoyé à divers rédactions et pouvoirs publics un manifeste politique destiné à justifier ses attaques. Il dénonce dans un texte de plus de 1500 pages la colonisation par les populations arabes ainsi que la disparition de la culture chrétienne⁷. Dès lors, de nombreux auteurs d'attaques terroristes imputables à l'ultradroite vont

⁵ François Stéphane, *Géopolitique des extrêmes droites*, Le cavalier bleu, 2022, p.54.

⁶ *Ibid.*

⁷ Cyril Bret, *Dix attentats qui ont changé le monde : Comprendre le terrorisme au XXIème siècle*, Armand Colin, 2020, p.104.

se revendiquer voire s'inspirer du terroriste norvégien.

Loin d'être anecdotique, cette attaque marque en réalité la suite d'une série d'attentats d'ultradroite et dont certains auteurs revendiquent leur fascination pour le Norvégien et de ses idées. Brenton Tarrant, l'auteur de l'attentat contre deux mosquées à l'arme automatique en Nouvelle-Zélande, le 15 mars 2019, faisant 51 morts, a évoqué le manifeste rédigé par Anders Breivik⁸. En France, Logan Nisin, fondateur du groupuscule « OAS » prend également en référence Anders Breivik et avoue avoir de la « sympathie » à son égard⁹. Aurélien Chapeau, ex-militaire de 38 ans condamné pour des projets d'attentat, voit le terroriste norvégien comme un modèle.

Anders Breivik semble être, à bien des égards, le précurseur et la référence de cette nouvelle vague terroriste d'ultradroite. Depuis cet attentat, les actions violentes en provenance de cette mouvance n'ont cessé d'augmenter aussi bien au sein de l'espace européen qu'aux États-Unis. Les « Printemps arabes » de 2011 et la crise des réfugiés ainsi que les nombreuses attaques terroristes commises sur le sol français depuis 2012 expliquent en partie la formation de nombreux groupuscules d'ultradroite. La recrudescence des attentats imputables à la mouvance d'ultradroite s'explique également par la concomitance de la crise des réfugiés et des attentats islamistes en France. La radicalisation de ces groupes est hétéronormée par les attentats djihadistes. Les groupes ont vu les attentats de 2015 comme la démonstration et une preuve que la société multi-ethnique et multiculturelle serait une « pièce » du djihad¹⁰.

Les cibles et les différents concepts inhérents à l'ultradroite

⁸ *Ibid*, p.110.

⁹ Nadia Sweeny, « *l'ultradroite : cette menace qui couve* », Politis (paru dans l'hebdo N° 1672), 22 septembre 2021.

¹⁰ Entretien réalisé avec Nicolas Lebourg.

¹¹ Anne-Françoise Hivert, « *La Suède redoute un essor du terrorisme d'extrême droite* », Le Figaro, 3 septembre 2020.

Les communautés juives et musulmanes : cible principale des groupuscules identitaires

Magnus Ranstorp, l'un des principaux experts du terrorisme en Suède, affirme : « *Il faut se préparer à de nouveaux attentats, qui viseront les musulmans, les juifs ou les immigrés.* »¹¹

Avec le terrorisme d'ultradroite, le mode opératoire diffère par rapport aux attaques en lien avec le terrorisme islamiste. Ce dernier est notamment caractérisé par des attaques indiscriminées alors que les individus de l'ultradroite ont des cibles précises, notamment les musulmans, les juifs ou encore des hommes politiques, des institutions ou bien des lieux de culte. En France, plusieurs attaques visant la communauté juive et musulmane sont recensées depuis de nombreuses années.

En 2013, un militaire de 23 ans, Christophe Lavigne, est arrêté près de Lyon pour avoir projeté une attaque à l'arme à feu contre la mosquée des Minguettes à Vénissieux lors du ramadan. Ce sergent de l'armée de l'air, qui avait servi en Afghanistan, était proche de la mouvance identitaire¹². Un an auparavant, il avait jeté un cocktail molotov sur la porte d'une mosquée de Libourne en Gironde. Par cette action, le militaire souhaitait créer un embrasement au sein de la société française. Il aspirait à faire renaître les émeutes de 2005 dans les banlieues afin de provoquer une guerre civile¹³. L'action violente qu'il envisageait s'inscrit dans le concept de « l'accélérationnisme » visant à précipiter une « guerre civile » entre les différentes communautés.

Deux ans plus tard, le 3 avril 2015, quatre élèves d'un lycée militaire de l'Isère sont mis en examen pour avoir projeté de faire exploser une mosquée à Montélimar. Âgés de 16 à 17 ans, les étudiants avaient commencé à réunir du matériel et avaient effectué des repérages des lieux¹⁴.

¹² Caroline Monnot, Yves Bordenave, « *Le soldat qui projetait d'attaquer une mosquée cultivait sa haine sur Internet* », Le Monde, 15 août 2013.

¹³ « *Jet de cocktail molotov sur la mosquée de Libourne : 4 ans dont 30 mois avec sursis requis* », Paris-Normandie, 27 octobre 2014.

¹⁴ « *Quatre jeunes voulaient faire exploser la mosquée de Montélimar* », France Info, 4 avril 2015.

Toujours en 2015, un nouveau groupuscule, les volontaires pour la France (VPF), émerge avec comme leader le général Antoine Martinez. Ce groupe se forme après les attentats de Charlie Hebdo et du Bataclan et a pour dessein de combattre l'islamisation. L'un des membres fondateurs des VPF avait notamment perdu sa fille au Bataclan. Un ancien policier, Guy Sibra fait partie du groupe et souhaite passer à l'action¹⁵. Il estime que le groupe n'est pas assez proactif dans ses démarches et s'en écarte progressivement pour envisager de créer son propre mouvement. En octobre 2017, il quitte les VFP pour fonder un nouveau groupuscule, l'Action des forces opérationnelles (AFO). Un groupe qui a pour *leitmotiv* l'action violente. Ce groupuscule avait également le projet de s'en prendre la communauté musulmane. Dans ce groupuscule divers profils sont identifiés, tels qu'un ingénieur, une sophrologue, un professeur, un ancien gendarme ainsi qu'un attaché d'ambassade. Ces membres déclarent résister contre l'envahisseur et la charia. Une cinquantaine de personnes vont rejoindre ce groupuscule.

Dans un reportage de l'émission *Complément d'enquête*, un ancien professeur de Trappes qui a rejoint ledit groupuscule justifie son adhésion au groupe par son expérience personnelle car selon lui, suite aux attentats de Charlie Hebdo, les élèves de terminale ont défendu l'action des terroristes à 95%.

En juin 2018, les projets de de l'AFO se précisent. Ils voulaient viser des imams et des personnalités de confession musulmane. Ils projetaient une attaque à la grenade dans des kebabs et voulaient empoisonner la nourriture halal dans les supermarchés¹⁶. L'AFO visait également des imams radicaux, des détenus radicalisés qui sortaient de prison ou encore des femmes voilées¹⁷.

Parmi les membres du groupe se trouvait le numéro deux de l'ambassade de France au Salvador, interpellé le 2 juin 2019 à son retour en France dans

le cadre de l'enquête sur le groupe. Il est alors soupçonné d'avoir préparé des attentats contre la communauté musulmane. Dans sa valise diplomatique ont notamment été retrouvées des armes¹⁸. Il a reconnu le projet de commettre un attentat contre les musulmans et empoisonner les musulmans à travers la viande halal.

En juin 2018, le groupuscule est démantelé. Un an auparavant, en juin 2017, un jeune nationaliste français, Logan Nisin, est arrêté. Fan du tueur norvégien, Anders Breivik, cet homme est passé par l'Action française, les Jeunesses nationalistes et le Front national (devenu depuis le Rassemblement national). Il projetait des attentats contre des musulmans et des hommes politiques à travers son groupuscule, l'OAS créé en novembre 2016 et calqué sur l'Organisation de l'armée secrète (OAS) de 1961. En 2015, il aurait basculé dans le néonazisme. Logan Nisin a écopé d'une peine de neuf ans de prison. L'objectif de ce dernier était d'enclencher un processus de « remigration des arabes basée sur la terreur ». Son projet consistait à provoquer des attaques violentes afin que ces derniers ne se sentent plus en sécurité et finissent par quitter la France¹⁹. Cela relève de ce qui est qualifié de théorie de la « valise ou du cercueil ».

Pour ses projets d'actions violentes, Logan Nisin avait commencé à se constituer un arsenal : armes d'épaule et armes de poing notamment. Ces armes ont en effet été retrouvées chez lui ainsi que son « bras droit », Thomas Annequin, ancien employé de la mairie de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence)²⁰.

Le 28 octobre 2019, à Bayonne, un ancien candidat du Front national aux élections départementales de 2015 dans les Landes, Claude Sinke, attaque une mosquée. L'homme de 84 ans souhaitait incendier le

¹⁵ « Ultra-droite, la nouvelle menace », *Complément d'enquête*, 29 avril 2021. Lien URL : <https://www.france.tv/france-2/complement-d-enquete/2406171-ultra-droite-la-nouvelle-menace.html>

¹⁶ *Idem*.

¹⁷ Le réveil de l'ultradroite en France - C à Vous 25 juin 2018. Lien URL : https://www.youtube.com/watch?v=tY_JChGNV_g

¹⁸ Projets d'attentats, liste de cibles, agressions : l'ultradroite nous menace, Blast, 06 octobre 2021.

¹⁹ Sweeny Nadia, « *l'ultradroite : cette menace qui couve* », Politis (paru dans l'hebdo N° 1672), 22 septembre 2021.

²⁰ Sweeny Nadia, « *l'ultradroite : cette menace qui couve* », Politis (paru dans l'hebdo N° 1672), 22/09/2021.

lieu de culte et souhaitait « venger Notre-Dame »²¹. Cette attaque n'est pas qualifiée d'attentat et demeure un acte de droit commun²².

Le 29 octobre 2020 à Avignon, un individu se revendiquant du groupe d'extrême droite Génération Identitaire menace des passants avec une arme de poing. Mais ces faits ne sont pas qualifiés d'acte terroriste au motif qu'il présentait des troubles psychologiques.

Fin mai 2019, un trentenaire d'Aix-en-Provence, décrit comme un néonazi, est interpellé. Il voulait commettre un attentat au dîner du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif).

En mai 2020, un ex-militaire de 38 ans, Aurélien Chapeau, est interpellé à son domicile en raison des messages antisémites et des messages à la gloire des terroristes suprémacistes blancs qu'il diffuse sur les réseaux sociaux. L'homme, dont le profil sur les réseaux sociaux témoignait de son implication dans la nébuleuse néonazie et sur lequel on pouvait trouver une traduction française du manifeste du tireur de Christchurch²³, aurait planifié une attaque contre la communauté juive, notamment contre une synagogue. Ce dernier a par ailleurs diffusé une liste d'établissement liés à la communauté juive sur le réseau social d'extrême-droite, *Minds*. On y retrouve les adresses des synagogues Etz Haim et Beth Habad à Strasbourg, celle de Limoges, de Paris Saint-Lazare, de Neuilly-sur-Seine mais également une école, Yaguel Yaacov à Montrouge²⁴. Lors de son procès, il ressortira qu'il est entré en contact avec la division Attom Waffen, un réseau terroriste néonazi américain fondé en 2015. Il souhaitait en effet créer des cellules similaires en France²⁵. Il a été condamné le 28 janvier 2022 à neuf ans de prison ferme pour « entreprise individuelle terroriste » (EIT) par le tribunal correctionnel de Paris.

Il s'agit du deuxième homme de la mouvance d'ultradroite à être jugé pour EIT. Le premier cas remonte à 2019. Il s'agit de Guillaume Malaval, qui a été condamné à sept ans de détention pour des velléités d'attaques à l'explosif contre des mosquées et des synagogues²⁶.

Le 28 septembre 2021, un jeune homme de 19 ans, adorateur d'Adolf Hitler, est interpellé à son domicile par des policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure. L'individu projetait un double attentat : une tuerie de masse contre son ancien lycée et contre une mosquée le jour de l'anniversaire d'Adolf Hitler, le 20 avril²⁷. Dans l'un des carnets retrouvés à son domicile, il affirmait vouloir « faire pire que Columbine²⁸ ».

Pour certains auteurs d'attentats d'ultradroite, la théorie du « grand remplacement » serait à l'origine de leur passage à l'acte. Cette théorie selon laquelle la population européenne serait progressivement remplacée par une population majoritairement maghrébine, a germé auprès de cette sphère d'ultradroite, dont certains individus se servent pour justifier leur action violente.

La théorie du grand remplacement et le rejet du multiculturalisme

Le chercheur Nicolas Lebourg rappelle que le concept de « grand remplacement » n'est pas une invention de Renaud Camus mais d'anciens membres des Waffen SS, qui dans les années 1950 ont développé la théorie selon laquelle les juifs provoquent la destruction de l'Europe par le métissage et ainsi par le remplacement de la population pour imposer la « dictature juive mondiale » par le biais de l'Organisation des Nations unies²⁹.

Toutefois, cette idée a véritablement été popularisée à partir de l'année 2011 par l'écrivain Renaud

²¹ Aziz Zemouri, Hugo Domenach, « Bayonne, histoire d'un attentat », *Le Point*, 31 octobre 2019.

²² Jean Chichizola, « Mosquée de Bayonne : attaque ou attentat, comment arbitrer ? », *Le Figaro*, 31 octobre 2019.

²³ Décugis Jean-Michel, Pham-Lê Jérémie, « Aurélien C., un "suprémaciste" soupçonné de projet terroriste », *Le Parisien*, 26 mai 2020.

²⁴ Twitter, Nadia Sweeny, journaliste Politis.

²⁵ *Idem*.

²⁶ Christophe Ayad, « Aurélien Chapeau, loup solitaire d'ultradroite ou troll antisémite ? », *Le Monde*, 27 février 2022.

²⁷ « J'ai soif de sang : arrestation d'un admirateur de Hitler qui préparait un attentat », *Le Point*, 2 octobre 2021.

²⁸ Il s'agit d'une fusillade dans un lycée américain le 20 avril 1999 dans lequel 15 jeunes ont été tués.

²⁹ Nadia Sweeny, « L'ultradroite : cette menace qui couve », *Politis* (paru dans l'hebdo N° 1672), 22 septembre 2021.

Camus, condamné en 2014 pour « provocation à la haine et à la violence contre un groupe de personnes en raison de leur religion ». Le concept du « grand remplacement » serait une sorte de dynamique visant à remplacer une population par une autre, en l'espèce substituer une population européenne et chrétienne par une population étrangère venue principalement d'Afrique subsaharienne et du Maghreb avec comme religion l'islam.

Ce concept s'appuie sur un discours à la fois différentialiste mais également victimaire puisqu'il repose sur le postulat que la « race blanche » serait en train de disparaître et qu'il est nécessaire de la défendre. En d'autres termes, les populations blanches seraient les victimes d'un « génocide lent » commis insidieusement par une immigration et de façon sous-jacente une colonisation avec l'objectif d'aboutir à une substitution ethnique par une population extra-européenne à la culture différente³⁰.

Cette croyance a pour corollaire l'idée de déclin démographique de l'Occident. Les adeptes de cette théorie estiment que le taux de fécondité étant plus élevés chez les populations immigrées et en baisse chez les Occidentaux. Les Européens seraient en outre une possible minorité future sur une terre à dominante étrangère.

Pour certains la théorie du grand remplacement serait également synonyme de complot politique affirmant que les élites mondiales œuvrent au remplacement des peuples des nations occidentales par les peuples du sud. En d'autres termes, les élites orchestreraient sciemment le remplacement de la population européenne par une autre population.

L'arrivée de populations non-européennes encourage ce phénomène et fait germer l'idée selon laquelle la survie de la nation est en jeu. Ceci peut s'expliquer par le fait que l'immigration n'est plus européenne (italienne, polonaise, etc.) mais provient majoritairement d'Afrique et du Moyen-Orient. Cette théorie a d'ailleurs été reprise par de nombreux terroristes d'extrême droite lors des attentats à Christchurch, El Paso, Pittsburg, Gilroy ou encore à Halle. L'auteur de la fusillade d'El Paso aux États-Unis justifie son acte comme une réponse à

« l'invasion hispanique » du Texas.

Les auteurs des attaques contre les synagogues de Pittsburgh en octobre 2018 et de Poway en Californie en avril 2019, visaient selon eux des individus de confession juive qui organisaient un génocide contre les blancs.

Enfin, Brenton Tarrant (2019, Christchurch) et Anders Breivik (2011, Oslo et Utoya), qui se réfèrent aux propos de Renaud Camus, estiment qu'il s'agit d'un plan délibéré de remplacer la population actuelle par une population arabo-musulmane.

En définitive, les auteurs de ces attaques déclarent vouloir éliminer physiquement ce qu'ils estiment être des « envahisseurs » tout en détruisant le système démocratique. Plus récemment encore, lors de l'attentat de Buffalo en mai 2022 aux États-Unis, un homme de 18 ans a ouvert le feu dans un supermarché faisant dix morts. Il visait en particulier des afro-américains. L'auteur de l'attaque, Payton Gendron, s'inscrit dans ce courant de pensée. Son manifeste est explicite, dans la mesure où son texte débute par deux pages sur l'insuffisante fertilité des blancs : « *C'est un remplacement ethnique. C'est un remplacement culturel. C'est un remplacement racial. C'est LE GÉNOCIDE BLANC* »³¹.

À l'instar de Brenton Tarrant, il va évoquer un « génocide blanc » qui correspond à l'idéologie du « grand remplacement ». En France, cette théorie du « grand remplacement » a souvent été utilisée par des élites politiques, notamment Éric Zemmour. Le candidat à l'élection présidentielle de 2022 a souvent brandi la menace du « grand remplacement ». Cette théorie a également été citée par la candidate Les Républicains à la présidentielle, Valérie Pécresse.

Les discours antiféministes et misogynes sont également fréquents dans les courants d'ultradroite qui considèrent que s'il y a un « grand remplacement », c'est en partie à cause des femmes qui ne font plus assez d'enfants du fait de « l'hyperféminisation » de la société. L'agence Europol s'inquiète à cet effet des « incels » du terrorisme d'ultradroite. La mouvance dite « incel » regroupe des hommes revendiquant une idéologie misogyne. Ce « grand remplacement » serait selon eux directement imputable aux femmes occidentales

³⁰ François Stéphane, *Géopolitique des extrêmes droites*, Le cavalier bleu, 2022, p.48.

³¹ Arnaud Leparmentier, « *États-Unis : le manifeste du tueur de Buffalo s'inscrit dans la lignée d'autres attentats racistes* », Le Monde, 18 mai 2022.

qui ne féconderaient pas assez.

En tout état de cause, les membres de l'extrême droite politique et les partisans de l'ultradroite partagent une conception organiciste de la communauté qui repose sur les idées d'ethnie, de nationalité et de race – les trois pouvant se cumuler³². Ils rejettent généralement le système et souhaitent une société ethniquement homogène.

Une autre théorie, sous-jacente, promeut que le « grand remplacement » est inéluctable et qu'il faut pour cela se préparer au combat. Il s'agit du mouvement survivaliste. Pour l'auteur Stéphane François, le passage à l'acte est motivé par une double volonté. Cela vise à la fois à accélérer le processus de la guerre civile tout en luttant contre ce qu'ils estiment être le « grand remplacement ». Il y aurait également la volonté de donner l'exemple et inciter d'autres individus à agir³³.

Le survivalisme

Le concept de survivalisme repose sur l'idée qu'il est nécessaire de se préparer à une catastrophe ou un bouleversement sociétal majeur. Un survivaliste est un individu qui se prépare à ce qu'il nomme une « rupture de la normalité », a un événement imprévu³⁴. C'est une culture de l'anticipation catastrophiste.

Pour les survivalistes, il s'agit de survivre dans la nature, construire un abri, pratiquer des sports de combat à travers des stages de survie. Dans les années 70/80, ce concept a été théorisé par les suprémacistes blancs aux États-Unis. Le survivalisme prépare ainsi physiquement un groupe d'individus en vue d'un affrontement.

Certaines vidéos mettant en scène des survivalistes font référence à la résistance sous l'occupation nazie. Dans cette lutte, les armes sont essentielles. Bien que ces stages mettent l'accent sur une bonne aptitude physique et entraînent leurs membres à la lutte armée et à la survie, les armes sont

indissociables dans le projet de défense et d'affrontement auquel se préparent ces adeptes.

En 2017, une vidéo met en scène un stage de formation au tir de combat. Son organisateur est un français du nom de Grégory Leroy³⁵, qui se déclare nationaliste. Cet homme fait ouvertement la promotion de ses formations ayant lieu en Pologne et agite le spectre d'une guerre civile pour mobiliser ses adeptes. Sa société est basée près de Varsovie, eu égard à l'interdiction de cette activité en France. Parmi les adeptes, une majorité de français se rendrait en Pologne pour se préparer. Grégory Leroy mentionne qu'il prépare les stagiaires à utiliser correctement leur arme.

En février 2018, les membres de l'AFO se préparent à passer à l'action avec des stages de survivalisme. Ils apprennent à mieux se connaître et apprennent des techniques de combat : tir et maniement des armes notamment³⁶. L'instructeur est un ancien militaire.

En décembre 2020, un individu de 48 ans, Frédéric Limol, abat trois gendarmes, après que ces derniers aient été appelés par son ex-femme pour un litige. Cet ancien consultant en informatique était inscrit dans un club de tir en 2013 à Salon de Provence. Il était un adepte du survivalisme et des théories conspirationnistes³⁷. Il passait de nombreuses heures sur les sites complotistes et se préparait à la fin du monde. Il pensait que la fin du monde approchait et qu'il devait se préparer à survivre et à combattre. Après avoir tué les trois gendarmes, Frédéric Limol s'est donné la mort.

Il sera également mentionné le groupe identitaire créé en avril 2017, les Barjols, soupçonné de préparer un attentat contre Emmanuel Macron. Il regroupe des adeptes du survivalisme. Ces derniers ont organisé des rencontres pour apprendre à manier les armes et les techniques du survivalisme.

Plus récemment, en mai 2022, la DGSJ a réalisé une opération de police au sein d'un groupe « Vengeance patriote » soupçonné de projeter des

³² François Stéphane, *Géopolitique des extrêmes droites*, Le cavalier bleu, 2022, p.27.

³³ *Idem.*, p.51.

³⁴ Boris Loumagne, « *Qui sont les survivalistes, ces élus des derniers temps* », France culture, 24 mars 2019.

³⁵ « Ultra-droite, la nouvelle menace », Complément d'enquête, 29 avril 2021.

³⁶ *Idem.*

³⁷ *Idem.*

actions violentes. Ce groupuscule regroupe une centaine de militants, dont des néonazis, royalistes et adeptes de MMA et se présente comme une « communauté de frères d'armes qui se préparent à l'affrontement ». Ces derniers se préparaient avec des entraînements sportifs et des stages de survivalisme³⁸.

En définitive, de plus en plus d'individus se préparent à l'éventualité d'un effondrement de la société et nombreux sont ceux à avoir une vision apocalyptique. Il est toutefois impossible de connaître le nombre exact d'individus ayant rejoint la mouvance survivaliste.

Les institutions françaises et les personnalités politiques visées

Selon le spécialiste de l'extrême-droite, Jean-Yves Camus, « tous ont en commun une même détestation de la République et de ses institutions, ainsi des présidents de la République successifs, pour ce qu'ils sont et pour la fonction qu'ils incarnent »³⁹.

Les membres des groupuscules d'ultradroite nourrissent en effet une certaine aversion pour les institutions et les représentants de l'État. Ils réfutent l'État de droit et les valeurs qui lui sont inhérentes comme le droit du sol, le multiculturalisme et l'intégration sociale. De nombreux projets d'attentats, en France ou en Europe, ont ainsi ciblé des personnalités politiques à l'instar de l'assassinat du député allemand Walter Lübcke, jugé pro-migrant et ayant favorisé la migration dans le pays selon l'auteur de l'attaque. En France, déjà dans les années 2000, un attentat visait le chef de l'État.

Maxime Brunerie apparaît comme l'un des précurseurs de ce terrorisme d'ultradroite visant les hommes et grandes figures politiques. Cet individu, ancien du Bloc identitaire avait le projet d'attaquer le

président français, Jacques Chirac le 14 juillet 2002. Il faisait partie d'Unité Radicale (UR).

En 2017, le fondateur du groupe Organisation des armées sociales (OAS), Logan Nisin, ancien militant du mouvement royaliste Action française, projetait en sus de s'en prendre à la communauté musulmane, des attentats contre les hommes politiques Christophe Castaner et Jean-Luc Mélenchon. Il sera finalement arrêté. Logan Nisin disposait de nombreuses armes parmi lesquelles un fusil à pompe Baikal de calibre 12, deux révolvers et un gilet pare-balles⁴⁰.

Un autre homme, Guillaume Malaval, a lui aussi eu comme projet de s'en prendre au chef de l'État Emmanuel Macron. Il a été arrêté en juin 2017 et condamné à sept ans de détention⁴¹.

En novembre 2018, le groupuscule identitaire, les Barjols, voulait s'en prendre au Président de la République, Emmanuel Macron, car ils jugeaient que la France était menacée par les musulmans. Un membre du groupe, Jean-Pierre Bouyer, voulait attaquer le président à l'aide d'un couteau à l'occasion des commémorations du centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale, entre le 4 et le 7 novembre 2018⁴². Les Barjols projetaient également de s'attaquer à des mosquées et d'« assassiner des migrants »⁴³.

Un autre homme, Rémi Daillet, avait pour projet de s'en prendre au président Emmanuel Macron et envisageait un coup d'État. Le 13 avril 2021, la télévision française diffuse le portrait d'une fillette de 8 ans, Mia. Assez rapidement, les soupçons se portent directement sur la mère qui aurait bénéficié de la complicité d'une dizaine d'individus pour enlever la petite fille dont elle n'avait plus la garde. Très vite, les enquêteurs découvrent qu'en réalité, il y a des hommes préparés avec des motivations non pas financières mais politiques. Parmi ces individus, une figure émerge, Rémi Daillet, en tant que cerveau

³⁸ Vincent Gautronneau, Jérémie Pham-Le, « Groupuscule « Vengeance Patriote » : 11 suspects placés en garde à vue dans le milieu de l'ultradroite », Le Parisien, 18 mai 2022.

³⁹ Commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France, Assemblée nationale, 6 juin 2019, p.58.

⁴⁰ « Qui est Logan N., militant d'ultradroite soupçonné de terrorisme », Le Point, 18 octobre 2017.

⁴¹ Christian Ayad, « Ultradroite : Aurélien Chapeau condamné à neuf ans de prison ferme en raison de « la multiplicité des actes préparatoires » à un attentat », Le Monde, 29 janvier 2022.

⁴² *Idem.*

⁴³ *Idem.*

de l'opération. Cet homme est en réalité un individu appartenant à l'ultradroite avec de nombreux projets d'attentats. Il souhaitait notamment renverser l'Élysée. Il était en cœur de l'« *Opération Azur* » visant à renverser le président français. Rémi Daillet, fils d'un député UDF, avait effectué un bref passage au sein du parti politique Modem avant d'en être exclu par François Bayrou.

Suite à cette éviction, il est parti vivre en Asie, notamment en Malaisie et est devenu une figure des mouvements complotistes et de la fachosphère. Depuis son nouveau lieu de résidence, il publiait des vidéos aux accents antisémites et antimaçonniques. Il a ensuite lancé son mouvement visant à renverser Emmanuel Macron. Il a rédigé un programme comportant 81 mesures. Progressivement, une organisation se structure autour de lui avec une branche civile et une branche militaire. La branche militaire devait coordonner l'assaut. Il cherchait également l'appui de personnalités et envisageait notamment de prendre contact avec Eric Zemmour. Dans ses vidéos sur internet, Rémi Daillet annonçait vouloir renverser l'Élysée qui, selon lui, regroupe des hommes politiques vendus aux « puissances d'argent »⁴⁴.

Il affirmait que cette révolution devait être pacifique mais ses messages postés sur internet comportaient au contraire un caractère violent. Il expliquait notamment : « ne perdez pas votre temps en discutailles, on va faire un coup d'État ». Il incitait ses partisans à s'entraîner et affirmait qu'« il y aura des tués »⁴⁵.

Les partisans de Rémi Daillet ont des profils hétéroclites. Ont par exemple été identifiés d'anciens membres du mouvement des Gilets Jaunes et d'anciens gradés de l'armée⁴⁶.

Le courant « accélérationniste » : de la préparation à l'intentionnalité de provocation violente

⁴⁴ « Extrême droite radicale : la crainte du passage à l'acte », France Culture, 19 février 2022.

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Terrorisme d'ultra-droite : l'inquiétude des autorités françaises, France Inter, 19 février 2022.

⁴⁷ Commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France, Assemblée nationale, 6 juin 2019, p.63.

L'accélérationnisme vise à provoquer l'affrontement entre des communautés. Les attentats de 2015 ont eu un effet accélérateur puisque les jeunes sympathisants d'ultradroite ont commencé à penser que la République ne pouvait pas empêcher les attentats islamistes et que les extrémistes islamistes représentaient une réelle menace pour la France. Ces groupuscules se préparent à une guerre de civilisation tandis que d'autres souhaitent l'accélérer et la précipiter.

Le chercheur Jean-Yves Camus mentionne que certains groupuscules d'ultradroite estiment que l'État, la police, la gendarmerie et l'armée sont défaillants quand il s'agit de protéger les citoyens face à la menace terroriste que constitue l'islam radical⁴⁷. Ils cherchent dès lors à se substituer à l'État central et à ses institutions pour se défendre. Un certain nombre de leurs membres ont servi dans la police, la gendarmerie et l'armée et, bien que n'étant plus en activité, estiment pouvoir s'approprier la violence légitime et reprendre du service pour faire ce travail⁴⁸.

Les militants des groupuscules OAS et AFO déclarent être traumatisés par les attentats de 2015. Logan Nisin, le chef du groupe OAS, a d'ailleurs déclaré après les attentats du 13 novembre vouloir se réfugier en Hongrie dont le régime serait plus rassurant⁴⁹.

Le 20 novembre 2021, le ministre de l'Intérieur Gerald Darmanin affirme que Marine le Pen et Eric Zemmour sont « des formes d'accélérationnistes » et que leurs discours alimentent les pulsions profondes.

L'un des forums utilisé par les groupuscules d'ultradroite s'appelle « Europe écologie les bruns » où l'on retrouve de nombreux admirateurs d'Adolf Hitler⁵⁰. Ces derniers sont identifiés comme étant accélérationnistes et se radicalisent généralement sur ces sites. En novembre 2021, deux hommes ont été arrêtés à Montauban. Ils appartenaient à la mouvance « accélérationniste ». Repérés via leur

⁴⁸ *Ibid.*

⁴⁹ Commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France, Assemblée nationale, 6 juin 2019, p.70.

⁵⁰ « Extrême droite radicale : la crainte du passage à l'acte », France Culture, 19 février 2022.

conversation sur la messagerie cryptée Telegram, les deux individus appelaient à des actions violentes et avaient déjà en leur possession des armes à feu et des explosifs. Par ailleurs, la fascination des groupuscules d'ultradroite pour la violence encourage la participation de leurs membres à des activités telles que la chasse, le tir sportif ou l'airsoft⁵¹.

Ce défi sécuritaire ne concerne pas uniquement la France puisqu'en Finlande, cinq individus ont été arrêtés pour avoir tenté de déclencher un conflit interethnique. Ils projetaient de commettre un attentat à la bombe et aux armes à feu⁵². La crise liée à la pandémie de Covid-19 semble avoir incité cette mouvance à agir davantage puisqu'elle a entraîné une augmentation sans précédent de l'activité en ligne.

Les supports des groupuscules d'ultradroite et l'utilisation des réseaux sociaux dans la propagande identitaire

Internet dans la propagande d'ultradroite : de l'opérationnel au recrutement

De nombreux groupes utilisent internet et les différents réseaux sociaux pour diffuser leur propagande. Selon Frédéric Potier, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) de mai 2017 à février 2021, « les groupuscules d'ultradroite sont entrés dans « une stratégie d'occupation du terrain et des réseaux sociaux. Ils sont à la recherche de la plus grande exposition médiatique possible. Ils cherchent désormais à apparaître en première ligne, en première page des journaux et sur internet »⁵³.

Ces réseaux sociaux vont à la fois permettre la mise en relation d'individus qui vont constituer un noyau

de militants qui pourront partager des idées, des supports voire planifier des actions violentes. Logan Nisin était administrateur d'une page Facebook à la gloire d'Anders Breivik, l'auteur des attentats en Norvège en 2011. Via cette page il incitait d'autres individus à le rejoindre et il utilisait comme phrase d'accroche : « Rebeus, blacks, dealers, migrants, racailles, jihadistes, si toi aussi tu rêves de tous les tuer, nous en avons fait le vœu, rejoins-nous ! »⁵⁴. Il s'était par ailleurs mis en scène sur sa page Facebook avec un fusil à pompe Baikal de calibre 12⁵⁵.

Certains groupuscules d'ultradroite vont faire le choix de se tourner vers des réseaux alternatifs tels que VKontakte, un réseau social russe. Au sein de cette plateforme on identifie par exemple le groupuscule Égalité et Réconciliation, la communauté de Démocratie participative ou encore des organisations comme Blood & Honour ou des groupes se revendiquant de Combat 18, organisation néonazie.

Un ex-militaire de 38 ans, Aurélien Chapeau⁵⁶ a notamment diffusé une liste d'établissement liés à la communauté juive sur le réseau social Minds – ce qui enclenchera le processus judiciaire. Ce dernier a en effet été repéré sur les réseaux sociaux via son profil, « avangarde1488@ihatejews, par la DGSI, avec lequel il publie des adresses de lieux de culte juifs ainsi que des photographie de lui-même armé d'un fusil d'assaut et avec le manifeste du terroriste australien, Brenton Tarrant⁵⁷ auteur de l'attentat à Christchurch en 2019. Il avait également diffusé des messages d'apologie du nazisme, tout en ayant acquis des armes et effectué des recherches sur des lieux de la communauté juive. Sous le pseudo « ayatjouz » (I hate jews), il fréquentait des forums de l'ultradroite depuis 2010⁵⁸.

⁵¹ Commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France, Assemblée nationale, 6 juin 2019, p.103.

⁵² « Cinq hommes arrêtés en Finlande pour un projet d'attentat d'ultradroite », France Info, 3 décembre 2021.

⁵³ Commission d'enquête sur la lutte contre les groupuscules d'extrême droite en France, Assemblée nationale, 6 juin 2019, p.72.

⁵⁴ « Qui est Logan Alexandre Nisin ? De l'ultradroite au projet d'attentat terroriste », Sud-Ouest, 18 octobre 2017.

⁵⁵ *Idem*.

⁵⁶ Ce dernier est condamné le 28 janvier 2022 à 9 ans de prison ferme pour « entreprise individuelle terroriste » par le tribunal correctionnel de Paris.

⁵⁷ Source Twitter Nadia Sweeny, journaliste à Politis
⁵⁸ AFP, « Aurélien Chapeau, militant radical de l'ultradroite condamné à neuf ans de prison ferme », Le Monde, 28 janvier 2022.

Il n'est en effet pas rare de constater de nombreuses chaînes en lien avec les idées issues du nazisme. Le néonazi qui projetait une tuerie de masse « pire que Columbine » échangeait fréquemment sur Telegram, au sein d'un groupe de discussion intitulé « Division AtomWaffen » (nom en référence à un réseau terroriste néonazi américain).

Plus récemment, la DGSI a interpellé en Ardèche un néonazi soupçonné de vouloir commettre un attentat de masse contre un lycée, des populations étrangères ou contre la communauté juive⁵⁹. Il était connu sur les réseaux sociaux et messageries cryptées sous le pseudonyme « HenirchHimmler88 » en référence à Heinrich Himmler, le chef des milices SS⁶⁰. Membre de boucles Telegram comme « République Blanche de Bourgogne », une chaîne qui fédère les « Aryens français voulant se battre pour la survie de leur race en Europe », il déversait ses propos néonazis et menaçait de s'attaquer « aux juifs, aux noirs, aux femmes, à la communauté LGBT »⁶¹. Il a été condamné le 28 janvier 2022 à neuf ans de prison ferme par le tribunal correctionnel de Paris pour « préparation individuelle à la commission d'un acte de terrorisme ».

La crise de Covid-19 et ses répercussions sur la radicalisation d'ultradroite

De prime abord, la crise sanitaire semble avoir été le catalyseur de cette poussée d'ultradroite avec la diffusion en masse des théories antisystème. Des attaques fréquentes ont été perpétrées à l'endroit du corps médical ou bien des centres de vaccination suite à la campagne massive encourageant à la vaccination contre la Covid-19. La crise sanitaire est apparue comme une nouvelle opportunité pour ces différentes radicalités car elle est devenue un nouvel enjeu pour justifier leur idéologie et recruter davantage de membres. Alexandre Rodde explique que la frange « anti-immigration » de l'ultradroite impute la responsabilité de la crise sanitaire aux

mouvements migratoires, faisant de la « société multiculturelle » le bouc émissaire⁶².

Par ailleurs, avec les confinements successifs et la généralisation du télétravail, l'internet a pu recouvrir une place privilégiée. La chercheuse Cynthia Miller-Iddiss explique que « cette dynamique crée les conditions parfaites pour le recrutement et la radicalisation extrémistes. L'isolement extrême et la présence accrue en ligne sur les plateformes de jeux vidéo, sur les réseaux sociaux et autres multiplient les possibilités d'exposition à des contenus extrémistes et les passerelles qui peuvent conduire à des formes de radicalisation »⁶³.

Par ailleurs, la pandémie a encouragé la mouvance « accélérationniste » qui a vu une opportunité supplémentaire pour agir. L'accélérationnisme est devenu un sujet central de discussion sur les plateformes de discussion utilisées par l'ultradroite vraisemblablement en raison de l'intensification de la couverture médiatique autour de la pandémie et des mesures prises pour y faire face⁶⁴.

⁵⁹ Jérémie Pham-Le, « La dérive d'« HeinrichHimmler88 », alias Angel B., jeune néonazi soupçonné d'un projet de tuerie de masse », *Le Parisien*, 4 juin 2022.

⁶⁰ Charline Guerton-Delieuvin, « Qui est Angel B., le jeune néonazi arrêté en Ardèche, soupçonné d'un projet de tuerie de masse », *La Dépêche*, 4 juin 2022.

⁶¹ « En Ardèche, un jeune néonazi soupçonné de préparer une tuerie de masse arrêté et mis en examen », *La Dépêche*, 5 juin 2022.

⁶² Alexandre Rodde, « Covid-19 et Terrorisme : Analyse de la menace dans un contexte de pandémie », Note du CREOGN n°48, avril 2020.

⁶³ Janin Maygane, Deverell Flora, « Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite », *Fondapol*, novembre 2020, p.23.

⁶⁴ *Ibid.*

Les références idéologiques de l'ultradroite

ThomasH

La littérature identitaire de référence

Dès 1997, le spécialiste de l'extrême-droite, Jean-Yves Camus, rédigeait une tribune sur « La contre-culture de l'extrême droite française »⁶⁵. Il insistait notamment sur le fait que « partout où l'extrême droit progresse en Europe elle propose une culture alternative à la culture dominante. [...] Cette contre-culture a une fonction précise : en premier lieu, elle sert à démarquer les droites extrêmes du reste de la société en définissant comme « grands auteurs » des écrivains le plus souvent considérés comme marginaux par la culture dominante.

Puis, dans une optique de conquête du pouvoir politique, elle a pour fonction d'armer idéologiquement les militants contre l'adversaire de gauche ou libéral de droite : l'extrême droite attribue la victoire politique de ses ennemis à leur capacité à occuper le champ médiatique et culturel. Elle cherche donc à reconquérir le terrain perdu en s'inspirant du « gramscisme de droite » qui est la tactique de la « nouvelle droite » depuis les années 70. Il faut donc rejeter le présupposé faux selon lequel l'extrême droite française n'aurait pas de références culturelles.

Elle est précisément en train d'élaborer sa propre culture, chaque famille idéologique des droites radicales possédant ses auteurs favoris, ses maisons d'édition et librairies et ses journaux.

On pouvait penser le monde feutré de l'édition protégé de la droite extrême, mais ses thèmes de prédilection – le « déclin français », la « menace migratoire » ou le « danger de l'islam » – se sont emparés des livres. Non seulement chez des petits éditeurs engagés dans la droite radicale, qui font florès, mais au cœur des grandes maisons, sans attaches idéologiques particulières, qui n'ont plus de scrupule à faire paraître ce qui serait, il y a peu, resté confiné dans leurs marges. Ce glissement généralisé

trouve sa source dans un phénomène qui s'est accru depuis deux décennies : la concentration capitaliste et l'abandon des postes clés de l'édition à des gestionnaires, que la recherche de profit pousse à publier des auteurs identitaires et réactionnaires – comme Laurent Obertone, Éric Zemmour, Robert Ménard ou Richard Millet –, en flattant l'air du temps pour accéder au classement des meilleures ventes.

C'est l'écrivain Jean Raspail qui a connu le succès en premier lieu. Son *Camp des Saints* (1973) annonce déjà le « grand remplacement » cher à Renaud Camus. Il suffit de résumer le livre pour s'en convaincre : tirillés par la faim, des milliers de migrants issus de la péninsule indienne s'entassent dans des bateaux pour gagner l'Europe. Le livre suit leur périple jusqu'à la Côte d'Azur, où cette population débarque en pleine nuit, puis la manière dont elle envahit peu à peu une France désarmée. Le thème central du livre – la survie de la civilisation occidentale face au choc migratoire – et ses résonances contemporaines ont suffi à ériger Raspail en prophète de l'extrême droite. Écoulé à 110 000 exemplaires, *Le Camp des Saints* a été traduit en plusieurs langues.

L'extrême droite américaine possède elle aussi son roman de science-fiction culte, paru quelques années après celui de Raspail : *The Turner diaries* (*Les Carnets de Turner*) (1978). Méconnu en France, ce livre écrit sous pseudo par William Luther Pierce, un militant néo-nazi, fait figure de bible pour l'extrême droite suprémaciste. En quarante ans, 500 000 exemplaires des *Carnets* auraient été vendus dans le monde. Par sa violence et son racisme exacerbés, le livre fait presque passer *Le Camp des Saints* pour une promenade de santé.

Ce récit met en scène les exploits d'Earl Turner, électricien sans histoire. Dans cette Amérique fictive, le gouvernement a fait voter la « Loi Cohen » (une référence clairement antisémite), qui proscrit la

⁶⁵ « La contre-culture de l'extrême droite française » Jean-Yves CAMUS, Bulletin d'informations de

l'Association des bibliothécaires français – n°175 – 2^e trimestre 1997.

détention d'armes à feu. Les Carnets relatent la révolte menée par Turner et son « organisation » contre le « système », métaphore de ce que sont alors devenus les États-Unis –une tyrannie bureaucratique gangrenée par la corruption, dont les « métèques » occupent tous les leviers de commandement. Après avoir « libéré » les États-Unis dans un bain de sang, l'organisation part à la conquête de la planète, instaurant à coups de missiles nucléaires un nouvel ordre blanc.

Le résumé peut paraître capillotracté et prêter à sourire, mais des groupuscules ultra violents ont pris très au sérieux les *Carnets de Turner*. Un rapport de recherche a établi des liens plus ou moins directs entre le livre et une quarantaine d'attaques terroristes, tuant 200 personnes sur le sol américain en trente ans. On sait par exemple que l'attentat au camion piégé du 19 avril 1995 à Oklahoma City, qui a causé la mort de 168 personnes, en été directement inspiré.

Dans la science-fiction américaine, les fantasmes d'invasion étrangère ne se limitent pas aux délires sanguinolents de Pierce. « Dès les années 1950, la science-fiction américaine est perçue par la critique universitaire comme ancrée à droite, souligne Irène Langlet, professeure de littérature contemporaine à l'université Paris Est. En plein maccarthysme, la science-fiction transpose les hantises d'invasion propres aux États-Unis de l'époque : l'extra-terrestre est souvent le communiste, représentant d'une culture collectiviste menaçant l'idéal individualiste américain.

Dans les années 1970-1980, la frange la plus réactionnaire de la science-fiction américaine épouse les thèses militaristes en vogue, mâtinant ses rêves de conquête spatiale de réflexions racistes. Jerry Pournelle, auteur prolifique proche de l'administration de Ronald Reagan, en est l'un des chefs de file. Son roman post-apocalyptique, *Lucifer's Hammer (Le marteau de Lucifer)* (1977), raconte la lutte pour la survie d'un petit groupe de fermiers après la chute d'une comète sur Terre. Les survivants doivent sauver leur peau face à des hordes de cannibales, souvent de couleur noire. Le livre tient ainsi de la parabole politique, opposant les défenseurs d'une Amérique blanche, autoritaire et nucléarisée (en gros, le camp du bien) aux « gauchistes » pro-environnement et anti-nucléaire.

En France, la science-fiction d'extrême droite affiche des ambitions plus modestes. En général, les auteurs se contentent de réactiver à intervalle régulier le thème des invasions barbares, annonciateur selon eux du choc des civilisations à venir. Sans surprise, le « péril » vient souvent du monde musulman. Les auteurs ? Des théoriciens connus de l'ultradroite, des écrivains chevronnés ou des romanciers occasionnels, parfois proches des milieux militaires.

Il est difficile d'évaluer l'influence réelle de ces ouvrages, passés le plus souvent sous les radars médiatiques

Jean-Yves Camus mentionne qu'« un millier d'exemplaires vendus pour un livre comme *Reconquête*, dont la charge émotionnelle est très forte et le contenu tombe clairement sous le coup de la loi, c'est déjà beaucoup ! Ces 1 000 personnes ont de la dynamite entre les mains. Le *Camp des Saints* s'adressait en quelque sorte à des racistes grognons, sujets à de mauvaises pensées. *Reconquête*, c'est autre chose. C'est une succession d'appels au meurtre contre des personnalités publiques. Cela ne signifie pas que les lecteurs passeront nécessairement à l'acte, mais il ne faut pas le prendre à la légère. »

Les influences littéraires se révèlent donc être de réels moyens d'influence. Nous pouvons prendre en exemple moderne la « liste de lecture » révélée par le Rassemblement national en 2017 à l'approche des élections présidentielles françaises. Ladite liste était composée de livres ne véhiculant aucun message de haine à proprement parler mais permettant de mettre en avant certaines thématiques phares des discours et programmes du parti, notamment la trahison des élites, les véritables enjeux des migrations, « l'avitissement du peuple français », « l'immigration sauvage » ou encore l'imposture climatique.

La liste des auteurs laisse apparaître des noms de personnalités connues pour leurs positions et écrits controversés tels que Patrick Buisson, Eric Zemmour, Jean-Paul Gourevitch, Laurent Obertone, Michel Onfray ou encore Michel Houellebecq. Mais des personnalités telles que l'ancien ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse de France Luc Ferry ou encore le philosophe Alain Finkielkraut apparaissaient également dans cette liste.

Toutefois, certains éditeurs ont pris le parti du contre-pied notamment en décortiquant et en expliquant des livres comme *Mein Kampf*. La réédition du célèbre livre d'Adolf Hitler, *Historiciser le Mal, une édition critique de Mein Kampf d'Adolf Hitler*, est un ouvrage de 1 000 pages qui permet à travers des analyses historiques et sociales de déconstruire le mythe autour du personnage et ainsi de sensibiliser les lecteurs à la réalité derrière le fantasme.

La musique de référence

Corollaire de la littérature, la scène musicale demeure un vecteur de propagation d'idées. Paroles engagées, rythmes entraînants, la musique a toujours su susciter l'engouement et transcender les foules. Il est donc logique qu'une scène d'ultradroite ait émergé et pu être utilisée à des fins politiques.

Le « RIF » ou « Rock Identitaire Français » est un courant musical de mouvance « identitaire et patriotique », soutenu par différentes organisations proches de mouvances nationalistes en France. Le chercheur Nicolas Lebourg note que le nom de Rock identitaire français (RIF) est un « faux-ami », le RIF couvrant dans les faits « la totalité des genres musicaux », et pas seulement le « rock »⁶⁶. Certains groupes font du « rap » par exemple⁶⁷.

Les promoteurs du RIF, apparu dans la seconde moitié des années 1990, le présentent comme une « contre-culture », une « culture rebelle » au système, touchant un public plus large que celui du nationalisme traditionnel. Selon Nicolas Lebourg, l'objectif affiché du RIF est, « loin de la provocation du RAC » (Rock Anti Communiste), « d'amener de nouvelles personnes aux idées nationalistes, devant être à l'extrême droite ce que des groupes comme les Bérurier noir ou Zebda sont à l'extrême gauche », ce qui serait, dans ce sens, un moyen d'« ouvrir » l'esprit des nationalistes à la réalité sociale dans laquelle ils évoluent.

Selon un rapport concernant le racisme sur internet commandé en 2003 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme à Gérard Kerforn, membre du Bureau national du MRAP, l'objectif des ventes de CD de rock identitaire par le label Bleu

Blanc Rock était de « recruter, par le biais de la musique, des adeptes au sein de la jeunesse ».

Selon L'Express, il faut compter une petite quinzaine de groupes de musique faisant partie du RIF en France et l'hebdomadaire estime que « la famille RIF est idéologique, et son objectif, politique ». Le magazine rapporte les propos de Fabrice Robert, musicien et président du groupuscule Bloc identitaire, qui a évoqué la scène musicale du RIF comme étant un moyen privilégié pour attirer la jeunesse vers l'extrême droite. L'Express affirme que le courant musical RIF est « identitaire » avec une identité « évidemment française » et surtout « de race blanche ». Le RIF est une « mine de propos racistes et vénéneux » : certains groupes comme *In memoriam* ne font que des insinuations, tandis que d'autres sont directs, comme Fraction qui chante : « une balle pour les sionistes / une balle pour les cosmopolites / une balle pour les Yankees / une balle pour les élus / et une balle pour la police ». Le magazine affirme également que le RIF s'est éloigné des paroles « brutales » du RAC (rock against communism) et qu'il essaie de « se donner une apparence plus convenable afin de toucher le grand public ». D'après Gérard Kerforn, le rock identitaire constitue une passerelle entre diverses mouvances d'extrême droite, et le catalogue des labels musicaux (Bleu Blanc Rock, Mémorial record, Pit records) « offre ainsi une palette large de musiques identitaires, allant des groupes satanistes antichrétiens, aux intégristes chrétiens en passant par les formations d'inspiration fascistes mais tous cimentés par la haine raciale ».

Le rock identitaire français peut être considéré comme une musique groupusculaire. Non seulement parce qu'il s'agit d'un courant musical écouté, pratiqué et promu au sein des différents groupuscules de la droite radicale, mais également parce que ses modes de pratique et de diffusion relèvent eux aussi d'une logique groupusculaire. Ainsi s'agit-il d'une musique confidentielle, voire semi-clandestine, dont les manifestations publiques comme les réseaux de diffusion ne touchent qu'une communauté relativement fermée d'adeptes aux effectifs restreints. Cette logique groupusculaire est

⁶⁶ Nicolas Lebourg, « *L'Histoire d'Unité Radicale* » [archive], sur *Fragments sur les Temps Présents*, 3 janvier 2010.

⁶⁷ Lucile Marbeau, « *Rock de la haine* », L'express, 20 novembre 2003.

dans une large mesure contrainte : disqualifiés par leur positionnement politique, les groupes de RIF sont ignorés des grandes maisons de disques et exclus des circuits traditionnels de diffusion commerciale ; ils ne peuvent en conséquence compter que sur des labels et des circuits de distribution propres à leur mouvance. En ce sens, il s'agit également d'une musique stigmatisée (Goffman 1975), qui comme telle impose à ses adeptes de soigneusement contrôler l'information les concernant et de consolider leur cohésion par l'entretien d'un sentiment de fierté identitaire. Dans le même temps sa relative clandestinité permet à ses adeptes l'adoption d'une posture « révolutionnaire » symboliquement valorisée dans cet univers militant.

Les musiciens et auditeurs de RIF appartiennent principalement à ce secteur particulier du champ politique d'extrême droite qu'est la mouvance nationaliste révolutionnaire (NR). Celle-ci s'est au fil des années incarnée dans plusieurs groupuscules, fruits de scissions ou de recompositions entre différents courants ou tendances : Groupe union défense (GUD), Groupes action jeunesse (GAJ), Groupes nationalistes révolutionnaires (GNR), Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR) dans les années soixante-dix, puis Troisième voie (fondée en 1985), Nouvelle résistance (fondée en 1991), Unité radicale (UR, issue en 1996 de la fusion de Nouvelle résistance avec le GUD) et enfin, suite à une dernière scission puis à la dissolution d'UR en juillet 2002 consécutive à la tentative d'assassinat de Jacques Chirac par Maxime Brunerie, Bloc identitaire et Réseau radical. Si c'est au sein de cette mouvance qu'a émergé et s'est développé le RIF, il faut également prendre en compte que nombre de ses adeptes ont également fréquenté le Front national de la jeunesse (FNJ, branche jeunes du Front national) et le Renouveau étudiant (RE, syndicat étudiant FN), au sein desquels les nationalistes-révolutionnaires ont toujours été relativement nombreux et actifs.

En termes de stratégie le RIF a pu s'ériger comme véritable outil d'activisme musical. Le RIF n'est en effet pas que l'expression d'un combat culturel, mais aussi un outil militant, dont il est attendu qu'il permette d'entrer en contact avec des jeunes peu sensibles aux thèses politiques développées par les groupuscules mais intéressés par la découverte de nouveaux groupes ou styles musicaux. Il constitue donc un instrument dans une tactique – qu'on

propose d'appeler l'activisme musical – de recrutement de nouveaux sympathisants ou militants, de longue date décrite par la sociologie des mobilisations. Cette pratique correspond en effet à ce que David Snow et al. (1986) désignent comme l'« extension de cadre », lequel est un mode d'enrôlement privilégié par les organisations de mouvement social qui visent des individus ne partageant pas leurs valeurs ou objectifs. Il s'agit alors d'élargir le discours de l'organisation en y intégrant des éléments qui *a priori* n'en font pas partie mais qui sont pertinents pour sa cible de recrutement potentielle. Ces éléments peuvent prendre la forme d'incitations sélectives telles que, pour un amateur de rock, l'accès à de nouveaux styles ou groupes. Les propos qui suivent sont significatifs de cette appréhension du RIF sous l'angle de sa « rentabilité militante » : « Le RIF, moyen d'expression privilégié de la révolte de notre jeunesse européenne, doit être un vecteur efficace de recrutement et de sensibilisation de jeunes encore extérieurs à la famille d'idées ou pas encore encadrés. Chacun de nos groupes de base un peu conséquent doit participer à la création d'un groupe de RIF local. [...] Un concert de RIF avec dix jeunes Européens encore isolés deux heures auparavant, cela vaut cinq mille tracts boîtés. » (E. Marsan, in Bouchet 2001, p. 97.)

Cette instrumentalisation est le fruit d'une réflexion soigneusement élaborée, comme en témoigne le fait que l'un des principaux acteurs du RIF, Fabrice Robert, ait consacré un mémoire de maîtrise en science politique à la diffusion de la propagande nationaliste par la musique. Ancien élu FN et dirigeant d'UR puis du Bloc identitaire, F. Robert est aussi le batteur d'un des principaux groupes de RIF, Fraction, et l'un des fondateurs du label Bleu-blanc-rock (BBR). C'est à l'appui de ce même label que les principes d'enrôlement de jeunes par une première sensibilisation via la musique ont commencé à être appliqués : à la fin des années 1990, une cassette compilant des chansons de différents groupes a fait l'objet d'une large diffusion (5 000 au total auraient ainsi été vendues au prix de dix francs) par des militants à la sortie des lycées et lors de la fête de la musique ; cette opération a par la suite été rééditée avec l'édition d'une autre compilation, intitulée « Antimondial », cette fois sur support CD et vendue au prix de deux euros.

L’organisation de la scène RIF témoigne de sa dimension groupusculaire, à la fois transposition du mode d’organisation propre à la mouvance politique dont elle est issue et dont elle dépend, mais aussi expression de sa stigmatisation (interdisant une large diffusion de ses productions) et de la limitation de ses ressources (en musiciens ou en supports organisationnels).

La diversité des styles

Que le RIF se réclame du rock ne doit pas induire en erreur. L’appellation, en réalité, ne désigne pas un genre musical précis mais regroupe un ensemble de styles différents : les styles « hard », « métal » ou « hardcore » (prisés par Fraction, Insurrection ou Ile-de France), la musique électronique (Aion, Kaiserbund), le pop-rock (Brixia, Elendil, La Firme), ou encore des formes influencées par le ska (In Memoriam), la musique régionale (Vae Victis, Aquilonia, Traboule Gone) ou le rap (Basic Celtos). Cette diversité témoigne, une nouvelle fois, de l’hétéronomie du RIF, dont l’unité tient davantage à des considérations politiques et idéologiques (l’appellation regroupe les diverses formes de musique « jeune » promues au sein de la droite radicale) qu’à une cohérence de style. Plus encore, cette diversité est l’expression de l’instrumentalisation de la musique à des fins de sensibilisation et d’enrôlement de nouveaux militants : pour recruter le plus largement possible au sein de la jeunesse, les groupuscules NR pensent devoir s’ajuster à la diversité de ses goûts, et proposer une expression « identitaire française » de chaque style prisé par les jeunes. Les discours des leaders de la droite radicale expriment une nouvelle fois explicitement cette volonté de s’ajuster à ce qui est supposé être les attentes du public dont l’enrôlement est recherché ; ainsi l’ancien secrétaire général d’UR Christian Bouchet estime-t-il qu’il « serait judicieux qu’ils [ses « amis du RIF »] accroissent encore plus l’éventail de leur offre et que certains de leurs groupes s’ouvrent à la variété ou aux chants et musiques régionales » (Bouchet 2001, p. 438).

Le groupe qui a sans doute poussé le plus loin cette logique d’ajustement aux attentes supposées du public est Basic Celtos, puisqu’il s’est investi dans ce style musical honni au sein de l’extrême droite qu’est le rap (ou plus précisément une forme de rap intégrant, défense de l’identité régionale oblige, des

sonorités celtiques). Ainsi ses musiciens défendaient-ils leur musique en avançant des considérations d’ordre avant tout tactique dans un entretien à la revue Jeune résistance (n° 15) : « Aujourd’hui le rap représente 20 % du marché jeunes, est-ce que les fafs vont être les seuls à ne pas être de la partie ? » Cet investissement dans un style aussi disqualifié – parce que propre aux « adversaires ethniques » que sont pour les militants NR les « jeunes issus de l’immigration » – au sein de l’extrême droite ne va toutefois pas de soi, et se heurte à l’hostilité de certains militants. Les propos de ce codirecteur du MNJ (mégretiste) interviewé par Magali Boumaza sont de ce point de vue explicites :

Labels et circuits de diffusion

Un indice supplémentaire du caractère groupusculaire du RIF est que certains musiciens sont également les responsables de sites de vente par correspondance ou de labels. Ainsi Fabrice Robert cumule-t-il les positions au sein de cet univers politico-musical : outre un leader d’UR puis du Bloc identitaire, un animateur de revues NR (Jeune résistance et L’Épervier), un « théoricien » de l’activisme musical et un musicien au sein de Fraction, il est aussi un des dirigeants de l’association Bleu-blanc-rock, spécialisée dans la vente de RIF par correspondance. De même la maison de disques Memorial Record a-t-elle été créée en 1996 par deux musiciens du groupe *In Memoriam*, auxquels est venu se joindre le chanteur de *Vae Victis* qui en a pris la direction.

L’évolution de l’organisation de la scène RIF témoigne aussi et surtout de sa dépendance à l’égard du champ politique : c’est en effet la SERP, maison de disque propriété de Jean-Marie Le Pen et dirigée par sa fille Marie-Caroline, qui a produit le premier disque de RIF français, celui de *Vae Victis*. On peut émettre l’hypothèse que l’autonomisation de ce groupe (ensuite imité par l’ensemble de la scène RIF) de la sphère d’influence de la famille Le Pen témoigne de la réticence de la mouvance NR à l’égard du FN – réticence qui a conduit la plupart des militants NR membres du parti lepéniste à suivre B. Mégret lors de la scission de 1998. Depuis, Memorial Records est devenu le principal label de RIF. C’est d’abord sous la forme d’une association loi 1901 que le label a commencé par diffuser une cassette de compilation, puis par produire le premier CD du

groupe de ses fondateurs, suivi de celui d'Elendil. En 1998 Memorial Records a pris la forme d'une SARL et sorti de nouveaux disques de *Vae Victis, In Memoriam*, Elendil, ainsi qu'une compilation, « Sur les terres du RIF ».

Les groupes RIF n'éprouvent pas seulement de la difficulté à se faire diffuser, mais également à apparaître publiquement. Ce rapport problématique des musiciens de RIF à la publicité, inhérent à leur statut stigmatisé, s'exprime par exemple par le fait que leurs photographies sur les sites de vente par correspondance sont parfois floutées. Mais il s'exprime surtout dans la rareté de leurs concerts, laquelle tient à plusieurs facteurs parmi lesquels l'amateurisme des musiciens joue un rôle important. Résidant souvent dans des villes différentes, pris par leur vie familiale, professionnelle et militante, ils peinent à se réunir pour répéter, tandis que d'autres sont encore trop inexpérimentés pour jouer en public. Mais le principal obstacle aux prestations publiques des formations RIF tient à leur stigmatisme qui leur interdit d'accéder à la plupart des scènes, festivals ou tremplins réservés aux jeunes groupes de rock. Ainsi Ile-de-France s'était-il en 1999 porté candidat dans un tremplin rock et, bénéficiant d'un bon classement, pouvait prétendre poursuivre la compétition quand l'association antifasciste Ras l'Front est intervenue auprès des organisateurs pour la faire exclure au motif de son ancrage politique. En conséquence, certains groupes préfèrent-ils se présenter sous un faux nom pour pouvoir jouer dans des lieux hostiles à l'extrême droite.

Le site des Jeunesses identitaires (section jeunes du Bloc identitaire) contient une rubrique musicale, donnant accès à des chansons de groupes de RIF en MP3, qui s'ouvre par ces mots : « Il existe des artistes vrais loin de Star Academy et Popstars, il existe des groupes révoltés autres que NTM ou Sniper, il existe des groupes réellement engagés contre la mondialisation aux antipodes de l'hypocrisie de Noir Désir, il existe d'autres labels que Sony et Universal... » Si la confidentialité de la scène

RIF lui est imposée par son exclusion de l'industrie du disque et de ses circuits de diffusion, cette dernière est transmuée en « vertu » par l'adoption d'une posture de rejet de son mercantilisme : la dénonciation d'une industrie du disque asservie aux intérêts du « capitalisme mondialiste et cosmopolite » permet de retourner l'exclusion du RIF en signe d'élection témoignant de sa pureté idéologique. Pour autant, le rapport des musiciens de RIF aux groupes ou styles dominants (par leurs ventes comme par leur légitimité) dans le champ de production culturelle, *a fortiori* lorsqu'ils se posent eux aussi comme « engagés », signale l'intériorisation d'une forte domination symbolique.

Les forums identitaires et la formation des structures identitaires

- **De la sphère virtuelle...**

La sphère virtuelle est une composante particulièrement importante de la société devenue aujourd'hui extrêmement difficile à contrôler. Après une présence sur différents forums (4chan, Reddit), des réseaux sociaux alternatifs utilisés par l'ultradroite ont émergé suivant le modèle de Facebook, Twitter, etc.

Parmi ces réseaux est lancé en 2016 Gab, un réseau social se proposant comme une « alternative aux réseaux sociaux comme Facebook et Twitter »⁶⁸. Les règles d'utilisation volontairement très souples de Gab ont attiré une audience marquée à l'extrême droite bannie des réseaux sociaux traditionnels, comme des néo-nazis, des militants de l'alt-right et des suprématistes blancs. Plusieurs figures de ces mouvements y sont par ailleurs actives, comme Richard B. Spencer, Mike Cernovich (en), ou Alex Jones.

Son concurrent direct fût le réseau PARLER, réseau social américain de microblogage lancé en août 2018⁶⁹. Ce réseau se décrit comme impartial, attaché à la liberté d'expression, mais est surtout présenté par les médias comme un « clone de Twitter^{70 71} » ou

⁶⁸ « This New Social Network Promises Almost-Total Free Speech To Its Users », BuzzFeed, 2016.

⁶⁹ Fiona Moghaddam, « Parler, le nouveau réseau social prôné par la droite (dure) américaine et Marion Maréchal », France culture, 26 juillet 2020.

⁷⁰ Sébastian Seibt, « "Parler", le Twitter de la droite américaine ou la nouvelle arme de la famille Mercer », France 24.

⁷¹ Mickaël Bazoge, « Apple menace de supprimer l'app d'extrême droite Parler, le compte Twitter de Donald Trump suspendu », sur macg.co, 9 janvier 2021.

« le Twitter de la droite » acceptant « les propos racistes, antisémites et xénophobes⁷² » ou « complotistes⁷³».

En juillet 2020, il est remarqué comme servant de « refuge » aux conservateurs américains dont les comptes ont été fermés sur Twitter depuis que ce dernier réseau sévit contre les messages du président Donald Trump en alertant sur les informations qu'il y diffuserait⁷⁴. Ces comptes sont d'ailleurs volontairement mis en avant par l'application⁷⁵. Les médias d'extrême droite y sont également largement représentés⁷⁶ : au-delà des conservateurs, des comptes liés à la mouvance QAnon, au Ku Klux Klan, à des néonazis ou au suprémacisme blanc sont enregistrés sur l'application⁷⁷. Des personnalités politiques françaises sont également présentes comme Marion Maréchal, Jean Messiha et Damien Rieu.

L'élection présidentielle américaine du 3 novembre 2020 a pour conséquence une explosion du nombre de téléchargements de l'application Parler, avec plus d'un demi-million de téléchargements pour le seul dimanche de l'élection et pratiquement un doublement de son nombre d'abonnés⁷⁸.

Au lendemain de la suspension du compte Twitter de Donald Trump le 8 janvier 2021⁷⁹, Google et Apple annoncent leur volonté de supprimer l'application de leur magasin d'applications si le réseau social ne met pas en place une équipe de modération visant à lutter contre les contenus extrémistes, l'assaut du Capitole des États-Unis par des partisans de Donald Trump y est aussi largement commenté.

⁷² Marie Turcan, « Bienvenue sur Parler, le “Twitter” de la droite dure américaine où tout le monde peut être raciste », Numerama, 23 juillet 2020.

⁷³ Hakima Bounemoura, « C'est quoi le réseau social Parler, nouveau repaire de l'extrême droite ? », 20 minutes, 25 juillet 2020.

⁷⁴ Grégor Brandy, « Parler, le réseau social “refuge” des conservateurs américains », Le Monde, 15 juillet 2020.

⁷⁵ Marie Turcan, « Bienvenue sur Parler, le “Twitter” de la droite dure américaine où tout le monde peut être raciste », Numerama, 23 juillet 2020.

⁷⁶ « Le réseau social conservateur Parler n'est plus accessible », Le Monde, 11 janvier 2021.

⁷⁷ Sébastien Seibt, « "Parler", le Twitter de la droite américaine ou la nouvelle arme de la famille Mercer », France 24.

Le 11 janvier 2021, Amazon Web Services suspend l'hébergement du site, qui devient inaccessible⁸⁰. Le propriétaire du site engage des poursuites contre Amazon⁸¹. Le même jour, il est révélé que les données publiques de Parler (messages, contenus des profils, photographies et vidéos avec leurs données EXIF, etc.) ont été récupérées et archivées en tirant parti de la conception technique de piètre qualité du site.⁸²

John Matze, le PDG de Parler, est renvoyé début février 2021 par l'actionnaire principale, la milliardaire Rebekah Mercer, et remplacé par Mark Meckler, lequel est principalement connu pour être à l'origine des Tea Party Patriots, un mouvement issu du Tea Party⁸³.

Suite à la prise d'assaut du Capitole des États-Unis par des partisans de Donald Trump et la fermeture du réseau social PARLER, 600 000 à 700 000 internautes s'inscrivent chaque jour, selon Andrew Torba.

Dernier arrivé, le réseau social GETTR « la copie de Twitter qui s'invite à l'ultradroite ». Si son fonctionnement est similaire aux deux réseaux précédemment cités, une différence majeure est mise en lumière par Nicolas Vanderbiest, fondateur du cabinet Saper Vedere, spécialisé dans l'étude et l'analyse des phénomènes d'influence sur les réseaux sociaux : « Aujourd'hui, Gettr offre la même promesse que Gab ou Parler : pas de censure. Quasiment pas de modération dans les messages. Liberté quasi-totale de parole. Mais la vraie différence entre Gettr et les réseaux qui l'ont précédé, c'est que Gab et Parler n'avaient pas

⁷⁸ Newsmax et Parler, les nouveaux médias d'élection des partisans de Donald Trump », Le Monde, 19 novembre 2020.

⁷⁹ Julien Lausson, « Twitter éjecte définitivement Donald Trump du réseau social », Numérama, 9 janvier 2021.

⁸⁰ « Le réseau social conservateur Parler n'est plus accessible », Le Monde, 11 janvier 2021.

⁸¹ Ben Makuch, « Parler Sues Amazon », Vice, 11 janvier 2021.

⁸² Andy Greenberg, « An Absurdly Basic Bug Let Anyone Grab All of Parler's Data », Wired, 12 janvier 2021.

⁸³ « Entre les réseaux sociaux d'ultradroite Gab et Parler, la guerre est déclarée », Le Monde, 17 février 2021.

vraiment de stratégie de développement en France. Alors que Gettr semble vouloir s'y installer. » Confirmant ces propos, le patron de Gettr, Jason Miller (ancien conseiller et porte-parole de Donald Trump) a organisé le 13 décembre 2021 à l'hôtel Bourrienne une vaste opération de séduction dans le milieu de l'extrême droite française. Multipliant les selfies avec des personnalité du milieu, le patron du réseau social a également déclaré « je fais de la France une de mes priorités ».

L'extrême droite sur Internet en France est également appelée « fachosphère » ou « réacosphère »⁸⁴. La « fachosphère » est définie par Le Monde comme « une nébuleuse de sites, de comptes sur les réseaux sociaux, visant à diffuser de la « réinformation », en clair de la propagande allant dans le sens des militants qui les animent. »⁸⁵

Pour les journalistes Abel Mestre et Caroline Monnot, l'extrême droite francophone est composée de différents courants ou familles : les néoconservateurs qui sont à la frontière entre la droite et l'extrême droite, « ultralibéraux » souvent proches des idées de Ronald Reagan, partisans du choc des civilisations, de la politique de la droite israélienne qu'ils considèrent comme un rempart contre l'islam. Les identitaires ethno-différencialistes, dont fait partie le Bloc identitaire opposés au métissage, viscéralement anti-islam et pour une Europe blanche qui sont les plus actifs mais avec le moins de passerelles vers d'autres tendances. Les nationalistes révolutionnaires dont fait partie Égalité et Réconciliation et les sites liés au Front national, qui sont nationalistes, anticapitalistes mais sans lutte des classes, anticommunistes, antisionistes, anti-américanistes par anti-cosmopolitisme et antilibéralisme. Enfin, les catholiques traditionalistes et intégristes, peu nombreux mais influents, dont fait partie le Salon Beige. Leur idéologie diverge mais ils ont en commun l'homophobie, l'opposition à Vatican-II, à l'avortement, à l'euthanasie et sont antirépublicains. Certains sont antisémites comme Contre-info.com, lié au Renouveau français, « un groupuscule contre-révolutionnaire, pétainiste et

antisémitisme »⁸⁶. D'autres sites de l'extrême droite identitaire comme Rhone-Alpes Info, Lengadoc Info, Breizh-Info, Nord Actu, Infos Toulouse, Infos Bordeaux, Paris Vox, Nice Provence existent au niveau régional, quasiment un par région française, et sont liés aux sites nationaux ou aux mouvements politiques d'extrême droite. Le but de ces sites souvent faux-nez est, selon Le Monde, de « faire masse et tromper le public » qui cherche une info locale en gonflant les résultats de recherches sur les thèmes classiques de l'extrême droite : immigration, islam, insécurité, etc.

Selon une cartographie établie par Linkfluence en partenariat avec Le Monde, la gauche domine la blogosphère mais la place de l'extrême droite reste importante. La « réacosphère » est organisée autour de sites principaux et divisée en familles telles que le Front national, les identitaires ou les catholiques traditionalistes mais les blogs sont liés les uns aux autres avec parfois des liens sur les extrémités de la droite classique comme la Droite populaire⁸⁷. Les mouvances sont regroupées par thème « en fonction de l'ennemi » : islam, juifs, multiculturalisme, libertaires, mondialisme, élites, etc., la lutte contre l'islamisation étant le thème le plus souvent référencé.

Si les codes des réseaux sociaux issus des GAFAM sont utilisés par les militants d'ultradroite, il en va de même pour la thématique des influenceurs. Si Nabilla Benattia, Caroline Receveur ou autres influenceuses vont faire la promotion de nouveaux produits de beauté ou de marques de vêtements, certaines figures de l'ultradroite se sont appropriés ces codes afin de faire passer des messages politiques. « Ils pestent contre cette France qui « perd ses valeurs », « se gauchise » et se « féminise » : si « Papacito » est sorti de l'ombre après sa vidéo simulant l'exécution d'un militant LFI, qui a poussé le parquet de Paris à ouvrir une enquête pour « provocation » au meurtre, les « Raptor » (708 000 abonnés), « Valek » (357 000 abonnés), « Estelle Redpill » ou « Bruno le Salé » forment la partie émergée de l'iceberg. » Des personnalités

militants identitaires », Le Monde, 1er novembre 2016.

⁸⁶ Les familles de l'extrême droite sur le Net, Le Monde, 4 juillet 2011.

⁸⁷ La gauche domine le Web politique, Le Monde, 14 février 2012.

⁸⁴ Manifestation contre le mariage pour tous : la réacosphère sonne le tocsin dimanche », L'Humanité, 11 janvier 2013.

⁸⁵ Samuel Laurent, « Nordactu, Breizh Info, Info-Bordeaux... Les vrais faux sites d'infos locales des

religieuses utilisant les réseaux sociaux sont très appréciées de la « fachosphère » tel l'abbé Matthieu Raffray.

Qu'ils soient libertaires, royalistes, pour un État fort ou en faveur de l'autodétermination, tous se retrouvent autour d'un socle commun idéologique, qui abhorre les élites, la gauche, les « bobos » et la « mondialisation ». En définitive ils regrettent la perte supposée des valeurs et l'immigration de masse.

Les propos sont outrageux et enveloppés d'une forme divertissante (vidéos courtes au montage dynamique ponctuées de blagues et mèmes) afin de séduire les jeunes et d'accroître leur audience. À des fins notamment financières, selon le chercheur Romain Fargier : « la plupart sont des micro-entrepreneurs qui se servent de YouTube comme d'une vitrine. Être provocateur permet de se faire connaître et de vendre des produits à côté. » « Papacito » est ainsi auteur de bandes dessinées, alors que « Raptor » dispense des conseils de coaching.

« Plus que de passer à l'action, leur but est davantage d'inséminer petit à petit leurs idées dans la société » pour les rendre, à force de répétition, de plus en plus acceptables, explique Romain Fargier, doctorant et chercheur au CEPEL.

De plus en plus interrogés par le journal ultraconservateur ou Sud Radio, « Papacito » et les autres influenceurs commencent « à faire une incursion dans les médias mainstream, ce qui était inimaginable il y a quelques années », relève Romain Fargier.

Les motivations sont également idéologiques. « Raptor » les détaillait dans un entretien à Valeurs actuelles en juillet 2018 : « mon objectif a toujours été de créer du contenu à la fois divertissant et qui soulève quelques problématiques et enjeux actuels par l'humour, l'exagération et la provocation [...] d'aider les jeunes Français à s'intéresser à leur condition, leur proposer de réfléchir autrement qu'à travers l'idéologie dominante *cosmopolitiquement* correcte ».

Les conséquences de cette influence et de ces communautés virtuelles sont pourtant bien réelles, à commencer par le cyberharcèlement, l'emprise du collectif et l'émulation entraînant des dérives et

passages à l'acte. La journaliste Nadia Daam avait qualifié le forum 18-25 du site Jeuxvidéo.com de « poubelle à déchets non recyclables d'Internet ». Ce forum est connu pour être un terreau de l'ultradroite et un lieu où propos anti-féministes, racistes, réactionnaires sont légion. Suite à ces propos Nadia Daam aura vécu plusieurs mois de violences. Les autorités de justice ont ainsi relevé une tentative de piratage de ses comptes, des menaces reçues sur sa boîte de messagerie personnelle mais également des coups portés sur sa porte ou encore des photographies de sa fille publiées sur un site pédophile. Ces événements ont continué de monter en intensité jusqu'à un cambriolage.

- **...à la réalité**

Si la sphère virtuelle mentionnée auparavant prend une place importante, la communauté de l'ultradroite se regroupe aussi de manière physique sur le territoire et à l'étranger. Initialement dans une logique de rencontres entre personnes partageant des idées politiques, différents « bars identitaires » ont vu le jour en France. Parmi les plus célèbres La Traboule « Maison de l'identité lyonnaise », créée par Génération Identitaire, ou encore une maison de l'identité Lilloise « L'Organisation Citadelle ».

Toutefois une logique de « préparation à la défense » a peu à peu émergé, en témoigne la création en 2017 d'une salle de boxe identitaire « L'Agogée », reprenant la thématique, récurrente dans le milieu de l'ultradroite, des guerriers Spartiates.

Si groupuscule d'extrême droite Génération Identitaire a été dissout depuis le mois de février 2021, son bar et sa salle de sport étaient toujours occupés officieusement dans le vieux Lyon. En septembre 2021 les militants du groupe déchu ne se cachaient même plus et annonçaient rouvrir officiellement leurs locaux le 11 septembre 2021 avec une « soirée serbe », consacrée au visionnage d'un match de boxe.

Leur argument pour éviter une reconstitution de ligue dissoute ? Fusionner leur ancienne salle de boxe, « l'Agogée » et leur bar « la Traboule », en un lieu unique nommé « Les Remparts » et prétexter ne plus y faire de politique. « Désormais, les deux locaux qui forment un complexe enraciné sur plus de 180m² se consacreront à un rôle communautaire, culturel et

sportif plutôt que politique », annonce le communiqué d'ouverture des Remparts, publié sur les réseaux sociaux.

Des arguments qui semblent légers, tant le communiqué de presse est empreint de militantisme politique. Il prétend ainsi que « notre histoire et notre culture tendent à être effacées au profit de la tendance woke ». Il est également conclu sur ce cri de ralliement médiéval : « Avant, avant, Lion le Melhor », déjà scandé par le groupe qui avait attaqué la librairie anarchiste la Plume Noire.

Si cette dynamique de préparation et d'entraînement connaît des difficultés à perdurer via des endroits classiques comme les bars et les clubs de sport, la mouvance ultradroite ne manque pas de ressources et a donc lancé des camps identitaires en France et à l'étranger.

Chaque été depuis sa création en 2012, c'est devenu une tradition pour Génération Identitaire, groupe d'extrême droite dont la dissolution a été actée en Conseil des ministres le mercredi 3 mars 2021. Une centaine de militants se retrouvent pour passer 5 à 7 jours dans un village de loisirs ou un gîte à la campagne, loué pour l'occasion.

L'association reste toujours discrète sur les lieux exacts de ses camps d'été. Mais sur leurs comptes YouTube, Telegram ou Parler, réseau social prisé de l'extrême droite, les identitaires publient de nombreuses photographies et vidéos de leur semaine. »

Ces camps d'été, organisés depuis les années 2000 par des organisations radicales antérieures à Génération Identitaire, sont l'occasion de rassembler le collectif, éparpillé partout en France le reste de l'année, et complété parfois par des sympathisants d'autres pays européens. En plus des entraînements sportifs très disciplinés, le groupe suit des conférences d'essayistes, historiens ou personnalités politiques, proches de l'extrême droite.

Mais qui fournit ces lieux ? Différentes enquêtes ont permis d'identifier les lieux où se sont déroulés différents camps d'été identitaires et les procédés étaient identiques d'année en année : les organisations se présentent comme « Génération solidaire, une association venant en aide aux SDF », « La Maison Occitane, association culturelle

d'Occitanie » ou encore en nom propre sans jamais préciser qu'il s'agissait d'une organisation politique.

Ces camps ont attiré l'attention des services de renseignement français qui ont fait savoir aux propriétaires des lieux loués que les identitaires étaient surveillés. Dans un courrier envoyé au président de Génération Identitaire pour justifier la dissolution, le ministère de l'Intérieur mentionne des éléments de leur dernier camp d'été et notamment « un uniforme comportant une citation de l'essayiste Dominique Venner », ancien membre de l'OAS et figure de la droite identitaire française. Le ministère de l'Intérieur précise aussi que « des chants militaires ont été entendus » et que, « lors de la veillée, ont été célébrées 'les entrées au clan' des nouveaux arrivants ».

La suite de ce document de sept pages est un long chapelet de griefs portés par le ministère contre Génération Identitaire. Opérations anti-immigration dans les Alpes en 2018 ou dans les Pyrénées en 2021, location d'un bateau en Méditerranée pour empêcher le sauvetage de migrants, installation de banderoles xénophobes, dons de la part du terroriste Brenton Tarrant... Si Génération Identitaire n'a jamais été condamnée en tant qu'association, un certain nombre de ses membres sont, ou ont été poursuivis. Deux membres de la branche lyonnaise du groupe ont par exemple été condamnés à deux ans de prison ferme après une agression au couteau en 2014. D'autres ont écopé d'amendes pour avoir déployé une banderole mentionnant « Expulsons les islamistes » sur le toit de la gare d'Arras en 2015.

Autant de raisons, pour le ministère de l'Intérieur, de considérer Génération Identitaire comme une association « provoquant à la discrimination, à la haine ou à la violence », et « présentant par sa forme et son organisation militaires, le caractère d'un groupe de combat ou de milice privée au soutien de cette idéologie », note le courrier. Le 3 mars 2021, en Conseil des ministres, a été présenté le décret visant à dissoudre officiellement Génération Identitaire.

Cette démarche de camps estivaux va plus loin, tant dans le contenu que dans la localisation. Des stages à mi-chemin entre survivalisme et extrémisme connaissent un succès croissant à l'instar de *Three Percenters*, milice paramilitaire qui propose du

combat en forêt ou de la survie urbaine. Le but affiché est le suivant : « Créer un réseau patriote, se préparer et agir au niveau local. » *Three Percenters* est l'émanation française d'un mouvement nord-américain islamophobe surarmé et antiétatique.

Ces mêmes stages vont se dérouler jusqu'en Pologne, par exemple, avec « Hussard », présentée comme « formation anti-terroriste », et qui propose des stages de combat, de tir dynamique (interdit en France), de médecine de guerre ou de déplacement tactique, encadrés par d'anciens légionnaires ou militaires tous issus de « l'élite des forces armées polonaises ».

Les concepteurs de ce site très professionnel ne cachent pas leur idéologie et leurs motivations. « Après les attentats... la France est en guerre civile », ou « la législation française coercitive en matière de légitime défense et de port d'arme favorise l'émergence d'une délinquance ultra-récidiviste et ultra-violente, dont le djihadisme est le prolongement ». Ils précisent également que « l'immigration massive venue d'Afrique échappe à tout contrôle. »

À ces week-ends militarisés (coût de 339 euros) participent, selon la page Facebook de Hussard, des chefs d'entreprise, des avocats, des artisans, un ancien préparateur du Tour de France ou encore un analyste financier aux profils généralement proches de l'extrême droite.

Soubassements, résurgence et évolution de l'antimaçonnisme d'extrême droite : un panorama français (2012-2022)

Olivier GINDJIN

Criminologue et chercheur associé à l'Institut d'études de géopolitique appliquée

Le complot judéo-maçonnique, une matrice originelle toujours active

Un ancrage vieux de trois siècles dans les milieux complotistes et antirépublicains

Dès son institutionnalisation progressive à l'aube XVIII^e siècle, la franc-maçonnerie a suscité tout à la fois curiosité et fantasme de la part du grand public et défiance de la part des autorités politiques de l'époque, comme des institutions religieuses. Rapidement en Angleterre, où elle prend naissance puis en France, de nombreux ouvrages promettant de révéler les secrets des loges sont publiés et feront de cette thématique un véritable succès d'édition⁸⁸. À ces premières divulgations, souvent satiriques et sarcastiques, s'ajoutera à partir de la période postrévolutionnaire, une

littérature complotiste plus marquée, où l'association de la figure du *juif* et du *maçon* s'intriqueront, comme l'archétypique de l'agent conspiratif, qui dans la pénombre des « *arrière-loges* » échafaude un *nouvel ordre mondial* à la fois anticatholique et antimonarchiste.

En 1797, l'abbé jésuite Augustin Barruel avec ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* sera l'un des premiers à traiter de ce thème, qui sera repris et développé un siècle plus tard, notamment dans les fameux *Protocoles des sages de Sion*⁸⁹. Le succès populaire comme l'utilisation politico-idéologique de cette mythologie judéo-maçonnique naissante, s'ancreront durablement dans les milieux intégristes catholiques, comme au sein des *Ligues d'extrême droite* du début du XX^e siècle. Cette prégnance dans l'imaginaire

⁸⁸ Parmi ces pamphlets, se trouvent les « révélations » d'auteurs se présentant comme d'anciens maçons, à l'instar de l'anglais Samuel PRITCHARD qui publiera *la Maçonnerie disséquée* en 1730, décrivant notamment à cette occasion les rituels en vigueur. Parallèlement en France, c'est un objectif de décrédibilisation politique qui amorce le genre, avec la publication en 1738 de *La réception d'un franc-maçon* par le lieutenant général de police de Paris HERAULT. La franc-maçonnerie est alors perçue comme un lieu de sociabilité où se côtoient à l'occasion de banquets dans des auberges, des hommes issus autant de la noblesse que du clergé ou de la bourgeoisie. Cette convivialité « contre-nature » au sein d'une société monarchiste compartimentée, apparaît alors à bien des égards comme le foyer d'une potentielle déstabilisation politique, risquant de subvertir la société d'Ancien Régime. Progressivement déjà d'autres thématiques plus « sulfureuses » vont apparaître dans cette

littérature de genre, comme à l'occasion de la célèbre publication de Léo TAXIL intitulée *les mystères de la Franc-maçonnerie* datée de 1896, dénonçant les pratiques supposément impies de la *fraternité* (occultisme, satanisme, sacrifices humains, paganisme, etc.).

⁸⁹ Ce texte inventé au tournant du XX^e siècle par les services de la police secrète du Tsar au moment où son pouvoir politique était fragilisé, influencera largement à son tour la propagande du III^e Reich. Adolf HITLER lui-même, en fera mention dans *Mein Kampf* pour étayer son antisémitisme. *Les protocoles des sages de Sion*, traduit depuis dans de nombreuses langues, demeure encore aujourd'hui un recueil antisémite et antimaçonnique de référence, qui nourrit non seulement les milieux nationalistes et intégristes d'extrême droite, mais également d'autres idéologies à tendance totalitaire (notamment islamiste).

antirépublicain se manifestera également par la suite sous le régime de Vichy dès octobre 1940, avec l'interdiction faite aux « sociétés secrètes » d'exercer leurs activités associatives, reprenant ainsi la loi promulguée le 13 août de la même année, qui ordonnait non seulement l'arrêt immédiat des activités de toutes ces « organisations occultes » et la saisie de leurs biens, mais organisait également la « purge » de l'appareil d'État de tous les fonctionnaires connus pour leur appartenance maçonnique⁹⁰.

La défiance historique de l'Église catholique vis-à-vis des loges

Si l'antisémitisme a été l'un des principaux carburants de l'antimaçonnisme, l'opposition historique de l'Église catholique à cette société philanthropique va également largement contribuer à alimenter les suspicions à l'égard de la fraternité, tant son progressisme et son libéralisme nourris des Lumières, s'écartent des dogmes défendus par la papauté. Par ailleurs, depuis son institutionnalisation au début du

XVIII^e siècle, la franc-maçonnerie n'a cessé d'être combattue par les prélats romains, autant par rejet du *secret initiatique* et du *secret d'appartenance* de ses membres, que par le *relativisme* de l'Ordre, concernant le rapport au sacré (voire à la remise en question même de l'existence de Dieu), ou plus tard en tant que relais des nouvelles aspirations sociétales et morales constitutives de la III^e République émergente⁹¹.

Cette opposition pugnace (malgré un dialogue relatif après Vatican II), s'est ainsi illustrée depuis la publication par le Pape Clément XII au printemps 1738 de la bulle pontificale *In eminenti apostolatus specula*, jusqu'aux plus récentes prises de positions officielles de l'Église, par la voix même de celui qui deviendra peu de temps après, le Pape Benoît XVI⁹².

La loi dite du « mariage pour tous » comme facteur de réactivation de l'antimaçonnisme au sein des mouvances néoconservatrices contemporaines

du prêtre haut-savoyard sommé en 2013 par l'évêché d'Annecy de choisir entre ses fonctions sacramentelles et son engagement maçonnique. Le prêtre avait alors effectué une marche (très médiatisée) jusqu'à Rome auprès du Saint-Siège et de la Congrégation de la Doctrine de la Foi, pour plaider sa cause (finalement sans succès). Pour une approche historique et panoramique du traitement de la question de l'appartenance maçonnique par l'Église catholique, voir Jérôme ROUSSE-LACORDAIRE, *De l'affrontement au dialogue ; regards catholiques sur la franc-maçonnerie*, in Jean-Philippe SCHREIBER (dir.), *Les formes contemporaines de l'antimaçonnisme*, Université de Bruxelles, 2019, pp. 29-45. Plus récemment, cette condamnation s'est encore illustrée lors de « *L'affaire Vesin* », du nom du prêtre haut-savoyard sommé en 2013 par l'évêché d'Annecy de choisir entre ses fonctions sacramentelles et son engagement maçonnique. Le prêtre avait même effectué une marche (très médiatisée) jusqu'à Rome pour plaider finalement sans succès, en faveur de la compatibilité de sa double appartenance auprès du Saint-Siège et de la Congrégation de la Doctrine de la Foi.

⁹⁰ Parallèlement cet automne-là, est organisée à Paris, une grande exposition au Petit Palais intitulée « *La franc-maçonnerie dévoilée* » qui tournera dans plusieurs autres villes françaises. L'été suivant, une nouvelle loi prévoit la publication au journal officiel des noms de tous les principaux maçons français. Sous l'occupation, deux ans plus tard en 1943 sortira le film « *Forces occultes* » qui sera un vrai succès populaire. L'année précédente Adolf HITLER lui-même avait signé un décret indiquant que « *les juifs, les francs-maçons et leurs alliés (...) sont les auteurs de la guerre actuelle menée contre le Reich. Le combat spirituel systématique contre ces puissances est une mission indispensable en temps de guerre* ». Sur l'antimaçonnisme de cette période singulière, voir notamment Arnaud de la CROIX, *Hitler et la franc-maçonnerie*, eds. Tallandier, coll. *Texto*, Paris, pp.151-162.

⁹¹ L'influence de la franc-maçonnerie à la fin du XIX^{ème} siècle est majeure sur la vie politique française qui se sécularise alors progressivement non sans heurts, avec dès 1882 le vote de la loi relative à l'instauration de l'enseignement primaire gratuit, obligatoire et laïque, prolongé par la loi de 1905, entérinant la séparation des Églises et de l'État.

⁹² Plus récemment, cette condamnation s'est encore illustrée à l'occasion de « *L'affaire Vesin* », du nom

En 2013, à l'occasion du débat législatif relatif à la loi dite « Taubira », une nouvelle fronde contre la franc-maçonnerie de la part des milieux catholiques conservateurs et traditionalistes se fait entendre. Si pendant une cinquantaine d'années après la Seconde Guerre mondiale l'antimaçonnerie classique a été réduit à une opposition de niche, ce projet de loi va susciter une opposition forte de la part de certaines organisations proches des milieux intégristes, qui entament alors un bras de fer avec le gouvernement de l'époque pour s'opposer au « mariage pour tous » et qui accusent les loges d'être les réelles instigatrices de la loi.

Le collectif *Printemps français* sera le fer de lance de cette fronde et plusieurs manifestations se succéderont sous les fenêtres du Grand Orient de France (GODF), l'obédience étant identifiée comme historiquement la plus impliquée sur les problématiques sociétales. Béatrice Bourges, alors porte-parole du *Printemps français* et proche d'organisations d'ultradroite comme le GUD, ainsi que d'autres franges du catholicisme intégriste (*Civitas*), focalisent pour une large part leurs diatribes contre les maçons⁹³. Aux cris de « *francs-maçons fascistes !* », les manifestations successives parisiennes de la rue Cadet se dérouleront cependant sans violence notable⁹⁴.

Cette détestation viscérale de la franc-maçonnerie se réactive ainsi au milieu des

années 2010, concomitamment avec le retour sur le devant de la scène du GODF qui a pu renouer, à l'occasion de la loi dite « Taubira », avec ses activités de *lobbying* sur le monde politique et peser sur le débat public. Face à la résurgence de cet antimaçonnerie, Daniel Keller, Grand Maître du GODF de l'époque (élu en mai 2013), prenait suffisamment au sérieux cette situation pour mettre en place des initiatives visant à « *prendre l'antimaçonnerie à bras le corps, d'abord pour le démystifier et puis pour montrer en quoi il était une menace pour les fondements de la République* »⁹⁵.

Cependant une fois passé le vote de la loi, ces démonstrations de force antimaçonneries vont rapidement cesser et comme le note Georges Sérignac, actuel Grand Maître actuel du GODF⁹⁶, cette poussée de fièvre néoconservatrice de 2013 n'apparaît finalement qu'éruptive et circonscrite et traduit paradoxalement la baisse de l'influence générale de la franc-maçonnerie sur les débats sociaux et politiques contemporains, en dehors de ce moment particulier de crispation.

Cet épisode du « *mariage pour tous* » montre en réalité que l'antimaçonnerie historique teinté d'intégrisme religieux, s'il continue de structurer l'opposition avec la pensée « *progressiste* » des loges, reste cependant cantonné à un antagonisme certes virulent, mais globalement non-violent. Ainsi dans la période récente,

⁹³ On peut retrouver cet antimaçonnerie jusque dans les professions de foi de certains membres de *Civitas* qui se sont présentés en 2017 aux élections législatives. Ces candidats prônaient alors l'interdiction totale de la franc-maçonnerie et souhaitaient abroger de nombreuses lois qui portaient la marque de son influence réelle ou supposée (*loi de séparation de l'Église et de l'État de 1905, loi Veil sur l'IVG, loi « Taubira », mais aussi loi « Gayssot » condamnant l'expression raciste en public*). Voir [Civitas, parti en croisade contre la finance, les immigrés et les francs-maçons \(lefigaro.fr\)](#)

⁹⁴ Une certaine pression sera cependant portée sur les francs-maçons se rendant à leurs locaux parisiens

pendant cette période, des individus les filmant à leur arrivée au siège du GODF, en les interpellant parfois et relayant ensuite ces vidéos sur différents réseaux sociaux. Ce réveil des milieux catholiques traditionnels coïncide également avec des actions de saccage un peu partout en France des « *arbres de la Laïcité* », qui apparaissent comme autant de symboles de l'influence des « *frères* » dans la sécularisation du pays depuis la loi de 1905.

⁹⁵ En Octobre 2014, un cycle de conférences dans huit grandes villes françaises sera programmé par la direction du GODF à cet effet. Voir [Une campagne contre l'antimaçonnerie \(lefigaro.fr\)](#)

⁹⁶ Entretien réalisé au siège du Grand Orient de France avec G. SERIGNAC en avril 2022.

l’usage de la violence ciblant des personnes ou des biens liés à la franc-maçonnerie provient en réalité d’auteurs dont le profil idéologique est de nature plus métisse ; comportant un substrat empruntant à l’argumentaire traditionnel propre à ce qui est communément partagé par l’extrême droite, s’y agrègent désormais également des schèmes narratifs hétéroclites, issus de l’évolution de l’écosystème numérique complotiste.

Dilution de l’antimaçonnerie classique et propagation d’une agressivité plus diffuse

Durant la dernière décennie, les groupuscules d’ultradroite⁹⁷ se sont diversifiés et composent aujourd’hui un large spectre d’idéologies qui se réinventent ou se singularisent, au grès de l’évolution et de la diversification de ces mouvances⁹⁸. Si parmi les principales théories dominantes, le thème du *grand remplacement* apparaît central, le foisonnement des référentiels permet cependant à chaque sous-groupe de sélectionner et d’agrèger de nouveaux narratifs, dont certains issus de la *Pop-culture*, viennent alimenter cette pluralité d’utopies hétéroclites (de la référence à la pureté viking en passant par le néo-satanisme)⁹⁹.

⁹⁷ Cette appellation est devenue dans l’usage public comme institutionnel, une nouvelle norme sémantique qui provient initialement des services spécialisés, qui ont utilisé le préfixe « *ultra* » pour distinguer les mouvements politiques d’*extrême droite* (jouant le jeu démocratique et parlementaire), des groupuscules activistes potentiellement violents. Bien que globalement la littérature académique ne retienne pas cette segmentation floue ni cette notion souvent *fourre-tout*, par commodité elle sera néanmoins reprise dans cet article pour des facilités de langage. Pour de plus amples développements sur les différentes appellations liées aux notions d’« *ultradroite* », de « *droite extrême* », d’« *extrême droite* », de « *droite dure* » ou encore de « *droite radicale* », Voir notamment Nicolas LEBOURG & Jean-Yves CAMUS, *Les Droites extrêmes en Europe*. Le Seuil, Paris, 2015. Pour une approche critique plus élargie de la notion d’« *extrémisme* », voir également Pierre-André TAGUIEFF, *Qui est l’extrémiste ?*, Eds. Intervalles, Paris, 2022.

C’est dans ce contexte de régénérescence de l’antimaçonnerie, que de nouvelles formes d’actes malveillants et parfois violents sont réapparues, au point que cette problématique a été évoquée en 2019, lors des travaux parlementaires portant sur la lutte contre les groupuscules d’extrême droite¹⁰⁰. Si ces nouveaux actes antimaçonniques restent cependant très limités en nombre, il n’en demeure pas moins qu’ils marquent une certaine désinhibition en la matière, avec des formes d’expression et de passages à l’acte qui se diversifient en fonction des opportunités et des circonstances, comme en attestent les exemples les plus récents de ces dernières années (piratage informatique, vandalisme de locaux, projet d’attentat, etc.)

Cyberattaque et complotisme : l’affaire des « *franc-maçonnerie papers* »

En 2016, le piratage de milliers de données des deux plus grandes obédiences françaises marque ainsi une nouvelle étape de l’activisme antimaçonnique. Au printemps de cette année-là, plus de 6000 documents issus des bases de données de la Grande Loge de France (GLF) sont publiés sur le site complotiste *stopmensonges.com*¹⁰¹.

⁹⁸ Ces dernières années les sous-cultures liées à des idéologies d’*ultradroite* tendent à se diversifier (*skinheads*, *néonazis*, *identitaires*, *survivalistes*, *accélérationnistes*, *incels*, *néopaiens*, etc.)

⁹⁹ Pour un panorama sur les dynamiques contemporaines concernant la constitution d’une *Pop culture* d’extrême droite, voir l’ouvrage de Stéphane FRANÇOIS, *Une avant-garde d’extrême droite ; contre-culture, conservatisme radical et tentations modernistes*, Eds. de la Lanterne, Lyon, 2022.

¹⁰⁰ Voir notamment l’audition de M. Christophe CASTANER, ministre de l’Intérieur de l’époque. ASSEMBLEE NATIONALE, *Rapport de la commission d’enquête sur la lutte contre les groupuscules d’extrême droite en France*, M. RESSIGUIER (Présidente) & A. MORENAS (Rapporteur), Vol.2, 2019, p.306.

¹⁰¹ Pour plus détails sur l’affaire, Voir [Des milliers de documents d’une loge maçonnique publiés sur le Web après un piratage \(lemonde.fr\)](#)

Si l'essentiel de cette fuite concerne majoritairement des documents internes peu sensibles et d'ordre administratif (comptes rendus de réunions, notes internes, agendas, etc.), certaines informations révèlent néanmoins de données plus personnelles et nominatives (dossiers d'affiliation). Six mois plus tard, Laurent Gouyneau, le responsable du site *stopmensonges.com* renouvellera l'opération, en s'attaquant cette fois au GODF. Plus de 30 000 documents, datant parfois de plusieurs décennies seront à leur tour mis sur la place publique¹⁰². Présenté à la justice dans le cadre de son procès, Laurent Gouyneau montrera toute la singularité de sa personnalité et de sa vision du monde, ne reconnaissant pas la justice des hommes et ne se soumettant qu'aux « *lois de Dieu* » (tous les magistrats étant par ailleurs à ses yeux membres de la *fraternité*). Le procès permettra ainsi de mettre en lumière les références complotistes de l'administrateur du site *stopmensonges.com*, qui s'inspirait autant de références religieuses et d'un mysticisme hétéroclite, que d'ufologie et d'idéologie négationniste.

L'antimaçonnerie au croisement des imaginaires : « ultras-jaunes » et complotisme

¹⁰² Arrêté en France en 2018 de retour des États-Unis, Laurent GOUYNEAU sera condamné en janvier 2021 devant le tribunal de Paris à 12 mois de prison dont 8 avec sursis et à payer 7000 euros de dommage et intérêt au GODF.

¹⁰³ La pandémie mondiale de *Covid* a dynamisé plus encore ce phénomène qui lui préexistait. A cette occasion par exemple certaines sources complotistes et suprématistes d'origine nord-américaine (*Qanon*) vont plus massivement toucher les internautes européens et se diffuser plus largement aussi, au-delà des cercles d'extrême-droite déjà traversés par ce type de discours. Voir notamment à ce sujet l'étude dirigée par Frederick DOUZET, Kevin LIMONIER & David AMSELLEM, *Les conspirationnistes français sous influence américaine : le cas de telegram*, GEODE, Juin 2022.

¹⁰⁴ On retrouvera notamment dans les cortèges hebdomadaires des *influenceurs* largement suivis sur les réseaux sociaux, comme Maxime Nicolle (alias

Si la franc-maçonnerie a toujours prêté le flanc aux fausses informations depuis la création de la Grande loge de Londres en 1717, l'essor du monde numérique contemporain joue cependant comme une caisse de résonance et une matrice qui actualise l'antimaçonnerie, en proposant un référentiel conspirationniste plus large autour de la thématique de « *l'État-profond* »¹⁰³.

Lorsqu'en novembre 2018 se cristallisent autour des ronds-points français les premières contestations sociales liées à la fiscalité sur les carburants, une dimension plus insurrectionnelle va rapidement être associée aux manifestations, impulsée en particulier dans les premiers temps du mouvement, par plusieurs groupuscules liés à l'ultradroite. Dès la fin 2018, ces velléités d'en découdre avec « *les élites corrompues* » vont légitimer l'assaut de sites emblématiques de l'État (préfectures, ministères, Élysée) et ses symboles (Arc de Triomphe). Dans cette dynamique « *insurrectionnelle* », des adjuvants complotistes vont faire leur apparition, même si leur expression publique dans les défilés restera subordonnée à l'activisme numérique sur les réseaux sociaux de certains leaders charismatiques du mouvement¹⁰⁴.

Fly rider), reprenant des argumentaires conspirationnistes liés à l'antimaçonnerie. La popularité de ce cocktail narratif, mélangeant théories du complot, référentiels d'extrême droite et *Pop culture* n'est pas nouvelle, mais elle se diffuse plus largement depuis une dizaine d'années auprès des plus jeunes notamment. Ainsi début 2019, l'IFOP pour *conspiracy watch* publie un *sondage* selon lequel 27% des français interrogés adhèrent à l'affirmation suivante : « *Les Illuminati sont une organisation secrète qui cherche à manipuler la population* » et 22% des personnes interrogées adhèrent à l'affirmation suivante : « *Il existe un complot sioniste à l'échelle mondiale* ». Le même institut a publié plus récemment une autre étude datée de mars 2022 pour la fondation Reboot. Plus de 35% des français déclaraient alors adhérer aux théories complotistes, avec une très large surreprésentation (plus de 50 %) dans les milieux

Ainsi dans le prolongement des manifestations hebdomadaires des Gilets Jaunes, ce bouillon culturel complotiste va conduire certains manifestants (regroupés généralement de manière opportuniste et spontanée en marge des défilés), à commettre des actes de vandalisme dans plusieurs locaux maçonniques du pays¹⁰⁵. En mars 2019 à la suite du saccage du temple de Tarbes, les condamnations officielles furent nombreuses de la part d'élus et de représentants de l'État, locaux comme nationaux, insistant sur le symbole intrinsèquement antirépublicain de ces actes. Le ministre de l'Intérieur de l'époque Christophe Castaner tweetait « *Après les juifs, les Francs-maçons... Quand la bêtise rivalise avec l'intolérance la plus crasse* »¹⁰⁶.

Les profils des individus interpellés dans l'affaire de Tarbes montrent cependant qu'ils ne sont pas des sympathisants d'ultradroite à proprement parler, mais davantage des *ultras-jaunes*, influencés autant par des idéologies politiques radicales, que par une forte porosité aux théories complotistes. Lors du procès, leur antimaçonnisme est apparu *in fine* peu structuré, habillant en réalité davantage un sentiment de défiance plus global vis-à-vis de l'État et de ses représentants. Ces dégradations s'apparentent plutôt à des actes « *antisystèmes* » en marge des cortèges, sans réelle préméditation de la part de leurs auteurs¹⁰⁷. Jugés en comparution immédiate, six hommes et deux femmes âgés de 22 à 47 ans ont été condamnés à deux ans de

populaires et chez les sympathisants de LFI ou du RN.

¹⁰⁵ Paradoxalement pourtant à la même époque, le Grand Maître du GODF de l'époque Jean-Philippe Hubsch, exprimait son soutien en faveur des revendications sociales exprimées par les *Gilets Jaunes*.

¹⁰⁶ Ces propos liant *antisémitisme* et *antimaçonnisme* sont à replacer dans le contexte de ces déclarations. Quelques semaines plus tôt, le cimetière juif de Quatzenheim avait été profané et 80 stèles dégradées. De nombreuses croix gammées de couleur bleue ou jaune avaient été inscrites sur les

prison pour le « leader », dont un an avec sursis, alors que les autres n'ont été condamnés qu'à de simples amendes, ainsi qu'à des travaux d'intérêt général.

La dégradation du temple de Tarbes n'a toutefois pas été un événement isolé. Quelques semaines auparavant, d'autres intrusions de locaux avaient déjà été signalées à Castres et à Lavelanet (sans dégradations majeures toutefois). Après l'incident des Hautes-Pyrénées, d'autres lieux de réunions maçonniques ont également été ciblés ailleurs en France, comme les locaux de deux associations affiliées au GODF (*Concorde et persévérance* et *La parfaite union*), l'une située à Vienne et l'autre à Rennes.

Pour autant, cet antimaçonnisme éruptif et diffus est cependant à relativiser selon l'actuel Grand Maître du GODF, qui y voient principalement de « simples » poussées fiévreuses sporadiques qui n'ont *a priori* aucune vocation à s'ancrer dans une violence antimaçonnique pérenne, systématique et structurée en temps d'accalmie sociale¹⁰⁸. Ce type d'événements, s'ils ont ému localement, sont cependant restés relativement limités et circonscrits, prenant fin d'ailleurs en même temps que les manifestations nationales hebdomadaires.

Le « projet alsace » ou la tentation d'un terrorisme néonazi

tombes et une sépulture portait la mention « *Elsassisches Schwarzen Wolfe* » (*les loups noirs alsaciens*, du nom d'un groupuscule actif dans les années 1970). Par ailleurs, cette profanation intervenait elle-même à la suite d'insultes antisémites proférées à Paris à l'encontre de l'académicien Alain FINKIELKRAUT, en marge de « l'acte 14 » des « *Gilets Jaunes* » en février 2019.

¹⁰⁷ Entretien en avril 2022 avec des membres de l'association de la rue Dalloz à Tarbes, affiliée au GODF et partie civile au procès.

¹⁰⁸ Entretien avec Georges SERIGNAC, Grand Maître du GODF, *op.cit.*

Bien que les groupes d'ultradroite ne semblent pas désigner actuellement la franc-maçonnerie comme un objectif prioritaire pour une large part d'entre eux¹⁰⁹, la diversification de ces groupuscules aux corpus idéologiques évolutifs, fait malgré tout apparaître çà et là les maçons comme des cibles latentes.

Le 4 mai 2021, six membres du groupe d'*Honneur et Nation*, sous surveillance de la Direction générale la sécurité intérieure (DGSJ), étaient arrêtés dans le cadre de l'imminence de projets terroristes ciblant des personnalités publiques, ainsi qu'une loge maçonnique de Moselle¹¹⁰. Bien que le projet ne semblât pas encore complètement finalisé, la justice a considéré avec suffisamment de sérieux les intentions du groupe, pour que le parquet national anti-terroriste se saisisse du dossier. Cinq autres personnes seront également interpellées dans cette affaire en septembre suivant, puis mises en examen pour association de malfaiteurs terroriste criminelle.

Lors de la phase préparatoire de ces projets, plusieurs des membres d'*Honneur et Nation* auraient également été en contact avec le complotiste Rémy Daillet. En tout état de cause, la forte notoriété de ses publications sur la toile et ses diatribes relatives au *péril franc-maçon*, a sans nul doute su trouver un certain écho au sein du groupe néonazi impliqué¹¹¹.

¹⁰⁹ Les *étrangers*, les *musulmans* et les *juifs* ainsi que leurs édifices religieux respectifs ou encore les symboles et les représentants de l'État, demeurent toujours le point de focal principal des violences projetées par ces groupes.

¹¹⁰ Sur ces six interpellations conduites dans deux départements (Doubs et Bas-Rhin) avec l'appui du RAID, seules trois personnes seront finalement mises en examen ; une femme âgée de 53 ans et deux hommes âgés de 29 et 56 ans.

¹¹¹ Après un début de parcours politique en France, Rémy Daillet part en Malaisie, où il a développé une activité nourrie sur les réseaux sociaux. Dans ses *post*, les références complotistes sont nombreuses,

Si l'antimaçonnerie d'extrême droite est toujours principalement structuré autour de l'antisémitisme, ce dernier est également soumis aux influences culturelles du moment en matière de conspirationnisme. L'antimaçonnerie est né d'un contexte social et historique singulier qui s'est constitué et qui continue d'évoluer, en restant poreux à l'époque. L'antimaçonnerie, au-delà de ses invariants historiques, tend désormais à se « *brumiser* » à mesure que de nouveaux schèmes narratifs conspirationnistes apparaissent au grès des réseaux numériques. Dans une concurrence des récits associés au *nouvel ordre mondial*, l'antimaçonnerie semble cependant globalement marquer le pas aujourd'hui, au profit d'autres imaginaires, qui tendent quant eux à se centraliser dans les récits conspirationnistes (*Great Reset*, *Illuminati*, *trilatérale*, etc.)

Au regard des événements constatés ces dernières années, l'antimaçonnerie française semble donc parcouru par une double dynamique. D'une part, il ressurgit à l'occasion d'effervescences politico-médiatiques lors de débats sociétaux qui viennent percuter certaines aspirations néoconservatrices (mariage pour tous, fin de vie, etc.) Dans ce cadre, l'antimaçonnerie « structurel » d'extrême droite réactive son référentiel traditionnel. Son expression reste actuellement circonscrite à une opposition radicale voire agressive mais globalement non violente et ses soubassements

ainsi que sa volonté de « *renverser* » la République (*projet Azur*). On retrouve aussi pêle-mêle, des diatribes contre les antennes 5G, les centres de vaccination, le tout agrémenté d'antisémitisme visant certaines personnalités médiatico-politiques (Patrick COHEN, Jacques ATTALI, etc.). Rémy DAILLET a été depuis extradé vers la France et attend son jugement en détention préventive, après avoir été mis en examen pour association de malfaiteurs terroriste criminelle. Il est par ailleurs également impliqué dans l'affaire de l'enlèvement de la petite Mia (8 ans à l'époque des faits), soustraite à ses proches en avril 2021.

historiques et idéologiques viennent nourrir le sens donné à l'action contestataire.

D'autre part, émerge plus récemment un antimaçonnisme « de surface » qui apparaît davantage comme un simple « adjuvant » à des formes d'actions coercitives, moins structurées et stabilisées idéologiquement. Ce dernier puise de manière plus syncrétique dans un vivier de

référentiels hétérogènes, pour habiller et justifier les velléités de passage à l'acte délictuel ou criminel d'un individu ou d'un collectif. Ce « néo-antimaçonnisme » prend ainsi des formes plus éruptives et opportunistes et s'il apparaît moins prévisible dans son expression, il sous-tend parallèlement une potentialité violente sans doute plus importante.

Le terrorisme d'ultradroite en Europe : focus sur l'Allemagne

Matthieu MENANT

Avocat au barreau de Paris, spécialiste des questions relatives au terrorisme

Page | 33

Steven Spielberg fait l'acquisition des droits d'un podcast intitulé « *Ultra* » sur une histoire oubliée de tentative de coup d'État pronazie aux États-Unis dans les années 1940. L'ambition de Spielberg de travailler sur ce thème n'est pas anodine tant elle cristallise une peur contemporaine de voir resurgir, notamment dans sa dimension terroriste, ce que Berthold Brecht appelait la « *bête immonde* ». Ainsi, la résonance du titre « *Ultra* » inscrit le projet dans la modernité et invite à poser la question de la réalité de la menace terroriste d'ultradroite. Cette question nécessite de rappeler que le terrorisme est un mode opératoire violent destiné à semer la terreur au service d'une idéologie et qu'il se distingue ainsi des crimes et délits de droit commun. S'agissant de l'ultradroite, elle est protéiforme, diffuse et difficile à cerner dans sa nature et évolution. A la fois transnationale et produit de dynamiques propres à chacun des pays dans lesquels elle prend forme, elle est composée d'éléments systémiques fondés sur la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme et la défiance envers les régimes démocratiques ; l'ensemble catalysé par un complotisme permettant de s'enfermer dans la radicalité¹¹². L'ultradroite est une idéologie dont l'objectif est de faire triompher un « *Ordre Nouveau* » fondé sur le rejet ou la destruction des minorités, la dilution des individualités au profit d'un ensemble social calibré et la destruction du pluralisme politique. Le terrorisme d'ultradroite est donc, à l'instar du terrorisme djihadiste, fondamentalement un « *terrorisme d'idéologie* ». Aux États-Unis, la menace terroriste portée par l'ultradroite, affublée du

nom de « *Domestic terrorism* », est dès le discours d'investiture du Président Joe Biden érigée en priorité sécuritaire. À l'évidence, la libéralisation de la parole raciste inhérente à la présidence de Donald Trump a eu pour effet de maximiser les postures radicales. Ainsi, un rapport du CSIS précise que 49% des complots terroristes aux États-Unis en 2021 relèvent de l'ultradroite¹¹³. Qu'en est-il en Europe, alors que le dernier rapport d'Europol de juillet 2022¹¹⁴ et les récentes arrestations mettent en exergue une menace, certes résiduelle en comparaison à la menace djihadiste, mais toutefois exponentielle et hybride pouvant à la fois prendre la forme de petites cellules ou d'un passage à l'acte individuel ? Par ailleurs, des éléments d'ultradroite pourraient-ils être instrumentalisés par une puissance étrangère, signant hypothétiquement un retour du terrorisme d'État ? Enfin, le démantèlement en décembre 2022 en Allemagne d'une tentative de coup d'État aux ramifications complexes rappelle que la menace d'ultradroite allemande se distingue par sa virulence mortifère tant contre les personnes que contre l'ordre constitutionnel.

Nature de la menace : une menace transnationale d'inspiration accéléracioniste capitalisant sur le cyberspace

Une menace de type accéléracioniste

Si le dernier rapport d'Europol précise qu'en 2021 il n'y pas eu d'attentats d'ultradroite sur le sol

¹¹² C'est notamment l'idée reprise par le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies (UN-CTED) qui précise, s'agissant de l'ultradroite « *qu'il ne s'agit pas d'un mouvement cohérent ou facile à définir, mais plutôt d'un milieu changeant, complexe et imbriqué d'individus, de groupes et de mouvements (en ligne et hors ligne) épousant des idéologies différentes mais connexes, souvent liées par la haine et le racisme envers les*

minorités, la xénophobie, l'islamophobie ou l'antisémitisme ».

¹¹³ Lien URL : <https://www.csis.org/analysis/pushed-extremes-domestic-terrorism-amid-polarization-and-protest>

¹¹⁴ Europol (2022), European Union Terrorism Situation and Trend Report, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

Européen, il précise que la menace reste tangible et essentiellement portée par la mouvance transnationale accélérationniste. L'accélérationnisme s'articule autour de l'idée que la violence permettra de s'affranchir du « *temps long de l'histoire* » afin de précipiter un affrontement entre communautés, jugé idéologiquement souhaitable et à terme inéluctable. Pour les partisans de l'ultradroite européenne, la question démographique prise dans sa dimension migratoire joue donc une place centrale. Ainsi, on ne peut décorrélérer l'accélérationnisme de la théorie conspirationniste du « *Grand remplacement* » stigmatisant en Europe les populations musulmanes issues de l'immigration. Aujourd'hui, le « *Grand Remplacement* » vient se superposer sur la plupart des chapelles de l'ultradroite traditionnelle créant une homogénéité transversale et s'érigeant en nouvelle « *lingua franca* »¹¹⁵. Si l'effroyable attentat de Breton Tarrant du 15 mars 2019 a eu lieu dans une mosquée de Nouvelle-Zélande, sa revendication a été faite au nom du *Grand Remplacement* qui selon lui serait en cours en Europe, notamment en France. C'est donc aussi l'Europe et ses valeurs qui indirectement étaient visées. Le terroriste, à l'instar d'Andreas Breivik, témoignera de son acte par un manifeste qu'il intitulera « *Grand Remplacement* », rattachant ainsi sans équivoque sa folie meurtrière à cette théorie.

Une menace transnationale portée par l'ultradroite américaine

Les groupuscules américains sont devenus la force matricielle d'une idéologie transnationale dont le contenu en ligne est massivement diffusé en Europe et constitue une sorte de « *nouvelle internationale de la haine* ». Ce courant de pensée se popularise en 2015 parmi les courants d'ultradroite aux États-Unis notamment diffusé par le groupe néonazi américain *AtomWaffen Division* lequel a de nombreuses ramifications en Europe. Toutefois, les origines remontent aux années 1980, avec le pamphlet de James Mason intitulé « SIEGE » où l'idée d'utiliser l'ultra violence contre des cibles vulnérables afin de

jouer sur l'émotion pour mieux polariser les populations dans le but de fracturer irrémédiablement les cohésions nationales est clairement mis en exergue. Dans le dernier rapport d'Europol de juillet 2022, la mouvance accélérationniste américaine est explicitement citée comme la principale menace terroriste d'ultradroite en Europe. Même s'il reste une fascination pour le nazisme et l'antisémitisme traditionnel chez certains groupuscules conservateurs, c'est la « *contreculture* » d'ultradroite américaine à dimension transnationale qui aujourd'hui anime l'ultradroite européenne susceptible de basculer dans le terrorisme.

Une menace complotiste maximisée par les réseaux sociaux

Les réseaux sociaux permettent la création de communautés transversales de personnes enfermées dans leur « *tunnels de certitudes* » qui peuvent se rencontrer virtuellement, échanger, puis se réunir et constituer des réseaux. Ainsi, les « Barjols », dont le procès s'est ouvert en janvier 2023 se sont rencontrés sur Facebook. En outre, l'épidémie de Covid 19 a attisé la sphère complotiste démultipliant sur le cyberspace les théories du complot.

Aujourd'hui, la porosité entre l'ultradroite et de nombreux mouvements contestataires brocardant les mesures sanitaires est non équivoque. Enfin, la radicalisation en ligne vise des profils fragiles, notamment les « Incels », soit des jeunes hommes célibataires marginalisés qui s'enferment dans des mondes parallèles ultra violents. En Italie, en janvier 2021, un jeune homme se réclamant de la mouvance *AtomWaffen Division* est arrêté par les autorités. Il se décrivait comme « Incel » et menaçait de s'attaquer à des femmes lors de manifestations féministes, notamment des juives¹¹⁶.

¹¹⁵ Le terme de « *Lingua Franca* » est tout à fait pertinent est tiré de « l'Institut Internationale pour la Justice et l'État de Droit » dans : « Lutte contre l'extrémisme violent à motivation raciale ou ethnique », page 14.

¹¹⁶ 5 European Eye on Radicalisation (EER), 30.7.2021, 'Italy Sees Spike in Far-Right Activity During Pandemic. Lien URL : <https://eeradicalization.com/italy-sees-spike-in-far-right-activityduring-pandemic/>.

Hybridité de la menace : de petites cellules déterminées et des individus radicalisés sur le cyberspace

Une menace portée par de petits groupuscules peu organisés mais déterminés

En 2021, 64 individus ont été arrêtés dans neuf pays de l'Union européenne pour des faits terroristes d'ultradroite¹¹⁷. C'est une augmentation considérable que pour l'année 2020, on dénombrait 34 arrestations et seulement 21 en 2019. Cette augmentation s'explique notamment par l'essor du complotisme intrinsèque à la crise sanitaire mais aussi par une prise de conscience des autorités. Les derniers chiffres d'Europol démontrent que l'Hexagone totalise à lui seul 45% de toutes les arrestations de l'Union européenne pour l'année 2021 tandis que selon le ministre de l'Intérieur français, ce sont en 2022, 9 attentats d'ultradroite déjoués en cinq ans contre 39 attentats islamistes¹¹⁸. Si l'activité en France de nature terroriste *stricto sensu* demeure concrètement assez limitée¹¹⁹, essentiellement sous la forme de groupuscules peu expérimentés à faible capacité opérationnelle, elle est toutefois dans une dynamique exponentielle et manifestement plus élevée que dans les autres pays européens. Enfin, les nombreuses arrestations effectuées depuis 2018 démontrent chez certains une véritable détermination à s'organiser¹²⁰ et à passer à l'action. Le procès en octobre 2021 du Groupe OAS dont le leader avait administré une page Facebook en hommage à Andreas Breivik ainsi qu'à Alexandre Bissounette, auteur d'une tuerie dans une mosquée canadienne ayant fait 6 morts, a mis en exergue un projet accélérationniste dans le but « d'enclencher la remigration par la terreur ». Cet exemple illustre que si l'activité demeure faible, le degré de radicalisation de certains activistes est tel que la menace est tangible faisant dire au procureur

de la République que ce procès démontrait : « Une montée en puissance exceptionnelle de la menace portée par la mouvance d'ultradroite [qui] est une réalité concrète »¹²¹. Enfin, on relève dans les motivations de plusieurs de ces groupes une volonté de s'en prendre à l'État démocratique et notamment au Président Emmanuel Macron, qui semble rallier à sa personne tous les fantasmes complotistes les plus ubuesques lesquels participent aussi à la radicalisation de la sphère d'ultradroite.

Dans le reste de l'Europe on constate aussi une multiplication de démantèlement de cellules. En décembre 2021, en Finlande une cellule de 5 personnes a été démantelée alors qu'elle était en préparation d'attentats accélérationnistes tandis qu'en septembre 2022, en Belgique un vaste coup de filet a permis l'arrestation de 6 individus qui préparaient un attentat. En Italie, 18 personnes ont été arrêtées en 2021 tandis qu'un groupuscule de 5 individus regroupés sous le nom de « *Unione Forze Identitarie* » se réclamant du groupe américain *AttomWaffen Division* a été démantelé. Si jusqu'à présent ces cellules n'ont heureusement pas montré de réelles capacités opérationnelles, elles semblent toutefois démontrer une ambition de monter en gamme et d'acquérir, notamment via le cyberspace et leurs connexions aux groupes américains, les savoirs faire nécessaires. Cette multiplication de petites cellules est un point de vigilance majeur pour l'Union européenne et les efforts pour les entraver doivent assurément s'inscrire dans la durée.

Un risque de passage à l'acte individuel

Si la mouvance d'ultradroite en Europe tente de plus en plus à s'organiser en cellules, le risque d'un passage à l'acte individuel d'individus radicalisés sur le cyberspace est réel à l'instar de l'individu qui fut arrêté en Italie en janvier 2021 se décrivant comme

¹¹⁷ Europol (2022), European Union Terrorism Situation and Trend Report, Publications Office of the European Union, Luxembourg.

¹¹⁸ Ministère de l'Intérieur.

¹¹⁹ Alexandre Rodde, Les notes du CREOGN, « TERRORISME EN FRANCE – PANORAMA DES MOUVANCES RADICALES EN 2021, janvier 2022.

¹²⁰ *Ibid.*, « On observe une volonté, parmi les militants de la mouvance, de constituer des cellules pour organiser des actions violentes »

¹²¹ Lien URL : https://www.liberation.fr/societe/police-justice/projets-dattentats-dix-ans-de-prison-ferme-requis-contre-logan-nisin-le-chef-du-groupuscule-dextreme-droite-oas-20211005_BF7JS7CM4RHXVNNPCLO5WB4QCI/

« Incel » tout en se réclamant d'*AtomWaffen Division*. En septembre de la même année, la DGSI procède à l'arrestation au Havre d'un jeune individu qui projetait une double attaque sur son école et une mosquée le 20 avril, soit la date anniversaire d'Adolf Hitler. L'individu se plaignait de harcèlement scolaire, se disait partisan de la doctrine nazie et faisait référence à Andreas Breivik tandis que sur l'application Telegram, il aurait échangé fréquemment sur un groupe de discussions intitulé « *Division AtomWaffen* ». Ce cas présente toutes les composantes de la radicalité d'ultradroite susceptible de passer à l'action : isolement et fragilité sociale, fanatisme entretenu par internet et accès au contenu d'ultradroite américain de type accélérationniste. La France, l'Italie mais aussi l'Europe en général sont menacées par ce type de profils qui pourraient rapidement passer à l'acte. Évoluant en autonomie et discrétion, ils peuvent aussi être inspirés par le survivalisme et adopter une approche para militaire dans la préparation. Ce type de profils calqué sur celui de Breivik ou de Tarrant constitue une véritable menace endogène sur le sol européen et un défi pour les services de renseignement. Dès lors, si la menace d'ultradroite demeure résiduelle en Europe, notamment au vu de la menace djihadiste catalysée par la propagande d'outre atlantique, elle est toutefois dans une dynamique exponentielle et se multiplie sous la forme à la fois de petites cellules déterminées, encore peu opérationnelles mais qui aspirent à le devenir, et des profils fragiles pouvant basculer précipitamment et en autonomie dans un passage à l'acte meurtrier. Par ailleurs, le conflit en Ukraine pourrait potentiellement faire exploser l'ampleur du trafic d'armes en mesure d'alimenter les réseaux d'ultradroite accentuant ainsi la menace. Le risque d'attentats accélérationnistes en Europe, particulièrement contre les populations musulmanes, est réel et les profils arrêtés par les autorités laissent à penser que la survenance d'un « Brenton Tarrant Européen », est une éventualité à prendre très au sérieux.

L'ultradroite européenne et le risque d'un retour d'un terrorisme d'État ?

Même si une part de l'ultradroite, particulièrement en France, se serait positionnée en faveur de

l'Ukraine¹²², une partie importante de l'ultradroite Européenne se reconnaît dans le discours russe fondé sur la défense supposée d'un ordre conservateur, la dénonciation des droits des minorités LGBT et la stigmatisation de l'ordre démocratique perçu comme faible et décadent. Par ailleurs, depuis l'effondrement de l'URSS, les groupes skinheads et d'ultradroite se sont multipliés en Russie et se sont agrégés à des groupes plus traditionalistes. En mars 2015, s'est tenue à Saint-Petersburg une réunion regroupant une sorte d'internationale d'ultradroite démontrant le caractère transnational du mouvement et son soutien idéologique au Kremlin et ce, malgré parfois de réelles différences d'obédiences. En l'état, le soutien occidental est la « *profondeur stratégique* » de l'Ukraine, son véritable « *centre de gravité* » et la Russie ne manquera pas d'utiliser tous les moyens hybrides, « *psyops* » et d'influences pour l'entraver. Une partie de l'ultradroite européenne est un vecteur déjà physiquement en place et idéologiquement aligné. Le *Mouvement Impérialiste Russe*, groupe d'ultradroite classé depuis 2020 comme organisation terroriste internationale par les États-Unis et le Canada semble être à la manœuvre de plusieurs opérations impliquant l'ultradroite européenne. Bien que n'étant pas toujours sur la même ligne que Vladimir Poutine, ce groupe partage avec le Kremlin l'ambition d'affaiblir l'Occident. Ces dernières années, plusieurs contacts entre le *Mouvement Impérialiste Russe* et des groupuscules d'ultradroite européens ont été mis au jour. En 2020, les services allemands ont découvert que des activistes du NPD et du groupe néonazi allemand « *Troisième voie* » se seraient entraînés en Russie. En 2016, des terroristes Suédois ayant attaqué un refuge de migrants se seraient aguerris au sein d'un camp du *Mouvement Impérial Russe*. En Espagne ce dernier aurait incité des groupes d'ultradroite à profiter de la crise sanitaire pour commettre des attentats. Toujours en Espagne en 2022, des lettres piégées sont adressées à l'ambassade d'Ukraine, au Premier ministre et au ministre de la Défense ainsi qu'à la direction d'une usine d'armement. Le *New York Times* relèvera que le suspect arrêté, connu pour ses sympathies avec l'ultradroite, aurait été en contact avec le *Mouvement Impérial Russe* lequel serait en réalité téléguidé par l'unité 29115 du GRU. Selon

¹²² Alexandre Rodde, Les notes du CREOGN, « *TERRORISME EN FRANCE – PANORAMA DES*

MOUVANCES RADICALES EN 2021, janvier 2022.

l'enquête, le suspect a avoué que son objectif était d'exercer une pression sur les autorités de son pays afin qu'elles cessent de soutenir le régime ukrainien. Utiliser le *Mouvement Impérial Russe* et ses ramifications au sein de l'ultradroite européenne permettrait au GRU d'effectuer des opérations clandestines non attribuables tout en envoyant des messages clairs d'intimidation aux chancelleries occidentales. Ce type d'actions pourrait se multiplier dans le cas où la Russie subirait des revers sur le champ de bataille et s'érige donc en point de vigilance majeure. Comme l'Iran dans les années 80, qui par le terrorisme a fait pression sur la France au regard de son soutien militaire à l'Irak, ce serait alors en Europe un retour du terrorisme d'État, mode opératoire en-deçà du spectre conventionnel intrinsèque aux guerres hybrides et scénario dans lequel des éléments d'ultradroite européens, instrumentalisés par les services russes, pourraient s'ériger en porteurs de menaces à portée stratégique.

Ultradroite allemande : une menace virulente contre la sécurité des personnes et la sûreté de l'État

Le devoir de mémoire vis-à-vis des crimes du nazisme est aujourd'hui consubstantiel à l'identité allemande. Les horreurs de la Shoah et les crimes de l'humanité du régime nazi n'ont cessé de hanter une société qui, dans sa majorité et les générations faisant, a finalement eu le courage d'affronter son passé. Pourtant, malgré le travail de mémoire, l'Allemagne est le pays d'Europe le plus touché par le terrorisme d'ultradroite qui aurait coûté la vie à 218 personnes depuis 1989¹²³. L'Allemagne compterait près de 12 000 militants d'ultradroite dangereux, soit quatre fois plus qu'en France et est le pays européen où sévissent le plus d'activistes, notamment dans les faubourgs d'ex-RDA. Par ailleurs, contrairement à la France et à la plupart des pays européens où la menace terroriste principale demeure djihadiste, l'Allemagne à l'instar des États-Unis, érige la menace

d'ultradroite comme absolument prioritaire. Terre de naissance du nazisme, l'Allemagne occupe une place à part dans l'ultradroite européenne et n'a pas attendu l'avènement des réseaux sociaux et de l'influence anglo-saxonne véhiculée dans le cyberspace pour, dès les années 90, faire face à des attentats xénophobes.

1990-2011 : Attentats néonazis et passivité des autorités allemandes

Dans les suites de la réunification, plusieurs attentats ont visé la communauté turque laquelle représenterait aujourd'hui près de 5 millions d'habitants. Née notamment des liens historiques établies par le Kaiser Wilhem II avec le Sultan Abdul Hamid II et des efforts de reconstruction, l'immigration turque est brocardée par l'ultradroite allemande comme une menace existentielle. Ainsi, deux incendies volontaires contre des familles dans les années 90 vont être particulièrement meurtriers. D'abord dans la localité de Moeln où deux fillettes et leur grand-mère périssent à l'hiver 1992 et dans la ville de Solingen où, le 29 mai 1993 un groupe de néonazis met le feu à une maison tuant cinq personnes dont trois enfants. Plusieurs voix dénoncent alors la passivité des autorités¹²⁴ devant la réalité de la menace, et la cavale du groupuscule « *Nationalsozialistischer Untergrund* » (NSU) va leur donner raison. En effet, les services vont être incapables d'arrêter les trois membres de ce groupuscule terroriste, tous issus de l'ancienne RDA, qui de 2000 à 2011 tuent 10 personnes et visent spécifiquement la communauté turque. Plutôt que de voir dans ce ciblage des actes terroristes, la police a préféré s'orienter vers un règlement de compte intracommunautaire au point de soupçonner les familles de victimes. Le procès qui s'est ouvert en 2013 et clos en 2021¹²⁵ a été le plus long de l'histoire judiciaire allemande cristallisant ainsi le traumatisme engendré par cette cavale morbide, notamment au regard de la passivité révélée des autorités allemandes lors de l'enquête et des soupçons de

¹²³ Selon l'ONG allemande Amadeu Antonio Foundation.

¹²⁴ Notamment Bernd Wagner, ancien policier et spécialiste de l'Ultra Droite : « *C'est un déni de réalité qui relève du refoulement de notre passé.* » Car, à l'époque, l'Allemagne tout juste réunifiée se devait de présenter une image exemplaire, pour ne

pas inquiéter ses voisins ou pour se rassurer elle-même. ».

¹²⁵ En juillet 2018, Beate Zschäpe, seule survivante de la NSU sera condamnée à la perpétuité et en aout 2021, la Cour fédérale Allemande rejettera son appel

certaines connivences particulièrement insoutenables pour une société souhaitant dépasser ses traumatismes.

2015 : multiplication de cellules terroristes sur fond de crise migratoire

Dès les années 2015 à 2020, on assiste à une montée du risque terroriste d'ultradroite sur fond de crise migratoire et d'émergence de partis politiques d'extrême droite comme l'AFD. Au cours de l'été 2015, en pleine crise migratoire, le *Groupe Freital* du nom d'une petite commune en ex-RDA, composé d'une dizaine de néonazis, va attaquer à l'explosif des foyers pour réfugiés et des personnalités politiques locales favorables à l'accueil de migrants. En 2018 le groupuscule « *Revolution Chemnitz* », composé d'hooligans et skinheads qui prévoyait des attentats contre des étrangers et contre des figures de l'État fédéral est démantelé tandis que le 14 février 2020 un groupe qui s'était affublé du nom de « *Noyau Dur* » et qui visait des mosquées et responsables politiques est aussi arrêté. Que ce soit le « *Groupe Freital* » « *Révolution Chemnitz* » ou « *Noyau dur* », ces groupuscules visent non seulement les personnes issues de l'immigration mais aussi les responsables politiques qu'ils jugent « *complices* » de cette vague migratoire. Ce ciblage contre les représentants de l'État culmine avec l'assassinat le 2 juin 2019 de Walter Lübcke, haut fonctionnaire et soutient à la politique d'assistance aux réfugiés¹²⁶. Devant ce péril pour la cohésion nationale et la sécurité des personnes, la lutte contre ces groupuscules va s'intensifier et plusieurs « *coup de filet* » vont intervenir. En avril 2022, des centaines de policiers vont perquisitionner des locaux dans 11 Länder ciblant les groupes « *Combat 18* », « *Atomwaffen Division* », « *Knockout 51* »¹²⁷ et « *Sonderkommando 1418* ». Si la lutte contre les groupuscules s'intensifie, la lutte contre les profils radicalisés en autonomie sur le cyberspace vouant

une fascination aux attentats de type accélérationniste est un autre défi pour les autorités allemandes.

Des attentats meurtriers d'inspiration accélérationniste

Le 9 octobre 2019, jour du YomKippour un attentat visant une synagogue dans la ville de Halle-sur-Saale fait deux morts et deux blessés et vise à la fois les populations juives et turques. L'auteur laisse un « *manifeste* » dans lequel il précise que son objectif est de « *tuer autant d'anti-Blancs que possible, de préférence des Juifs* ». Cet attentat est un condensé de ce qu'est l'ultradroite terroriste allemande aujourd'hui, à la fois héritière du national-socialisme et engagée dans l'ultra violence contre les populations musulmanes. Cette violence va aussi s'exprimer dans l'attentat du 19 février 2020 contre deux bars à chicha dans la commune de Hanau qui fera 9 morts. Les autorités retrouvèrent chez le terroriste un manifeste de 24 pages et une vidéo où il se définit comme « *Incel* ». Manifestement paranoïaque, il précise la haine qu'il voue aux « *turcs, marocains, libanais et kurdes* » mentionnant qu'ils doivent être « *complètement exterminés* ». Malgré des mesures contre la haine en ligne¹²⁸, un durcissement de la législation sur les armes à feu et la création en février 2019 de 600 postes dans les services, le gouvernement n'empêche pas de nouvelles tentatives heureusement stoppées à temps. Au cours de l'été 2021, un individu qui se réclamait de la branche « *AtomWaffen Division* » cherchant à acquérir du matériel explosif est interpellé tandis qu'en mai 2022, la police retrouve dans le domicile d'un adolescent « *16 bombes tuyaux* » ainsi que des écrits en lien avec l'ultradroite. Vu la menace, entraver ces groupuscules et profils autoradicalisés constituent pour les autorités allemandes un défi de chaque instant tant un passage à l'acte est une probabilité assurément élevée.

¹²⁶ L'assassin de Walter Lübcke avait déjà été condamné en 1993 pour un attentat contre un foyer de réfugiés à Hohenstein-Steckenroth et fréquentait assidûment les groupuscules néonazis.

¹²⁷ Les membres de ce groupe auraient aussi participé de façon violente à des manifestations « *anti-covid* » démontrant un peu plus la porosité entre l'ultradroite et le complotisme visant les mesures sanitaires

¹²⁸ Le 19 février 2020, jour de l'attentat de Hanau, le gouvernement approuvait un projet de loi visant en particulier à obliger « *les plateformes de réseaux sociaux à signaler de manière proactive les contenus illégaux tels que les menaces de mort ou l'incitation à la haine aux autorités* »¹²⁸ renforçant ainsi la loi NetzDG (Netzwerkdurchsetzungsgesetz), entrée en vigueur le 1er octobre 2017.

Entrisme et menace contre l'ordre constitutionnel

Cette infiltration de l'appareil d'État fait écho dans l'histoire allemande à ces très nombreux fonctionnaires qui, afin d'assurer la continuité de l'État, ont été maintenus à leur postes ou rappelés à leurs fonctions après la guerre alors qu'ils avaient servi le IIIème Reich. Leur présence au sein des ministères avait notamment permis une forme d'omerta et de couvrir certains criminels nazis. Une réalité notamment dénoncée dans les années 70 par Beate et Serge Klarsfeld. En outre, le procès de la NSU avait déjà révélé des complicités et/ou ignorances coupables au niveau des services de sécurité allemands. En janvier 2021, s'ouvre le procès d'un militaire des « *forces spéciales* » du KSK. Connu pour ses sympathies néonazies, la police fédérale allemande retrouve à son domicile armes et explosifs. L'enquête va révéler qu'un lieutenant-colonel de cette unité et près de 20 personnels entretiennent des liens étroits avec la mouvance néo-nazie¹²⁹. Les autorités ont finalement dissous une compagnie entière du KSK et réorganisé l'unité afin de pouvoir mieux cribler ses personnels et éviter un sentiment d'appartenance trop fort qui conduirait à tenter de s'affranchir des codes républicains de la Bundeswehr. L'affaire du KSK fait écho à celle de l'arrestation en 2017 de Franco Albrecht, ex-officier allemand qui sera condamné en 2022 à cinq ans et demi de prison pour terrorisme. Il avait notamment ciblé le ministre de la Justice et l'ancienne vice-présidente du Bundestag. Ces affaires démontrent aussi que l'ultradroite cherche à recruter parmi les militaires et policiers, une réalité dénoncée par Europol et particulièrement avérée en Allemagne¹³⁰.

Cette menace contre l'État fédéral va culminer le 7 décembre 2022. Après la plus vaste opération policière jamais menée, les autorités annoncent avoir déjoué un projet de coup d'État visant à s'emparer

du Bundestag et à abattre l'ordre constitutionnel au profit de l'instauration d'un régime monarchique. Loin d'être fomentée par des voyous, les 25 putschistes avaient comme meneurs une magistrate ancienne députée AFD, un ancien lieutenant-colonel et membre fondateur du KSK et Henri XIII Prince Reuss, descendant d'une lignée de souverains de Thuringe. Un membre du KSK et des réservistes ont aussi été interpellés et la compagne de Henri XIII, de nationalité russe, aurait été en charge de prendre l'attache des autorités du Kremlin en cas de succès. Cette tentative de coup d'État a pris forme au sein de la mouvance complotiste des Reichburger qui ne reconnaît pas la légitimité des institutions de la République fédérale et défend le rétablissement de l'empire allemand lequel n'aurait juridiquement pas été aboli par la République de Weimar en 1919¹³¹. Le parquet fédéral allemand précisera que ce groupe était aussi inspiré des théories conspirationnistes américaines Qanon, au point que les États-Unis aient offert leur assistance dans l'enquête. Puisant ses racines dans l'histoire tourmentée de l'Allemagne autant que dans les théories complotistes transnationales, cette tentative de coup d'État démontre une capacité à mobiliser quelques « *forces vives* » bien insérées en société, un fait particulièrement inquiétant. Si un renversement du gouvernement par ce groupuscule était concrètement hautement improbable, le simple fait de concomitamment s'attaquer au Bundestag, au chancelier et à des ministres aurait plongé, ne serait-ce que pour quelques heures, le pays dans la tourmente et l'aurait renvoyé à ses pires démons. Si l'Allemagne devait plonger dans le chaos institutionnel, même momentanément, c'est l'Europe entière qui serait ébranlée. Ainsi, la virulence de l'ultradroite allemande et sa capacité à infiltrer l'État fédéral est non seulement une menace pour l'Allemagne mais aussi pour la stabilité de toute l'Europe. Un risque à ne pas négliger à l'heure où la guerre d'Ukraine expose l'Europe à des risques de subversion sans précédents.

¹²⁹ Une proportion cinq fois plus élevée que dans la Bundeswehr. En outre, il a été relevé que 48.000 munitions et 62 kilos d'explosifs avaient disparu de l'armurerie du KSK.

¹³⁰ Un rapport confidentiel d'Europol révèle que l'ultradroite européenne s'arme et est en train de recruter dans les rangs des militaires et des policiers. Lien

URL :

<https://www.mediapart.fr/journal/france/101019/1-ultra-droite-europeenne-recrute-parmi-les-forces-de-l-ordre>

¹³¹ En 2018, le Verfassungsschutz a dénombré près de 18 000 membres apparentant à cette mouvance et en 2016, un membre ouvre le feu sur la police, faisant un mort et trois blessés.

Tuerie de masse en direct : l'attentat de Buffalo comme modèle d'action violente de l'ultradroite américaine

Alexandre RODDE

Consultant sûreté et chercheur sur les questions de terrorisme

Le 14 mai 2022, aux alentours de 14h30, Payton Gendron, 18 ans, ouvrait le feu dans un supermarché Tops Friendly du quartier Kingsley à Buffalo dans l'état de New York (États-Unis). L'attaque faisait dix morts et trois blessés, dont un agent de sécurité armé ayant tenté de mettre fin à la fusillade. Six minutes seulement après le premier coup de feu¹³², les forces de l'ordre parvenaient à interpellé le terroriste. Après plusieurs rebondissements judiciaires, Gendron a choisi de plaider coupable, reconnaissant sa culpabilité devant la justice de l'État de New York pour 15 infractions dont des faits de « *domestic terrorism* ». Premier condamné pour ce type d'infraction dans l'État, il risque la perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle¹³³. Gendron devra également faire face, d'ici quelques mois, à la justice fédérale, où une condamnation à mort est envisageable. L'attentat de Buffalo illustre un certain nombre d'évolutions transverses au sein de la mouvance d'ultradroite américaine. Son étude approfondie et sa mise en contexte permettent ainsi de comprendre l'évolution de la menace outre-Atlantique.

Payton Gendron, terroriste lié à la mouvance suprémaciste blanche, a principalement pris pour cibles des afro-américains, qui constituent onze des treize victimes de l'attentat. La fusillade avait été diffusée en direct sur la plateforme de streaming Twitch. Il a également publié un manifeste en ligne, long de 180 pages, afin d'expliquer et de justifier ses actions, et de décrire les motivations qui l'ont poussé à passer à l'acte, ainsi que ses réflexions sur les préparatifs nécessaires à cette attaque. Le texte débute avec un court passage évoquant les motivations de Gendron : un « génocide blanc », lié selon lui à l'immigration et aux taux de fertilité très

bas des pays occidentaux. L'attaque menée a donc pour objectif de permettre la « survie » de la race blanche, un thème que l'on retrouve tout au long du texte, mais également dans la rhétorique de plusieurs autres terroristes d'ultradroite des dernières années. Après cette introduction, Payton Gendron se présente. Né en 2003 et résident à Southern Tier (New York), il est issu d'une famille de trois enfants et suit un parcours en sciences de l'ingénieur à State University of New York Broome Community College (SUNY Broome). Le terroriste préface son action en précisant qu'il n'est pas un ancien militaire, n'a reçu aucune formation tactique et ne souffre d'aucune pathologie psychiatrique. Il partage ensuite le résultat d'un test de personnalité MBTI auquel il avait récemment répondu. Le paragraphe se termine par la déclaration suivante : « *La vérité est que ma vie personnelle et mes expériences n'ont aucune valeur. Je suis simplement un homme blanc qui cherche à protéger et à servir ma communauté, mon peuple, ma culture et ma race* ». Ce thème est rapidement repris dans la série de questions auxquelles le tireur répond dans la partie suivante. Il déclare ainsi : « *Nous devons préserver l'existence de notre peuple et l'avenir des enfants blancs* », slogan dit des « 14 mots », créé par le terroriste d'ultradroite David Lane, membre du groupe The Order. Lane a été condamné, à la fin des années 80, à 190 ans de détention aux États-Unis, notamment pour l'assassinat de l'animateur radio Alan Berg. Gendron insiste ensuite sur le fait qu'il ne fait pas partie d'un groupe et qu'il a agi seul. Il se décrit comme un suprémaciste blanc et un antisémite, mais précise qu'il pourrait être considéré comme « *de gauche ou de droite* » en fonction de la définition. Le tireur décrit ensuite un parcours de radicalisation relativement solitaire, consommant en ligne de la propagande d'ultradroite, jusqu'à la

¹³² “We Have Bodies Down Here: Police Radio Transmission Reveal Grim Scene at Saturday’s Mass Killing” A. Besecker, Buffalo News, mai 2022.

¹³³ “The Buffalo Tops shooting suspect pleads guilty to state murder charges” J. Franklin, NPR, novembre 2022.

découverte de l'attaque contre la mosquée Al Noor et le centre islamique de Linwood en Nouvelle-Zélande. Il décrit cet événement comme celui qu'il l'a « éveillé » et l'a poussé à agir en agissant pour combattre « les remplaçants ».

L'organisation de l'attaque de Buffalo et les thèmes évoqués par Payton Gendron illustrent une série d'évolutions et de tendances observables depuis quelques années lors des attentats d'ultradroite dans le monde occidental. Une montée en puissance d'un discours radical, parfois repris par des mouvements politiques légalistes et profitant de leur vivier de recrutement, permet un plus grand nombre de candidats au passage à l'acte pour la mouvance. Les nombreuses arrestations des membres de groupes terroristes d'ultradroite, notamment aux États-Unis, ont favorisé l'avènement d'assaillants solitaires, plus difficiles à détecter. La capacité de communication de ces terroristes, à travers des contenus diffusés sur les réseaux sociaux, est également inédite. Enfin, une internationalisation de la mouvance, persuadée de faire face à un ennemi commun, complique la maîtrise d'un phénomène pourtant surveillé au niveau national.

Montée en puissance

La mouvance d'ultradroite constitue depuis longtemps une menace sérieuse pour les États-Unis. En effet, dès la fin des années 70, plusieurs attentats ont été perpétrés par des militants de la mouvance, et ce de façon régulière, depuis près de quarante ans. Néanmoins, les analystes américains notent une augmentation de ces attentats depuis quelques années, avec approximativement un millier d'enquêtes terroristes domestiques par an menées par le *Federal Bureau of Investigation* (FBI) depuis 2017, principalement sur la mouvance d'ultradroite. Le gouvernement américain déclarait également que la menace d'ultradroite « *resterait probablement la menace la plus létale pour le territoire national* »¹³⁴. Si depuis 2020, cette augmentation est également

constatée pour la mouvance d'ultragauche américaine, les attaques menées par les militants d'ultradroite américains sont plus fréquentes et surtout plus mortelles¹³⁵. Les raisons de cette multiplication des attaques, qui n'est pas unique aux États-Unis, sont multiples et exigent une étude plus complète pour être parfaitement explorées¹³⁶. L'une des raisons régulièrement évoquées est le durcissement du discours politique, particulièrement lors de grands sujets de société occidentaux où les oppositions entre militants demeurent fortes¹³⁷.

Dès lors, si l'action violente d'ultradroite était précédemment limitée à une frange minime, on l'observe désormais par une population plus large. Celle-ci n'est pas complètement acquise aux idées de l'ultradroite américaine, mais s'y associe épisodiquement, par opportunité, lorsque leurs intérêts semblent coïncider. Cette concordance des luttes entre des populations dont les opinions politiques diffèrent parfois beaucoup, offre à l'ultradroite américaine une capacité opérationnelle bien plus importante, mais nécessite également une analyse fine des événements où cette capacité opérationnelle est mise en œuvre. Deux exemples récents de ce type d'événements aux États-Unis illustrent la complexité de ce phénomène : les actions de la famille Bundy à Gold Butte et Malheur National Park, et l'émeute du Capitol.

En avril 2014, le *Bureau of Land Management* américain, en charge de la gestion des terrains publics, décide d'agir contre le ranch de Cliven Bundy dans le sud du Nevada et de saisir son bétail. Bundy, avec l'aide de sa famille, parvient à rassembler de nombreux soutiens politiques et accueille sur son terrain une manifestation qui se prolonge sur plusieurs jours. Parmi les manifestants, on retrouve des citoyens engagés mais aussi des criminels¹³⁸ et des extrémistes liés à la mouvance

¹³⁴ “An Assessment of the U.S. Government’s Domestic Terrorism Assessment” S. Hughes, R. Kurup, Lawfare, mai 2021.

¹³⁵ “The rise of domestic extremism in America” R. O’Harrow, A. Ba Tran, D. Hawkins, The New York Times, avril 2021.

¹³⁶ Pour quelques éléments de réponses sur ces questions, on peut lire « Le terrorisme d’extrême droite dans l’ère de Christchurch » Alexandre Rodde

Anthony Marchand, La Revue Politique et Parlementaire, juin 2019.

¹³⁷ Ces sujets varient selon les pays : élection de Donald Trump aux États-Unis, Brexit au Royaume-Uni, mouvement des Gilets Jaunes en France par exemple.

¹³⁸ “Before Vegas Shooting, Couple Traveled To Bundy Ranch Stand-Off” NPR, juin 2014.

d’ultradroite, dont certains membres de milices¹³⁹. Le 12 avril, le groupe de manifestants décide de converger vers le site de Gold Butte, où 400 têtes de bétails confisquées sont parquées. Un important groupe, dont plusieurs membres sont armés, bloque une autoroute et fait face, en nombre, aux agents du *Bureau of Land Management*, dans une situation tendue où des armes sont pointées sur les agents fédéraux. Face à une situation risquée et après plusieurs heures de tensions, les agents fédéraux décident de restituer les animaux à Cliven Bundy. Deux ans plus tard, en 2016, son fils Amon Bundy organise l’occupation illégale par des militants armés du *Malheur National Wildlife Refuge* dans l’Oregon pendant une quarantaine de jours, jusqu’à l’arrestation de la majorité des participants et la neutralisation d’un militant armé, Robert Lavoy Finicum¹⁴⁰. Lors des deux événements, on retrouve une population hétérogène, composée de citoyens inquiets, de délinquants en profitant pour s’opposer au gouvernement fédéral, et de quelques extrémistes cherchant une occasion d’action violente. Le contact entre ces différentes populations permet un mélange idéologique inédit et crée une situation particulièrement instable pour les forces de l’ordre locales et fédérales. L’émeute du Capitole le 6 janvier 2021¹⁴¹ partage un certain nombre de caractéristiques communes avec les événements organisés par la famille Bundy en 2014 et 2016. Dans les deux cas, l’évènement avait été une action d’opportunité, même si certains militants d’ultradroite avaient anticipé la possibilité que l’émeute survienne¹⁴². Les deux événements ont également rassemblé des populations diverses. Lors de l’émeute du Capitole, on retrouve une minorité de militants d’ultradroite violente et organisée, des groupes d’activistes tels que les Oath Keepers et les Proud Boys dont certains membres sont violents, des complotistes comme les adhérents à la théorie de QAnon et des supporters politiques jusqu’alors non-violents. Dans les deux cas, la convergence des forces entre ces différents groupes a fait le jeu de l’ultradroite et mis en défaut les forces de sécurité

intérieure américaines, avec des dégâts humains limités, à l’exception du meurtre du policier Brian Sicknick.

Un autre élément qui permet la montée en puissance de la mouvance d’ultradroite américaine est sa rhétorique. En effet, certains thèmes, jusqu’alors réservés à une frange plus radicale, sont désormais entrés dans le débat public, souvent du fait d’un engrenage politico-médiatique. La diffusion de ces éléments de langage dans une population plus large pose plusieurs difficultés pour les forces de sécurité intérieure. Pour les analystes, les signaux faibles qu’ils représentaient se retrouvent « dilués » dans un nombre de publications plus important sur les réseaux sociaux. Le « grand remplacement », thème principal du manifeste rédigé par Payton Gendron avant l’attaque de Buffalo, était par exemple un signal relativement clair d’une pensée radicale quelques années auparavant et pouvait constituer un élément parmi un faisceau d’indices pour un analyste travaillant sur les questions de radicalisation violente ou d’anti-terrorisme. En 2022, la thèse « repopularisée » par l’écrivain Renaud Camus est désormais évoquée régulièrement dans le débat public, autant que dans les groupes de discussions d’ultradroite, et ne constitue plus un signal faible d’une volonté violente. Cette diffusion d’idées nécessite dès lors une montée en compétence de la capacité d’analyse des forces de sécurité intérieure. Elle constitue un point clé de la rhétorique du terroriste de Buffalo, qui déploie nombre d’arguments génétiques et statistiques pour la légitimer. Le tireur divise son argumentaire en deux parties, « *About Blacks* » sur la population noire américaine (10 pages) et « *About Jews* » sur la communauté juive (29 pages), où il décrit les premiers comme les « remplaçants » et les seconds comme les organisateurs du système étatique responsable du « grand remplacement ». La volonté de Payton Gendron de citer ses sources, parfois étatiques et médiatiques, pour insister auprès de ses lecteurs sur la véracité de ses propos, montre un désir de

¹³⁹ “The Battle Over Bunkerville The Bundys, the Federal Government and the New Militia Movement” S. Childress, PBS, mai 2017.

¹⁴⁰ Pour plus information, lire excellent livre de John Temple « *Up in Arms: How the Bundy Family Hijacked Public Lands, Outfoxed the Federal*

Government, and Ignited America's Patriot Militia Movement”.

¹⁴¹ *Emeute au Capitole à Washington DC : Eléments de réflexion initiale* - Centre d’Étude de la Sécurité et de la Défense (Février 2021)

¹⁴² “National Terrorism Advisory System Bulletin” Department of Homeland Security, Janvier 2021.

convaincre, basé notamment sur la croyance que certaines de ces convictions idéologiques sont déjà présentes au sein d'une partie de la population. Le terroriste explique ainsi que ses idées sont partagées par des individus « *de tous bords, avec tout type de profession et tout secteur d'activités* », rassemblés dans des « *milliers d'organisations* », regroupant des « *millions de gens* ». L'exagération de ces nombres est évidente, mais diffère des nombres qui étaient donnés par ses prédécesseurs, plus enclins à se croire une avant-garde minoritaire.

Ces deux éléments, que sont un vivier de recrutement plus important et une rhétorique plus diffuse, permettent à l'ultradroite américaine de monter en puissance. Néanmoins, aucun de ces deux éléments ne constitue une infraction pénale, et les libertés d'association comme d'opinion sont protégées par le premier amendement de la Constitution américaine. Ces facteurs ne sont que des vecteurs de radicalisation. Pour ce qui est du passage à l'acte terroriste, d'autres tendances sont observables.

Opérateur solitaire

L'attaque de Buffalo a été menée par un terroriste solitaire, qui a planifié, organisé et financé son attaque sans assistance extérieure. Comme l'explique Gendron dans son manifeste :

« Je me suis préparé pour cette attaque de façon passive comme chaque Américain, en achetant des munitions, de l'équipement dans des surplus militaires, et en allant tirer de temps en temps pendant plusieurs années. Ce n'a été qu'au début du mois de janvier 2022 que je m'y suis sérieusement. »

Le mode opératoire et le lieu de l'attaque n'ont pas été choisis aléatoirement. Le terroriste explique ainsi avoir utilisé une arme à feu car : « *il n'y a que très peu d'armes qui sont aussi faciles et efficaces pour tuer que les armes à feu, et tout particulièrement le Bushmaster XM-15 que j'utiliserai* ». Il est également conscient du caractère polémique de l'usage d'une telle arme et des polémiques que

l'attentat va provoquer : « *L'effet [de l'usage d'un fusil d'assaut] sur le débat public, la couverture médiatique supplémentaire qu'ils fourniront et les réformes sur le droit des armes qui seront mises en avant joueront tous en ma faveur.* »

Ce type d'attentat, dont les préparatifs sont plus difficiles à détecter pour les forces de l'ordre, est désormais fréquent au sein de mouvance d'ultradroite américaine. L'évolution de celle-ci, d'abord composée de groupes de taille conséquente, puis d'individus solitaires, a eu lieu de façon progressive. À la fin des années 70, de nombreux groupuscules terroristes d'ultradroite émergent sur le sol américain. On peut ainsi citer *The Order* ou *The Covenant, the Sword, and the Arm of the Lord (CSA)*, des groupes de militants réunissant des armes, organisant l'assassinat d'opposants ainsi que des braquages pour financer la cause. Face à une menace croissante, les forces de l'ordre américaines réagissent rapidement. Le format de l'ultradroite américaine de l'époque, organisée dans des groupes pyramidaux, permet une infiltration par des agents du FBI et voit également certains de ses membres « retournés » par les forces de l'ordre américaines, comme ce fut le cas pour *The Order*. Devant ces difficultés, les premiers constats sont tirés par les stratèges de la mouvance. Dans un essai écrit en 1983, mais publié en 1992, Louis Beam, pionnier de l'action violente d'ultradroite américaine, a théorisé et diffusé le concept de « *leaderless resistance* ». Il y propose alors un système d'organisation où des cellules solitaires composées d'un ou deux membres, sans relation hiérarchique entre elles, agissent en sélectionnant leurs propres objectifs et méthodes, tout en servant une idéologie commune. Ainsi, chaque opérateur arrêté ne met pas l'ensemble de la structure en péril. L'absence de communication entre les terroristes limite également les risques de détection. La « *leaderless resistance* » est rapidement adoptée par l'ultradroite américaine. Le terme de « *loup solitaire* » sera ensuite avancé par deux autres membres de l'ultradroite américaine, Tom Metzger et Alex Curtis, à la même période. La première attaque d'ampleur commise par un individu solitaire¹⁴³ aura lieu le 19 avril 1995 à Oklahoma City.

¹⁴³ Timothy McVeigh sera assisté par Terry Nichols et Michael Fortier, mais l'attaque reste principalement organisée, financée et mise en œuvre

par lui seul. Pour plus d'informations, lire « *American Terrorist: Timothy McVeigh and the*

Timothy McVeigh fait exploser un camion chargé de 3,2 tonnes d'explosifs devant le bâtiment fédéral Alfred P. Murrah, tuant 168 personnes dans une attaque qui est, à l'époque, la plus mortelle n'ayant jamais eu lieu aux États-Unis. Ce type d'attaques menées par des individus solitaires devient ensuite le modèle le plus fréquent aux États-Unis. Depuis quelques années, on observe un nombre croissant de tueries de masse par des militants d'ultradroite agissant seuls :

- attentat contre le temple Sikh à Oak Creek (Wisconsin) - 2012, 6 morts,
- attentat de Charleston (Caroline du Sud) - 2015, 9 morts,
- attentat contre une synagogue à Pittsburgh (Pennsylvanie) - 2018, 11 morts,
- attentat d'El Paso (Texas) - 2019, 23 morts.

Des groupes terroristes d'ultradroite existent néanmoins sur le sol américain. L'arrestation de six membres de la milice des *Wolverine Watchmen*, accusés d'avoir tenté de capturer Gretchen Withmer, gouverneur du Michigan, montrent que ce type d'effort organisé persiste¹⁴⁴. Cependant, la capacité opérationnelle de ces groupes reste limitée, comme l'explique Daniel Byman : « *Les groupes sont eux même désorganisés, et la mouvance est divisée par les conflits internes. Ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les cibles à prioriser, sur un leader potentiel, et une grande partie d'entre eux ne sont pas capables de mener des opérations clandestines, ce qui en fait des proies faciles pour les forces de l'ordre.* »¹⁴⁵. Si les terroristes solitaires sont, par nature, limités dans leur capacité opérationnelle, on observe un effort de planification et de préparation croissant chez les assaillants. L'exemple de la fusillade de Buffalo l'illustre clairement. Payton Gendron écrit ainsi comment il a choisi le lieu de son attaque : « *(NOM DE LA VILLE)*¹⁴⁶ *a la population noire la plus importante et ce n'est pas trop loin. De plus les lois sur les armes à New York sont strictes donc ça me rassurera si je sais qu'aucun citoyen ne sera légalement armé que*

d'une arme avec un chargeur de seulement dix cartouches ». Il a également repéré le supermarché à l'avance, prenant note des gardes armés présents sur place, et dessiné un schéma des lieux. Le choix de l'armement et de l'équipement a également été longuement étudié par le terroriste. Sur les 180 pages de son manifeste, une centaine environ concerne la préparation logistique de l'attaque. Gendron y évoque l'armement, les accessoires, les protections balistiques, les vêtements tactiques et l'équipement, les classant par ordre de qualité, listant leur prix et les sites de vente en ligne où les produits étaient accessibles.

La longue analyse logistique et la brève analyse tactique précédant l'attaque montrent un objectif double du terroriste. Le premier est de monter en compétence et par là, en capacité opérationnelle lors de son attaque. On peut ainsi observer dans la vidéo diffusée une certaine maîtrise de son armement et de quelques gestes techniques bâclés (rechargement tactique, couverture, etc.) Le second objectif est de fournir des instructions et des conseils à ses successeurs. En effet, comme avait pu le faire Anders Breivik avant ses attaques à Oslo et Utoya, la diffusion d'un manifeste comprenant un plan d'action et des recommandations tactiques peut permettre l'organisation d'attaques plus structurées par d'autres militants d'ultradroite. Cette volonté d'inspirer d'autres attaques, aux États-Unis mais aussi à l'étranger, est désormais une caractéristique de la mouvance d'ultradroite aux États-Unis.

Internationalisation de la menace

Alors que les mouvances d'ultradroite et leurs militants étaient historiquement engagés dans une vision nationale de leurs actions, et particulièrement isolationniste aux États-Unis, l'attaque de Buffalo se place dans une dynamique internationale évidente. La sémantique de son manifeste le prouve : le terme « américain » n'y est utilisé que dix fois, alors que le terme « européen » l'est à cinquante-trois reprises. En effet, le tireur se positionne dans une mouvance

Oklahoma City Bombing” Lou Michel, Dan Herbeck.

¹⁴⁴ L'affaire est toujours en cours, et plusieurs ont depuis été acquittés. Voir : « 2 men are acquitted in a plot to kidnap Michigan Gov. Whitmer: hung jury on 2 more » NPR, avril 2022.

¹⁴⁵ “Assessing the right-wing terror threat in the United States a year after the January 6 insurrection” D. Byman, Brookings, janvier 2022.

¹⁴⁶ Le nom de la ville n'a volontairement pas été précisé par Payton Gendron.

d'ultradroite qui dépasse les frontières nationales américaines et rejoint un combat global pour le monde occidental. C'est contre un « génocide blanc » que le terroriste agit et pas uniquement contre un phénomène de « remplacement » propre aux États-Unis. Les références citées par le terroriste de Buffalo incluent de nombreux cas étrangers. Gendron évoque ainsi dans son manifeste :

- Anders Breivik auteur des attaques d'Oslo et d'Utoya en Norvège (2011, 77 morts)
- Dylann Roof, auteur des attentats de Charleston (Caroline du Sud), (2015, 9 morts)
- Anton Lundin Pettersson, auteur de l'attaque de Trollhattan en Suède (2015, 3 morts)
- Darren Osborne, auteur de l'attaque de la mosquée de Finnsbury Park au Royaume-Uni (2017, 1 mort)
- Luca Traini, auteur de l'attentat de Macerata en Italie (2018, 6 blessés).
- Robert Bowers, auteur de l'attentat de la synagogue de Tree of Life (2018, 11 morts)
- Brenton Tarrant auteur de l'attentat de Christchurch en Nouvelle-Zélande (2019, 51 morts)
- John Earnest, auteur de l'attentat de Poway (Californie) (2019, 1 mort)
- Phillip Manshaus, auteur de la tentative d'attentat de Baerum en Norvège (2019, 1 blessé)
- Patrick Crusius, auteur de l'attentat d'El Paso (Texas) (2019, 23 morts)

C'est donc dans une mouvance d'ultradroite globale que se place le terroriste de Buffalo et à un public international qu'il s'adresse. La théorie du *Grand Remplacement* lui permet d'atteindre cet objectif comme l'explique Daniel Byman : « *Une théorie du complot si vaste facilite l'unification de la mouvance jusqu'à un certain degré, et permet aux militants d'adapter leur idéologie à leur sujet de haine spécifique* »¹⁴⁷. Byman explique ensuite que les cibles peuvent varier selon le contexte local et l'idéologie prônée par le terroriste : lieux de culte juifs, communauté noire ou musulmane, migrants, etc. mais que la théorie unificatrice du *Grand*

Remplacement permet aux militants d'ultradroite de s'engager dans une discussion globale. Cette évolution, relativement récente, transforme de façon importante la menace que représente la mouvance. Cette internationalisation de la menace complique également le travail des forces de sécurité intérieure, qui même si elles maîtrisent et comprennent les dynamiques nationales de la mouvance, peuvent subir une « surprise stratégique » lorsque des événements à l'étranger se répercutent dans leur juridiction.

Si l'idéologie permet donc de faire de l'attaque de Buffalo un acte de communication à l'international, le format de l'attaque facilite également cette médiatisation. Deux éléments de l'attaque permettent un effet global de celle-ci : sa diffusion en direct et la publication d'un manifeste. La première diffusion d'un meurtre en direct, de façon délibérée, a eu lieu lors de l'attaque de Moneta (Virginie) par Vester Flanagan III le 26 août 2015. Le journaliste américain assassine deux de ses collègues lors d'une interview et blesse une troisième personne, dans une attaque qui n'est pas idéologique par nature. En 2015, la diffusion en direct de ces deux homicides était rendue possible par le matériel professionnel d'une chaîne de télévision. L'expansion et la démocratisation des plateformes de streaming facilite aujourd'hui la diffusion de ces attaques. L'attaque de Christchurch, diffusée sur Facebook Live, illustre l'impact extrêmement important de cette méthode de médiatisation. La vidéo de l'attentat a été très largement partagée sur les réseaux sociaux, avec près de 1,5 millions de partages uniquement sur Facebook. L'effet de contagion est immédiat et persistant. Depuis la diffusion de la vidéo, les attaques de Poway (Californie) en avril 2019, Baerum (Norvège) et El Paso (Texas) en août 2019, Halle (Allemagne) en octobre 2019, Hanau (Allemagne) en février 2020 et Buffalo en mai 2022 y ont été inspirées. Deux de ces attaques, à Halle et Buffalo, ont par ailleurs été diffusées sur la plateforme de streaming Twitch. La capacité de ces vidéos à galvaniser a pu varier, suite par exemple à l'incompétence du terroriste d'Halle, mais il est certain que les assaillants comptent sur celles-ci pour motiver d'autres passages à l'acte. Les

¹⁴⁷ “The Global Roots of the Buffalo Shooting” D.Byman, Foreign Policy, mai 2022.

effets de la vidéo de la tuerie de masse de Christchurch persistent en effet, plus de trois ans après celle-ci, et sur trois continents. Il est donc probable que d'autres terroristes cherchent à reproduire cette « contagion » dans les années à venir, en diffusant leurs attaques en direct sur Internet. La rédaction et la publication d'un manifeste confirme cette dynamique et cette volonté de créer une réaction en chaîne. J.-M. Berger décrit ainsi ces textes comme « *le relais dans une course d'extrémistes, passé d'un meurtrier terroriste à un autre à travers les communautés en ligne [où ils sont partagés]* »¹⁴⁸. Les terroristes en sont également conscients et l'écrivent dans leurs manifestes. Ainsi Anders Breivik écrit : « *Expliquez ce que vous a fait (dans une annonce distribuée avant votre opération) et assurez-vous que tout le monde comprenne que nous, les peuples libres d'Europe, continueront à frapper, encore et encore* ». Patrick Crusius, responsable de l'attaque d'El Paso le décrit ainsi : « *J'ai réalisé qu'une attaque mal préparée et un manifeste « mouais » était mieux que pas d'attaque et pas de manifeste* »¹⁴⁹. La volonté d'inspiration et le déclenchement d'une série d'attaques dans l'ensemble des pays occidentaux restent un objectif clair de la mouvance d'ultradroite, comme le confirme l'attentat de Buffalo.

La tuerie de masse de Buffalo illustre donc parfaitement les grandes tendances qui traversent la mouvance d'ultradroite américaine. Du fait d'un discours public plus radical et d'un vivier de recrutement plus important, elle est en expansion. La

vaste majorité des actions violentes est menée par des individus solitaires, qui planifient et préparent leurs attaques méticuleusement. Ils agissent désormais au nom d'une idéologie globale qui dépasse les frontières nationales, pour « défendre » un monde occidental contre la menace du « Grand Remplacement ». Enfin, ils promeuvent leurs actions à un public large, en utilisant la diffusion en direct et la publication de manifestes, espérant en motiver d'autres pour passer à l'acte.

Si la menace reste limitée dans de nombreux pays occidentaux, notamment en France, elle est prégnante aux États-Unis, et risque de perdurer dans les années à venir. Un des éléments majeurs du manifeste de Payton Gendron laisse craindre une augmentation du nombre d'attentats à venir. Ainsi, le document débute avec une illustration du soleil noir, symbole fréquemment utilisé par l'ultradroite, et l'inscription « *Vous attendez un signal tandis que votre peuple vous attend* ». Le terroriste précise ensuite : « *Le meilleur moment pour attaquer était hier, le deuxième meilleur est aujourd'hui. Chaque jour qui passe sans attaque, des centaines de non-blancs migrent dans les pays Blancs et s'y reproduisent. Attendre plus longtemps ne rendra que plus difficile la tâche de les expulser ensuite* ». Le sentiment d'urgence des terroristes d'ultradroite, face à une menace de « remplacement » qu'ils perçoivent comme inéluctable et en pleine accélération peut motiver la multiplication des attentats. Une vigilance particulière doit donc être encouragée pour les forces de sécurité intérieure en charge de l'anti-terrorisme américain.

¹⁴⁸ “The Strategy of Violent White Supremacy is Evolving”, J.M Berger The Atlantic, Août 2019.

¹⁴⁹ « Testament to Murder: The Violent Far Right's Increasing Use of Terrorist Manifestos” J. Ware, ICCT, mars 2020.

Perspectives sur l'ultradroite en France

Nicolas LEBOURG

Docteur en histoire contemporaine, chercheur spécialiste de l'extrême droite

Page | 47

Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) - L'attentat de 2011 en Norvège perpétré par Anders Breivik est-il, selon vous, le point de référence de cette nouvelle vague d'ultradroite en Europe et dans le monde ?

Nicolas Lebourg - Anders Breivik a été un précurseur et est un modèle, même s'il a échoué initialement à avoir des disciples tel qu'il l'avait escompté. Il est aussi un marqueur : les années 2000 avaient été marquées par la mue néo-populiste des extrêmes droites européennes. Après le 11 septembre, elles s'étaient présentées comme les protectrices des libertés et des minorités (juifs, gays, etc.) contre un nouveau fascisme que serait le djihadisme, vite confondu avec l'Islam et, partant, avec la société multi-ethnique et multi-culturelle. Beaucoup d'observateurs bien trop pressés en déduisaient que cela signifiait une sortie de l'extrême droite, alors que ce n'était qu'une adaptation de ce champ qui a toujours évolué suite à des crises de ce type (le national-populisme, courant auquel se rattachent les lepénismes, est ainsi issu de la défaite française de 1870, tandis que le fascisme naît de la Première Guerre mondiale, etc.) Anders Breivik a montré que le néo-populisme pouvait à voir avec des processus de radicalisation violente et cognitive.

Iega - Comment définiriez-vous le terrorisme d'ultradroite en France avant 2011 ? S'agissait-il d'une menace résiduelle ou bien certains groupes étaient déjà bien implantés ?

N.L. - Ce terrorisme n'est pas neuf en France, mais il est assez différent avant 2011. Il y eut bien sûr le moment de l'Algérie française. Les attentats de l'Organisation armée secrète représenteraient entre 9 000 et 12 000 plasticages dans les départements

algériens, avec 1 500 tués et 5 000 blessés, et 71 morts et 394 blessés sur le territoire métropolitain. Si l'OAS a une capacité d'action territoriale étendue elle est loin d'être uniforme : sur les 404 attentats à l'explosif effectués en province en 1961 un quart avait lieu à Marseille. Certains groupes d'extrême droite ont proposé que la stratégie ne se limite pas à l'affrontement avec l'État mais s'axe sur un terrorisme anti-musulman, par exemple en 1960 des membres de Jeune Nation, le plus dynamique des groupes activistes d'alors. Cette dimension ethno-culturelle n'a cessé depuis de s'accroître. Cela commence à bas bruit dès qu'est acté l'indépendance algérienne : en juin 1964, la police interpelle 7 militants néo-nazis de Reims détenteurs d'explosifs et munitions en vue de perpétrer des attentats racistes contre ceux qu'ils nomment les « afro-maghrébins ». Les policiers ont d'abord pensé qu'ils participaient d'une organisation internationale, mais c'était en fait une cellule indépendante et c'est un trait spécifique de l'ultradroite jusqu'à nos jours : elle n'a que peu de structuration, et n'attaque pas l'État mais les minorités au sein de la société. On peut prendre en cas exemplaire le plasticage du consulat d'Algérie à Marseille en 1973, qui fait 4 morts et 23 blessés, et dont le texte de revendication assure qu'il s'agit de répondre à la colonisation algérienne de la France avec les moyens qu'utilisèrent les Algériens pour se défaire de la colonisation française. À la fin de cette décennie on va avoir une seconde phase importante qui se reconcentre sur des cibles juives à partir de 1976, avec 50 attentats à l'explosif en 1979 recensés par les services de police. Ils sont signés par une myriade de groupuscules. Puis s'ouvre une période où l'on constate le retour à une violence davantage anti-Arabs, mais avec des usages antisémites dans le cadre d'attentats à la fin des années 1980 et début des années 1990 qui sont revendiqués par de faux groupes juifs et perpétrés par des néonazis, avec le rôle essentiel d'un groupuscule aujourd'hui disparu

(le Parti nationaliste français et européen). C'est par exemple le cas du pseudo « Groupe Massada » qui a revendiqué l'attentat à l'explosif du 9 mai 1988 contre le foyer Sonacotra de Cannes La Bocca, décrit comme un « attentat de la résistance française juive », avant de se conclure par « Israël vaincra l'islam exécré ». Il y a également la pseudo « Irgoun Drei », auteur de trois actions anti-Maghrébins (un mort et sept blessés). Entre 1986 et 2016 il y a vingt groupes armés clandestins en cause, mais qui ne représentent qu'une soixantaine d'actions, signe que les étiquettes restent des cache-nez pour l'action et que celle-ci n'est pas construite avec une stratégie pérenne. La question n'est pas l'implantation de structures terroristes : il y a bien fin des années 1970 et 1980 des groupuscules néo-nazis portés sur le terrorisme, mais ils sont isolés et plus aucun n'est actif dès la fin des années 1990. Les groupes dont on parle aujourd'hui sont une nouvelle vague. Il est d'ailleurs symptomatique que Logan Nisin, condamné à 9 ans de prison pour ses projets terroristes, ait connu cette tentation après que le mouvement auquel il appartenait (les Jeunesses nationalistes, descendantes directes de Jeune Nation) ait été dissout en 2013.

lega - Comment expliquez-vous la recrudescence de projets et d'attentats en lien avec cette mouvance ?

N.L - L'actuelle tension naît de 2015, avec la concomitance de la crise des réfugiés et des attentats en France. La radicalisation de ces groupes est hétéronormée par les attentats djihadistes. Même s'ils disposent de bases idéologiques préexistantes, elles sont activées en un sens violent par le 13 novembre. Les groupes ont vu les attentats de 2015 comme la démonstration que la société multi-ethnique et multi-culturelle serait une pièce du jihad. C'est ainsi ce dernier qui met l'antisémitisme en seconde position au bénéfice de l'islamophobie. Alors que la violence d'extrême droite avait longtemps été confinée à des marginaux sociaux néonazis, c'est la première fois depuis la guerre d'Algérie que des profils ordinateurs, mais aussi militaires et policiers, présentent une issue terroriste aux idées autoritaires circulant dans l'espace public.

lega - Comment définiriez-vous la mouvance « accélérationniste » et la mouvance « survivaliste » ?

N.L - L'accélérationnisme s'est diffusée à partir de l'américaine *AtomWaffen Division*. Le groupe est né en 2015 d'internautes fréquentant le forum Iron March qui, entre 2011 et 2017, constituait une plateforme transnationale pour les nationalistes blancs des États-Unis, de Russie, d'Ukraine, d'Italie, etc. Pour eux et leurs disciples, les juifs sont les créateurs de la société multi- raciale afin de détruire la race blanche. La seule manière de sauver celle-ci serait d'accélérer le chaos : fusillades aléatoires, attentats ciblés, tout ce qui sème le chaos dans la société est profitable. Les manifestes des terroristes de Christchurch et de Buffalo ont particulièrement mis en lumière ces doctrines. Mais l'accélérationnisme est aussi une esthétique qui sait largement puiser dans la pop-culture : c'est un fascisme de l'ère numérique, un néonazisme totalement post-moderne qui ne veut pas d'organisation monolithique : au plus, les groupes sont les nœuds d'un réseau.

lega - Quelle est la place des réseaux sociaux dans les projets et attaques de l'ultradroite ? Comment communiquent les individus, quels réseaux sociaux sont utilisés et privilégiés ?

N.L - Protonmail, Signal et Telegram sont devenus des moyens très courants. Dans les arrestations de l'automne 2021, deux jeunes hommes néonazis et une jeune femme amatrice de propagande djihadiste s'étaient mis en relations via une boucle Telegram « AtomWaffen ». Ils sont soupçonnés d'avoir voulu préparer un double attentat, sous forme de tueries de masse en deux lieux différents perpétrés le 20 avril 2022, à quatre jours du premier tour de l'élection présidentielle et le jour de la naissance d'Hitler. Un mois après, un homme a été mis en examen pour provocation à un acte de terrorisme, détention d'arme de guerre et de substances explosives. Il animait une boucle Telegram qu'il avait inaugurée par les commandements de *Siege*, le livre doctrinaire de l'*AtomWaffen Division*. Le même mois, 13

individus d'un groupuscule monté sur Telegram mais dont les membres sont surtout Marseillais, sont arrêtés avec 130 armes à feu, des gilets pare-balles, etc. L'un des cadres de « l'Opération Azur » qui rêvait de coup d'État était abonné à pas moins de 32 canaux Telegram des extrêmes droites. Depuis toujours, l'extrême droite radicale française est un rhizome de groupuscules interconnectés, avec des militants encartés mais les messageries cryptées ont parfaitement parachevé ce caractère nébulaire.

lega - Quel lien existe-t-il entre la théorie du « grand remplacement » et le « survivalisme » ? Ces deux notions sont-elles imbriquées l'une dans l'autre ?

N.L. - Le survivalisme s'est non seulement très bien diffusé mais est devenu une part importante de la subculture de nombreux groupes et individus en France. Mais il faut lier cette dialectique entre les deux thèmes à l'influence souvent inconsciente des modèles américains. En 1972, le *National Socialist White People's Party* fustige le « white genocide », le génocide de la race blanche par le mondialisme juif via le métissage et la dénatalité induite par l'avortement, l'homosexualité, etc. La formule fonctionne très bien dans les mondes anglo-saxons. À partir de 1974, se sont aussi développées aux États-Unis les « Aryan nations » (« nations

aryennes ») : des villages communautaires blancs vivant en autarcie dans une enclosure raciale et culturelle. L'idée peut évoquer des expériences passées, des colonies allemandes en Amérique du Sud au phalanstère algérien projeté par les néofascistes de la Phalange française à la fin des années 1950. Or, dans la perspective de la guerre raciale, ces zones sont les bases de survie. Pour les nationalistes blancs le survivalisme ne consiste pas à se débrouiller en forêt mais à survivre à la guerre raciale. Les interconnexions sont puissantes. À titre d'exemple, a été démantelé le groupe Action des Forces Opérationnelles, qui considérait qu'il y avait un « grand remplacement », mais seuls quelques membres le voyaient avec une causalité juive, et qu'il fallait mettre en place une organisation contre-terroriste car le 13 novembre était donc l'ouverture des hostilités de la guerre raciale. En mai 2018, une vingtaine de membres avaient fait un stage survivaliste. L'un des membres a parfaitement fait le lien entre les deux phénomènes en déclarant ensuite : « ce que j'avais dans l'idée c'était qu'on est une communauté, qu'on aille dans une zone à l'abri à la campagne, qu'on devienne auto-suffisants ». Sans s'en rendre compte il aboutissait à l'idée de la communauté ethnique homogène assurant sa survie pendant l'apocalypse raciale provoquée par « le grand remplacement ».

Perspectives sur l'ultradroite aux États-Unis

Jean-Claude BEAUJOUR

Docteur en droit international (Sorbonne), LLM (UCL), PIL (Harvard), avocat au barreau de Paris

Page | 50

Institut d'études de géopolitique appliquée (Iega) - La menace terroriste d'ultradroite n'est pas une vue de l'esprit. Bien qu'elle soit d'une bien moindre ampleur par rapport au terrorisme islamiste, la menace d'ultradroite ne cesse d'évoluer. Comment définiriez-vous cette menace aux États-Unis ? S'agit-il selon vous d'une menace résiduelle ou bien est-elle ancrée dans la société ?

Jean-Claude Beaujour - La menace terroriste d'ultradroite n'est pas une vue de l'esprit car elle est une réalité qui se traduit au travers d'un certain nombre d'actes meurtriers ou de démarches anti-démocratiques. Il suffit de se souvenir de l'attaque de Buffalo du 14 mai 2022 au cours de laquelle 13 personnes ont trouvé la mort, l'auteur de cette tuerie de masse, Payton S. Gendron, se déclarant comme suprémaciste blanc. Mais aussi de la tuerie dans une église de Charleston le 17 juin 2015, faisant 9 morts dans l'une des plus vieilles églises fréquentées par des Afro-Américains, ou encore de l'attaque d'une synagogue de Pittsburgh le 27 octobre 2018 et enfin de l'attentat du Walmart d'El Paso au Texas, qui ne fit pas moins de 22 victimes. Cela pour ne citer que les plus récentes tant la liste serait longue.

Aux États-Unis, c'est le FBI, conjointement avec le Département de la Sécurité Nationale, qui est chargé de l'action anti-terroriste domestique. Le terrorisme domestique est défini comme des actions « impliquant des actes dangereux pour la vie humaine, et qui violent des lois régissant la

criminalité des États-Unis ou de ses États fédérés, apparaissant comme ayant l'intention d'intimider ou de contraindre une population, d'influencer la politique du gouvernement par l'intimidation ou la contrainte, ou d'affecter la conduite d'un gouvernement par l'utilisation de destruction massive, d'assassinat ou de rapt »¹⁵⁰.

Comme le souligne le Département de la Sécurité Nationale, la plus grande menace terroriste émane d'individus isolés ou de petits groupes, souvent radicalisés par le biais d'internet et qui cherchent à attaquer des cibles vulnérables avec des armes facilement accessibles. Beaucoup de ces extrémistes violents sont motivés et inspirés par une combinaison d'objectifs socio-politiques et de ressentiments personnels contre leurs cibles¹⁵¹. Le Département les classe en cinq catégories : les extrémistes violents motivés par des idéologies raciales ou ethniques, animalistes ou environnementales, anti-gouvernement ou anarchistes, opposés à l'avortement et enfin les autres extrémistes avec des motivations diverses. Il y a donc plusieurs courants terroristes que l'on qualifie d'extrême droite aux États-Unis, avec une domination des suprémacistes blancs qui se fondent sur des idéologies politiques extrémistes et religieuses pour justifier leurs actions et lutter contre le péril programmé de l'extinction de l'homme blanc qui a construit l'identité et la cohésion patriote.

La menace d'ultradroite est une réalité¹⁵² aux États-Unis depuis au moins vingt ans. C'est pour cette raison que le Département de la Sécurité Nationale

¹⁵⁰ Title 18 U.S. Code § 2331(5) - Domestic Terrorism.

¹⁵¹ Strategic Intelligence Assessment and Data on Domestic Terrorism, Federal Bureau of Investigation Department of Homeland Security, mai 2021.

¹⁵² Federal Bureau of Investigation, Joint Intelligence Bulletin, 10 mai 2017, page 5 in Joint Intelligence Bulletin e DoJ & Department of Homeland Security, p.5.

restera très attentif à ses activités dans les prochaines années¹⁵³. Par la nature des motivations de l'extrême droite aux États-Unis et eu égard à la polarisation de la société, il s'agit d'un risque structurel dans la société américaine.

lega - L'Europe est depuis plusieurs années confrontée à cette menace évolutive en provenance de la mouvance d'ultradroite. Si celle-ci repose essentiellement sur la peur du « grand remplacement » et si elle est présentée parfois comme une réaction à la multiplicité des attentats terroristes islamistes sur le sol européen, sur quoi repose le terrorisme d'ultradroite aux États-Unis ? Quelles différences et quelles similitudes avec l'ultradroite en Europe ?

J.-C B - Le terrorisme d'ultradroite aux États-Unis repose sur des idéologies très diverses fondées sur des idéologies raciales, politiques ou religieuses¹⁵⁴. Parfois les trois en même temps. Néanmoins, celle que l'on entend le plus souvent est l'idéologie fondée sur « l'accélérationnisme » qui établit que la guerre raciale a commencé et que si les blancs ne frappent pas les premiers, la guerre raciale les balaiera¹⁵⁵. Le terrorisme d'ultradroite aux États-Unis est très proche de celui que l'on retrouve en Europe, les deux s'alimentant mutuellement via les réseaux sociaux et internet. Si l'on prend l'exemple de Richard B. Spencer, icône des suprémacistes blancs aux États-Unis, sa thèse est que la population blanche étasunienne est menacée par le multiculturalisme et une politique d'immigration laxiste. Il prône un « nettoyage ethnique pacifique », pour freiner la « déconstruction » de la culture européenne¹⁵⁶.

¹⁵³ Strategic Intelligence Assessment and Data on Domestic Terrorism, Federal Bureau of Investigation Department of Homeland Security, appendix B, octobre 2022.

¹⁵⁴ De la religion en Amérique : essai d'histoire politique, Denis Lacorne, Paris, Gallimard, 1998 pp342

¹⁵⁵ « Ultradroite : le trait commun des militants est "qu'ils sont convaincus que la guerre raciale a commencé" », France Info, 18 novembre 2021.

Théorisées, ces idéologies sont exportées en Europe où le discours des terroristes d'extrême droite reprend les mêmes éléments de langage comme celui du « grand remplacement ».

Il existe néanmoins des différences¹⁵⁷. La première est juridique et tient à l'héritage historique de l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, qui a conduit à la rédaction de lois limitant la liberté d'expression. Ainsi en France, en Allemagne ou encore en Italie par exemple, les manifestations racistes et la diffusion de propagande de même nature sont formellement interdites sous peine de poursuites judiciaires. Or aux États-Unis, les individus sont protégés – même dans des situations extrêmes - par le Premier Amendement de leur Constitution qui ne permet pas à l'État fédéral ou aux États fédérés ou même aux juridictions de restreindre la liberté d'expression, y compris de celle des partis d'extrême droite¹⁵⁸. Deuxièmement, les mouvements d'extrême droite américains se distinguent par l'importance qu'ils accordent à la religion, et plus particulièrement par le strict respect de la Bible, qu'ils interprètent littéralement et qu'ils citent abondamment. Troisièmement, l'extrême droite américaine est plus violente que l'extrême droite européenne. Le deuxième Amendement de la Constitution américaine autorise le port d'armes, ce qui *de facto* facilite l'utilisation des armes par les mouvances extrémistes.

Enfin, si historiquement les extrêmes droites étasuniennes rejetaient toute forme d'organisation politique et ne s'implantaient pas dans les partis traditionnels elles tentent désormais de s'immiscer dans le débat politique pour promouvoir leur idéologie.

¹⁵⁶ Richard Spencer, l'ultra droite américaine décomplexée, Le Temps, 15 août 2017.

¹⁵⁷ États-Unis/Europe, Des modèles en miroir, Mokhtar Ben Barka, Jean-Marie Ruiz, chapitre 2, Évolution politique : Modèle ou contre-modèle américain ? Press Univ. Septentrion, April 30, 2006, 282 pages.

¹⁵⁸ Beyond the Burning Cross: The first Amendment and the Landmark R.A.V. case, E. J. Cleary, NY, 1994.

lega - Quel rôle jouent les réseaux sociaux et quelles plateformes et messageries cryptées sont utilisées par les groupuscules ou individus d'ultradroite ?

J.-C B - Il est certain que les réseaux sociaux ont considérablement favorisé la diffusion des idées et ont permis le rapprochement de personnes au-delà des villes, régions, États, voire des frontières avec toutes les conséquences en termes de populations touchées et de financement¹⁵⁹.

L'ultradroite et l'extrême droite ont toujours cherché à se fédérer à l'échelle internationale. La particularité est qu'elles fonctionnent en nébuleuses. Au-delà de la publicité que les réseaux sociaux et les messageries cryptées peuvent relayer, c'est là un moyen de s'incruster durablement dans le corps social, même en cas de démantèlement officiel.

En effet, ces réseaux terroristes utilisent internet pour permettre une fluidité d'adhésion entre les différents groupuscules et une facilité décuplée de création de nouveaux groupes via les applications de messageries cryptées notamment¹⁶⁰. De ce fait, les réseaux terroristes d'extrême droite ne dépendent pas de la survie d'un chef, d'un groupe mais davantage de leur fluidité et facilité à se créer et à se défaire à l'échelle internationale. En somme, les Hommes tombent mais l'idéologie perdure. On peut prendre l'exemple de la *Division Atomwaffen* – qui signifie « division armes nucléaires » - qui est un réseau terroriste néonazi américain fondé en 2013, dans le sud des États-Unis. Bien qu'aujourd'hui dissoute aux États-Unis, la marque de *Atomwaffen* continue d'être exploitée en Europe où un groupuscule s'est organisé sous le nom de « *Atomwaffen Division Europe* ». Cette cellule terroriste n'a pas de lien direct avec les membres de

son modèle américain mais elle en utilise les mêmes codes et symboles. Les membres fondateurs de ce nouveau groupuscule semblent être en grande partie liés au réseau de l'idéologie accélérationniste via Telegram.

lega - Quels sont les groupes les plus importants d'ultradroite aux États-Unis ? Comment se définissent-ils et quelles sont leurs revendications ?

J.-C B - Du fait de leur grand nombre et de leurs militants restreints, il en existe une multitude qui s'appuient sur des revendications différentes mais certains sont plus actifs aux yeux du public. On peut citer les Proud Boys, une organisation néo-fasciste, les Oath Keepers, une organisation anti-fédérale visant à abolir la tyrannie du Gouvernement ou encore les Boogaloo Bois¹⁶¹ qui visent le renversement armé du Gouvernement et la protection inébranlable de la possession d'armes à feu.

Ces groupes sont majoritairement masculins - voire exclusivement en ce qui concerne les Proud Boys, même s'il existe un groupe exclusivement féminin Proud Boys Girls qui lui est rattaché et qui souscrit pleinement à ses revendications - et blancs, attachés aux libertés individuelles garanties par la Constitution et qui s'inscrivent contre la tyrannie du Gouvernement fédéral qu'il convient de combattre par les armes si nécessaire.

lega - L'élection de Donald Trump en novembre 2016 a pu cristalliser les passions et encourager les groupuscules d'ultradroite à agir, à l'instar de la prise du Capitole le 6 janvier 2021. Qu'est-ce que

¹⁵⁹ Voir à ce sujet Thomas Mahler, « Les réseaux sociaux sont-ils responsables du complotisme ? », Le Point, 18 février 2019 ainsi que Peter Stone, "US Far right extremists making millions via social media and crypto currency", The Guardian, 10 mars 2021.

¹⁶⁰ Combating terrorism Center at West Point, The Threat Is the Network: The Multi-Node Structure of

Neo-Fascist Accelerationism, juin 2021, note de bas de page 113.

¹⁶¹ BBC News Afrique, Manifestations pour George Floyd : Qui sont les Boogaloo Bois, les antifa et les Proud Boys?, 22 juin 2020.

l'élection de Donald Trump a pu changer dans ce terrorisme d'ultradroite ?

J.-C B - Il faut préciser tout d'abord que Donald Trump a été élu démocratiquement. Mais il est évident que la droite la plus conservatrice s'est plus aisément retrouvée derrière Donald Trump que derrière Hillary Clinton. L'ancien Président n'était pas un politicien expérimenté, donc loin du sérail washingtonien et il a fait le coup de force en déjouant tous les pronostics. De surcroît, avec de proches conseillers tels que Steve Bannon¹⁶², les thèses relatives aux relations des États-Unis avec ses voisins ont permis à certains mouvements de se reconnaître en lui. De même la contestation de l'élection, alors que les recours judiciaires étaient épuisés, a de fait favorisé les incidents du Capitole le 6 janvier 2021.

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis a été l'occasion pour les mouvements d'extrême droite de consolider une démarche engagée depuis deux décennies. Les discours du candidat Trump reprenaient en grande partie les éléments de langage de ces groupuscules luttant contre l'*establishment* représenté par Hillary Clinton. Enfin, l'ancien Président n'a pas manqué de surfer sur les théories diffusées par QAnon, groupe d'extrême droite relayant des théories conspirationnistes.

Page | 53

Toutefois, ces mouvements extrêmes ne peuvent en aucun cas être limités à l'élection de Donald Trump mais ils ont profité de son élection pour accroître leur audience dans le pays.

¹⁶² Steve Bannon est notamment de 2012 jusqu'à son arrivée à la Maison Blanche le président de Breitbart

News, société mère de Breitbart News, plate-forme considérée comme d'extrême droite.



Institut
EGA

JE M'ABONNE EN
CLIQUANT ICI



www.institut-ega.org